

Marseille

marseille-plus.fr

PROVENCE **LEMAG**

L'ACTUALITÉ POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE DE MARSEILLE ET SA RÉGION

A close-up portrait of Jean-Luc Chalmi, a middle-aged man with dark hair and a light beard, wearing a dark suit jacket over a white shirt. He is looking directly at the camera with a slight smile.

JEAN-LUC CHALMI
PRÉSIDENT DE LA CCIMP

**“IL FAUT RÊVER
GRAND !”**

P. 52

Johan Bencivenga, Président de l'UPE 13

« JE ME BATS POUR FAIRE AVANCER LE TERRITOIRE » P. 51

Philippe Deveau, Président FBTP 13

COMMENT LA FBTP 13 ACCOMPAGNE LA MUTATION DU BÂTIMENT P. 57

Boudjema Rouibah, Consul général d'Algérie

« LA COMMUNAUTÉ EST AU CENTRE DE NOS PRÉOCCUPATIONS » P. 60

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



LE MONDE VOUS VA SI BIEN

Accédez à plus de 1000 destinations grâce à l'un des plus vastes réseaux au monde avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

© 2011 BEFC Société Air France, SA au capital de 125 742 375 € - 480 496 178 - 10531 Boissy - 45, rue de Paris, 95717 Roissy-CDG Cedex.

MARSEILLE, UNE VILLE MEURTRIE, SE RELÈVE AVEC DIGNITÉ



Boualem Aksil
Directeur de la publication

Le 5 novembre 2018, une date noire pour la cité phocéenne. Un immeuble de la rue d'Aubagne s'effondre puis un autre. Un troisième immeuble est démoli pour éviter le pire... Au total huit morts, et, sans doute, plusieurs disparus. Mais les recherches s'arrêtent. Dans les rues limitrophes, et bien au-delà, d'autres immeubles fissurés sont murés, des barrières sont posées, des commerces sont fermés, comme au coin de la rue Pythéas et de la rue Beauvau ou encore devant un immeuble de la rue du Village. Avec ce drame effroyable, cette tragédie survenue au centre-ville de Marseille, c'est un fléau qui est mis en lumière, l'habitat indigne et insalubre, reflet de la dégradation du centre ancien et de la paupérisation d'un quartier et même de plusieurs quartiers de la ville. C'est aussi celui de l'exploitation exécration de la misère par des marchands de sommeil, c'est aussi celui des lourdeurs administratives, de l'incurie des bailleurs sociaux, des pouvoirs publics et des élus pris par leurs responsabilités d'élus et qui n'assument pas leur mission. Aujourd'hui, après l'effroi, le chagrin, puis l'anxiété, les sentiments d'exaspération apparaissent dans la population qui, après une marche blanche, ont désigné, lors d'une marche de la colère, les responsables.

La force de Marseille réside avant tout dans ce peuple bouillant qui sait manifester dans un même élan, ses sentiments exacerbés avec fougue mais toujours avec une grande dignité.

A Marseille, ville cosmopolite, les initiatives sont toujours marquantes, celle des habitants aujourd'hui pour lutter ce fléau et celle des habitants hier pour faire face avec dignité aux vagues de terrorisme qui ont touché le pays, la région et même la ville avec les assassinats immondes de deux jeunes filles sur le parvis de la gare Saint-Charles. C'est pourtant à Marseille qu'était née Marseille Espérance, association rassemblant toutes les religions et tous les cultes qui œuvre dans un climat de concorde et de fraternité à maintenir ce lien indéfectible entre tous les marseillais. De son côté, Marseille Plus a toujours œuvré pour maintenir et développer des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et surtout de bien-vivre ensemble. Dans une période de tumulte comme Marseille la vit actuellement, cela est fondamental. Continuons donc à maintenir cette flamme à l'orée des fêtes de fin d'année qui seront placées sous le signe du recueillement. ■

Boualem Aksil

Directeur de la publication
Marseille Plus le Mag

MARSEILLE PLUS LE MAG - #18 - DECEMBRE 2018 - JANVIER 2019

Le magazine de Marseille et de sa région

Maison des Associations - 93, la Canebière - 13001 MARSEILLE - BP 424
Site web : www.marseille-plus.fr
Directeur de la publication / Président Marseille Plus :
Boualem Aksil - 06 41 27 02 08 - E-mail : boualem.aksil@gmail.com
Rédaction : Marseille Plus

Photographie : Frédéric Stéphan
Conception et mise en page : Gilles Cozzolino - GRAPHIQUE & COM'
www.graphique-com.fr - 06 13 78 41 19
Impression : Sud Light - Marseille
Périodicité bimestrielle
N° Siren : 393 035 290 00021 - Dépôt Légal : 23 juillet 2010

SOMMAIRE

- 01 **EDITO**
Marseille, une ville meurtrie, se relève avec dignité
- 04 **ACTUALITÉS**
Christophe Castaner, un ministre de l'intérieur très actif
Une belle distinction pour Geneviève Maillet
Effondrement d'immeubles : L'ire profonde des marseillais
Une nouvelle base pour la Police Municipale de Marseille
Quel avenir pour le territoire régional ?
Bruno Gilles : «Nous devons prendre la mesure de cette tragédie»
- 09 **LE RENOUVEAU DE LA PLAINE**
La mutation de la Plaine, un projet sujet à polémique
Le drapeau flotte sur la Baleine
- 12 **EUROMÉDITERRANÉE**
Laure-Agnès Caradec, au coeur des enjeux métropolitains
Bougainville-les Crottes, un site pilote en matière de rénovation énergétique
- 17 **PORT**
Un grand bond en avant pour le projet Quechen
«Nous sommes des clients privilégiés du port de Marseille»
- 22 **ACTUALITÉS DÉPARTEMENTALES**
Un prix mérité pour La Cigale Dorée
Le Palais Lumière, un joyau patrimonial
- 25 **AUBAGNE**
«Notre objectif est de développer une identité de territoire»
Un centre d'affaires sur le camp de Sarlier
La zone des Paluds souffle ses cinquante bougies
- 32 **LOGEMENT**
L'avenir des HLM s'est écrit dans la cité phocéenne
Comment Action logement se repense dans l'innovation



14

EUROMÉDITERRANÉE

Bougainville-les Crottes, un site pilote en matière de rénovation énergétique



20

AÉROPORT

L'aéroport Marseille-Provence, un formidable outil d'attractivité



44

LOGEMENT

Le remarquable pari de l'insertion et de l'emploi



28

MÉTROPOLE

Martine Vassal à la tête de la métropole Aix-Marseille Provence



48

ÉCONOMIE

«1000 seniors en emploi», le pari réussi de l'Adie et d'AG 2R La Mondiale



52

ÉCONOMIE

Jean-Luc Chauvin : « Il faut rêver grand! »



30

MÉTROPOLE

La ligne Aix-Marseille prend de la hauteur



35

LOGEMENT

L'Argo, une réalisation surprenante



42

LOGEMENT

Une vue plongeante sur les calanques



60

INTERNATIONAL

Boudjema Rouibah, Consul d'Algérie à Marseille : « La communauté est au centre de nos préoccupations »



64

SANTÉ

Les entreprises unissent leurs efforts pour lutter contre le cancer



68

CULTURE

Karim Baïla, Profession Grand reporter

46 La Caisse des Dépôts, un acteur engagé
La Banque des Territoires sur les fonds baptismaux
Une vue plongeante sur les calanques
Le remarquable pari de l'insertion et de l'emploi

48 **ÉCONOMIE**
Galeries Lafayette Prado : réimplantation réussie
Grand littoral s'étoffe avec de nouvelles enseignes
Alain Gargani, président de la CPME13, reçoit de l'Ordre du Mérite
Johan Bencivenga, Président de l'UPE 13 : « Je me bats pour faire avancer le territoire »
Comment la FBTP 13 accompagne la mutation du bâtiment

58 **LUTTE CONTRE LA RADICALISATION**
La lutte contre la radicalisation, un enjeu majeur pour le BTP

62 **INTERNATIONAL**
Les saveurs du monde aux couleurs de l'amour

63 **SANTÉ**
Ficorec Actions Solidarité s'engage pour les enfants hospitalisés
L'hôpital Européen, un établissement de proximité

70 **CULTURE**
Maurice Xiberras, un homme de passion
« La Laïcité, tout le monde en parle, personne ne l'explique »
Un Institut Culturel Italien dynamique à fréquenter assidûment
La guitare arrimée au cœur
Le théâtre NoNo, un florilège d'amis

CHRISTOPHE CASTANER, UN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR TRÈS ACTIF

Sécurité quotidienne, lutte contre le terrorisme, enjeux migratoires, réforme du culte musulman, redécoupage électoral: les chantiers ne manquent pas pour Christophe Castaner, le nouveau ministre de l'Intérieur qui a pris ses fonctions en octobre 2018.

L'ancien maire de Forcalquier est secondé par Laurent Nunez, ancien préfet de police des Bouches-du-Rhône qui assume à présent le Secrétariat d'Etat à la Sécurité intérieure.



Maire de Forcalquier de 2001 à 2017, président de la Communauté de communes Pays de Forcalquier Montagne de Lure puis du Pays de Haute-Provence, Christophe Castaner a été tête de liste aux élections régionales Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elu député dans la 2e circonscription des Alpes de Haute Provence en 2012, il a rejoint le mouvement En Marche conduit par Emmanuel Macron et a été son porte-parole lors de la campagne présidentielle de 2017 puis a été réélu député. En mai 2017, il est nommé Secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement d'Edouard Philippe. En novembre 2017, il quitte cette dernière fonction pour devenir délégué général de la République en Marche, fonction qu'il quitte en octobre 2018, suite à sa nomination en tant que ministre de l'intérieur.

CINQ CHANTIERS MAJEURS

Le nouveau ministre hérite ainsi de la sécurité du quotidien, un engagement du candidat Macron mis en musique

par Gérard Colomb qui a depuis lors repris les rênes de sa ville de Lyon. En matière de terrorisme, une nouvelle loi a été votée et la direction générale de la sécurité intérieure a été désignée comme chef de file de la lutte antiterroriste. De plus, Christophe Castaner devra mettre en œuvre la loi asile-immigration votée cet été. La France présente un profil atypique en Europe avec une hausse continue de la demande d'asile alors qu'elle baisse chez les voisins. Le ministre également en charge des Cultes aura sur sa table la synthèse des «assises territoriales» destinées à réformer l'organisation du culte musulman. Enfin, le redécoupage territorial reste suspendu à l'adoption de deux projets de loi révisant les institutions, prévoyant une réduction de près de 30% des parlementaires et l'introduction d'une dose de proportionnelle. Une fois les lois adoptées, Beauvau sera à la manœuvre mais il faudra composer avec le président de l'assemblée nationale. ■

A.B



UNE BELLE DISTINCTION POUR GENEVIÈVE MAILLET

Bâtonnier de l'Ordre des avocats au barreau de Marseille, Geneviève Maillet a reçu, le 19 octobre 2018, au salon Eugénie du Palais du Pharo, les insignes d'officier dans l'Ordre national du Mérite des mains de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille. Le premier magistrat connaît fort bien la bâtonnière et l'a toujours accompagné dans ses différentes actions. «Lorsque je vous ai remarquée à vos débuts comme lauréate du stage, je vous avais qualifié de petit bâtonnier pour la qualité de votre discours», a-t-il souligné. Geneviève Maillet a réussi à démêler des situations inextricables comme Seveso, les chantiers de La Ciotat, la Calypso, moteurs Baudoin. De nombreuses personnalités du monde économique, politique, du droit et des médias ont tenu à être présentes afin d'honorer cette femme exceptionnelle et en particulier Reyne Cienzo, première femme élue à la Chambre de Commerce et d'Industrie ou encore le général David Galtier. ■



EFFONDREMENT D'IMMEUBLES : L'IRE PROFONDE DES MARSEILLAIS

Le lundi 5 novembre à 9h, deux immeubles vétustes du centre-ville, aux 63 et 65 de la rue d'Aubagne dans le quartier populaire de Noailles, deux immeubles s'effondrent brutalement, provoquant la mort de huit personnes. La population marseillaise est sous le choc brutal. L'habitat indigne a tué. Des marches de colère sont organisées.



L'accident survenu le 5 novembre 2018 témoigne certes de la vétusté de l'habitat marseillais mais également de l'inaction des pouvoirs publics. Dans les jours qui suivent, les secours démolissent un immeuble qui menace de s'effondrer au numéro 67 et évacuent des centaines de personnes habitant dans les logements adjacents. Selon un rapport commandé par le ministère du logement et publié en 2015, 100 000 personnes vivent dans des logements insalubres à Marseille. L'état des deux immeubles était pourtant connu de la mairie et de la justice. La société d'économie mixte de la Ville, Marseille Habitat, annonçait que ces immeubles allaient faire l'objet de rénovation dans le cadre d'un plan d'éradication d'habitat indigne. Dans le premier, des travaux de consolidation ont été entrepris mais semblent arrêtés. Un rapport 2018 de la Soleam (société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise) évaluait à 48% des immeubles l'habitat indigent ou dégradé dans le quartier de Noailles, 20,5% d'entre eux (dont les 63 et 67 rue d'Aubagne), présentaient des présomptions de péril ou d'insalubrité; le 65

était épinglé pour l'indécence du logement. En 2017, la municipalité est à nouveau alertée par une note intitulée «Constat de faiblesse structurelle représentant un risque pour les biens et les personnes à court terme au 65 et 67 rue d'Aubagne». Un arrêté de péril imminent existait pour l'immeuble 63 depuis 2008, mais les premiers arrêts de péril remontent à 2005. Marseille Habitat avait réalisé à la place des copropriétaires des travaux de traitement d'urgence en 2008. A l'état de ruine, le 63 était dans la liste des 500 immeubles visés par le plan d'éradication de l'habitat indigne, mais seule la sécurisation de la façade a été réalisée. L'immeuble au 65 avait fait l'objet de plusieurs arrêts de péril, le dernier trois semaines avant l'accident. D'après la Mairie, l'immeuble 65 avait fait l'objet, ce jour-là, d'une expertise des services compétents qui avait donné lieu à la réalisation de travaux de confortement permettant la réintégration des occupants». D'après les riverains, la cage d'escalier du 65 s'était pour partie affaissée quinze jours avant l'accident... ■

A.B



UNE NOUVELLE BASE POUR LA POLICE MUNICIPALE DE MARSEILLE

La base «Centre» de la Police Municipale, a été inaugurée le 26 octobre 2018, au 20 boulevard Françoise Duparc dans le 4e arrondissement de Marseille, en présence du maire Jean-Claude Gaudin, du maire de secteur Marino Pustorino, de Caroline Pozmentier adjointe au maire déléguée à la sécurité et de Bruno Gilles, sénateur des Bouches-du-Rhône et de Martine Vassal, présidente du Conseil départemental.

La ville de Marseille a lancé depuis 2008, sous l'impulsion de son maire Jean Claude Gaudin et avec le concours très actif de Caroline Pozmentier adjointe au maire déléguée à la sécurité, une politique volontariste en matière de sécurité et de prévention de la délinquance. En signant la «Stratégie territoriale de sécurité et de Prévention de la délinquance» en 2010 avec ses partenaires – Etat et collectivités territoriales – la municipalité a porté un important programme d'investissement et une réorganisation de ses services. En 2011, un Conseil municipal extraordinaire voulu par le maire de Marseille a acté de nombreux engagements, tous remplis : le doublement des effectifs de la police municipale, le déploiement de la vidéo-protection et la construction de son Centre de supervision urbain (CSU), l'armement de sa police municipale et la création de la brigade de nuit. Aujourd'hui la ville de Marseille poursuit le développement de sa politique de sécurité afin de donner les moyens indispensables à sa police municipale en créant une nouvelle base. Avec la base centrale actuelle de la police municipale, située boulevard de Plombières, et logeant jusqu'ici la majorité des effectifs de voie publique ainsi que les services administratifs, la création de la base «Centre» de Françoise Duparc, située au coeur de la cité phocéenne, doit permettre de renforcer la proximité entre les Marseillais et leur police, et de redéployer les effectifs dans le cadre de leur mission et de leurs compétences. «Dans des locaux d'une surface totale de 1 700 m² appartenant à la ville de Marseille, la base «Centre» propose une capacité maximale d'accueil de 165 agents, avec notamment un parc de stationnement d'une quinzaine de véhicules professionnels et une armurerie spacieuse et informatisée», a précisé Marc Labouz, directeur de la police municipale. Avec 450 agents et des moyens techniques performants et innovants, la police municipale marseillaise est aujourd'hui la première police municipale de France. Le montant total de cette opération de rénovation a été de 2 millions d'euros. Le Département a participé à hauteur de 80% dans le cadre de son programme d'aide aux communes.



QUEL AVENIR POUR LE TERRITOIRE RÉGIONAL?

Le président de la Région Sud a présenté le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet), le 1er octobre 2018, en présence du préfet de région, Pierre Dartout, et des élus de l'ensemble du territoire. Ce document d'orientation est chargé d'organiser la stratégie régionale sur les trente ans à venir. Explications.

Il aura fallu deux ans pour fixer les grandes orientations du Sraddet. Derrière ce nouvel acronyme, il faut comprendre là, schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. «J'ai voulu faire de ce schéma l'opportunité d'une grande concertation pour obtenir un diagnostic des territoires de notre région», a déclaré Renaud Muselier, président de la région Sud. Obligatoire, prescriptif, intégrateur, ce document d'orientation constitue une occasion de bâtir un nouveau modèle d'aménagement du territoire en coordonnant l'action régionale dans onze domaines définis par la loi Notre : lutte contre le changement climatique, gestion économe de l'espace, pollution de l'air, implantation d'infrastructures, protection et restauration de la biodiversité, intermodalité des transports, prévention et gestion des déchets, équilibres des territoires, désenclavement des territoires ruraux, habitat et maîtrise et valorisation de l'énergie. Le Sraddet veut permettre de résorber définitivement toutes les fractures dont souffre la région: fracture territoriale, économique, sociale, numérique, environnementale... «C'est un outil de lutte contre l'enclavement de certains territoires», a-t-il précisé.



LE SRADDET VEUT PERMETTRE DE RÉSORBER DÉFINITIVEMENT TOUTES LES FRACTURES DONT SOUFFRE LA RÉGION : FRACTURE TERRITORIALE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE, NUMÉRIQUE, ENVIRONNEMENTALE...

UNE RÉGION MOBILE

Ce document a été élaboré suivant un fil rouge: le développement durable et la croissance verte. Le schéma permettra ainsi d'optimiser la gestion des déchets. «Notre objectif est de réduire de moitié la quantité de déchets du BTP mis en décharge et d'atteindre 70% de valorisation d'ici à 2025». Un défi que la Région compte relever grâce à l'aide de l'Union européenne. Focus également sur le logement. Outre la rénovation énergétique, l'ambition est d'en construire 30 000 par an, dont 50% abordables pour les jeunes actifs. Autre axe de travail: la reconquête des centres-villes pour une meilleure gestion de l'espace disponible. «Nous avons trop souvent fait le choix de la facilité en créant de nouvelles zones d'activités. Nous allons donc diviser par deux le rythme de consommation d'espaces à l'horizon 2030 pour préserver 85% des territoires en trame verte», poursuit le président de la région Sud.

L'un des enjeux de cette nouvelle stratégie reste la mobilité. Objectifs: des transports publics fluides tout en relevant le défi environnemental. Cela passe par un développement de l'offre de transports pour inciter les automobilistes à moins prendre leur voiture. Le contournement d'Arles ou encore la liaison Fos-Marseille sont autant de projets qui visent à décongestionner le trafic. L'ambition est aussi d'aménager 1500 kilomètres de voies cyclables d'ici à 2025. Le défi de la mobilité passe également par le rail et la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur. Pour tenter d'agir sur la qualité de l'air, une solution envisagée, le carburant vert comme l'hydrogène.

DES CONTRADICTIONS COMPATIBLES

Le préfet de région, Pierre Dartout, a insisté sur le travail collaboratif entre la Région et les services de l'Etat pour élaborer ce document «dans un souci de cohérence et d'unité». A ce titre, il a formulé plusieurs mises en garde. La première : éviter de mettre en opposition les territoires les uns avec les autres. «Soyons vigilant à avoir les politiques publiques adaptées aux différents territoires.» Il a également mis en exergue les contradictions auxquelles elles sont parfois confrontées.

«Le développement économique n'est pas incompatible avec une politique de préservation de l'environnement. Nous avons besoin d'industrie qui crée des richesses, des emplois, et nous avons aussi besoin de préserver la qualité de l'eau, de l'air». Le préfet a insisté sur la nécessité d'avoir une politique des transports efficace. «C'est un enjeu considérable dans cette région où les transports collectifs ne sont pas suffisamment développés». En la matière, il juge indispensable que la Région Sud « se positionne en tête pour son ambition en énergie propre». Dernier point de vigilance : la raréfaction du foncier alors que paradoxalement il y a nécessité à construire du logement. Le Sradet devra être voté en prochaine séance plénière, avant une enquête publique. Le document devra ensuite être approuvé par le préfet, à l'automne 2019, avant sa mise en œuvre. ■

A.B

«NOUS DEVONS PRENDRE LA MESURE DE CETTE TRAGÉDIE»

Candidat à la mairie de Marseille en 2020, le sénateur Bruno Gilles qui entend incarner le renouveau après plus de vingt ans passés dans la vie politique locale veut désormais s'attaquer au logement indigne. Très affecté par les effondrements d'immeubles de la rue d'Aubagne, il s'engage à être le garant de la nouvelle méthode. Il a présenté à Paris un plan Marshall afin d'amorcer un changement de cap. Entretien exclusif.



Marseille Plus : Marseille est endeuillée en ce mois de novembre...

Bruno Gilles : En tout premier lieu, permettez-moi de rendre hommage aux victimes. Aux huit personnes décédées qui ont été retrouvées sous les décombres. La responsabilité de ce drame est collective. Il est clair qu'aujourd'hui nous ne faisons pas assez, pas assez bien, pas assez vite. Nous devons prendre toute la mesure de cette tragédie. Il doit y avoir un «après» rue d'Aubagne.

Marseille Plus : «Plus jamais ça», avez-vous déclaré. Oui mais comment?

Bruno Gilles : A Marseille mais aussi dans toute la France partout où nos concitoyens sont logés dans des conditions indignes. L'heure n'est plus aux conventions. Nous avons le devoir de réformer nos méthodes, être

concrets faire plus, plus vite et à plus grande échelle. Il y a urgence à traiter ce problème de logements insalubres. 450 000 logements dits insalubres en France dont près de 9% pour la ville de Marseille, c'est intolérable.

Marseille Plus : Vous souhaitez un Plan Marshall. Comment va t-il se mettre en place ?

Bruno Gilles : Collectivement nous devons lancer un plan Marshall pour le centre de notre ville. Un plan qui casse les erreurs de méthodes accumulées depuis des dizaines d'années. Ce plan en sept points prévoit notamment la création d'une ORCOD (Opération de Requalification des Copropriétés Dégradées) pour accélérer les rénovations des habitats indignes du centre-ville, la création d'une ZFU (Zone Franche Urbaine) pour les zones les

plus sinistrées du centre-ville, la création de logements sociaux, la mise en place de Permis à Louer et de brigades dédiée à l'habitat indigne.

Marseille Plus : Vous avez remis vos propositions au gouvernement. Pourquoi ?

Bruno Gilles : J'ai remis cette semaine toutes ces propositions au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre chargé de la Ville et du Logement et au ministre chargé de la cohésion du Territoire et des relations avec les collectivités locales. Que les huit victimes de la rue d'Aubagne ne soient pas mortes pour rien. Je m'y engage, je suis déterminé. J'irai jusqu'au bout. Nous devons changer. ■

Propos recueillis par
Karl Falcon

LA MUTATION DE LA PLAINE, UN PROJET SUJET À POLÉMIQUE

Le réaménagement de la place Jean Jaurès, site emblématique du quartier de la Plaine, est réalisé par la Soleam. Le début des travaux qui devait débiter en septembre 2018 a été reporté suite aux actions hostiles de l'Assemblée de la Plaine. Face aux opposants très virulents, la Soleam a érigé des murs pour protéger les travaux de rénovation de cette place. Explications.



«La Place Jean Jaurès doit évoluer vers la modernité», a précisé Gérard Chenoz, adjoint au maire délégué aux grands projets d'attractivité et président de la Soleam, société locale d'aménagement de la métropole, lors de la présentation du projet de rénovation de cette place emblématique de la cité phocéenne. Premier objectif de cette transformation, la circulation qui passera d'une circulation en anneau au profit d'un axe central nord-sud. Autre objectif, la végétalisation. Le nombre d'arbres sera augmenté passant de 180 à 186. «La polémique portant sur la disparition d'arbres est ainsi infondée», a confié Jean-Louis Knidel, paysagiste de l'agence APS. Enfin, les forains ne seront pas ou peu touchés par ce projet par ce projet puisqu'ils seront à l'avenir 190 contre 220

aujourd'hui sans compter les journaliers qui sont à présent une soixantaine. «Des solutions de remplacement sont proposées aux intéressés vers des marchés du 3e, du 9e et 13e arrondissements», a confié Marie-Louise Lota, adjointe au maire déléguée aux emplacements publics. Puis elle a rajouté fermement: «Nous donnerons aux plus anciens, aux plus assidus et aux plus en règle.» Quant aux aires de jeux pour enfants, elles seront réaménagées et diversifiées. D'une manière générale, ce projet d'un montant de 13 millions d'euros portera sur le réaménagement de la place qui s'étendra désormais sur une surface de 2,5 hectares dont 95% sera piétonne. Ce seront 190 emplacements de six mètres de largeur qui seront dévolus aux forains les jours de marché. De plus, 65 places de stationnement minute seront mises en place, supprimant dès lors le parking en surface.

UN MANQUE DE CONCERTATION ?

La première phase des travaux a été prévue de septembre à décembre 2018. Seules les parties sud et ouest sont concernées. La situation autour de la place sera conservée. La deuxième phase durera cinq mois avec la mise en place de l'éclairage public, des voies centrales et sud. De nouveaux kiosques plus esthétiques seront construits. La troisième phase durera quant à elle un peu moins d'un an. C'est à ce moment-là que seront construits des îlots végétaux. Une dernière phase de six mois complètera le réaménagement avant la livraison en 2020. Ce projet suscite manifestement des débats houleux. Les habitants sont plutôt partagés. Certains s'y opposent avec virulence. C'est d'ailleurs pour cette raison que des murs ont été érigés afin de protéger le site. D'un côté, il y a ceux qui craignent que ce réaménagement soit "pour les touristes" et qu'il "chasse les plus modestes". Ils ont peur aussi de perdre l'âme de leur quartier et ne sont pas satisfaits de la concertation menée par la Soleam. Certains opposants au projet continuent les interventions publiques, comme le collectif La Table est Plaine qui se qualifie comme "un collectif informel composé d'habitants et d'habités de la Plaine pour la défense de la place, du quartier" et qui prône le manque de dialogue et de concertation avec la Soleam, ainsi qu'un cahier des charges qui ne correspond pas aux attentes des habitants. D'un autre côté, il y a ceux qui veulent une place plus aérée avec moins de voitures et qui sont plutôt favorables au projet comme le collectif Les riverains de la plaine qui défend le projet porté par la ville. «Nous ne pensons pas que le projet de rénovation menace son impertinence.» ■

A.B

QUAND LE SAVOIR-FAIRE ASSOCIATIF MARSEILLAIS S'EXPORTE DANS NOS REGIONS VOISINES

SAUVA (*Services, Assistance et Unité pour la Vie Animale*), c'est le nom de l'association de protection environnementale et animale que ce marseillais a créée, non pas dans la Cité Phocéenne, mais sur les rives du Gardon, à Alès ! Son but : créer une synergie autour de l'environnement et de la condition animale, réfléchir et proposer des réponses à des problématiques précises, jouer un rôle de médiation entre les citoyens et les institutions, et favoriser le lien social.

Médiateur en charge de la communication pour l'Association Médiation Sociale (A.M.S.) à Marseille, l'instigateur de ce projet, Antoine BRASSEUR, 36 ans, agit depuis des années dans le milieu associatif pour la création de projets à vocation sociale ou culturelle. Du stade d'employé, il passera alors à celui de partenaire.

POURQUOI LE GARD ?

Principalement pour des raisons familiales. Mais, attaché à sa ville de cœur, il n'hésitera pas à l'inclure dans ses projets. Car avec SAUVA, c'est également un partenariat solide qui s'est créé entre acteurs associatifs des Cévennes et de la Cité Phocéenne, à travers des échanges d'expériences, de compétences, et une collaboration active sur des thèmes comme la médiation, le vivre-ensemble ou encore la création de lien social, plus particulièrement à travers les animaux et l'écologie.



Réunion publique SAUVA du 18 septembre à Alès - Photo : Pascal Lehocq

DES PROJETS PARTICIPATIFS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LES ANIMAUX.

Dans ses premières missions, l'association SAUVA s'est fixée pour objectif de rassembler les citoyens volontaires dans une dynamique de réflexion commune, sur des problématiques définies, et de réaliser des propositions viables et démocratiques aux institutions et aux autorités compétentes.

Pour Antoine BRASSEUR, « *La cause environnementale ET animale est l'affaire de tous, il faut donc mixer ce thème avec celui de la cohésion sociale. Alors, la création de liens, la médiation, le travail collectif amèneraient une véritable valeur ajoutée dans la lutte pour les causes qui nous sont chères.* »

Depuis son installation à Alès en septembre dernier, l'association rassemble déjà près de 60 personnes, citoyens volontaires et bénévoles, qui se réunissent, réfléchissent et agissent ensemble pour la protection environnementale et animale.

Antoine BRASSEUR se dit agréablement surpris de l'engouement des habitants et des institutions envers les projets de l'association et rajoute : « *Nous sommes motivés par un accueil extrêmement chaleureux de la part des institutions alésiennes comme par exemple le GIP Politique de la ville, l'agglomération de communes ou encore la municipalité.* »

Désormais Référent du Conseil Citoyen du Centre-Ville d'Alès, il apporte également aux habitants son expérience dans la création et la réalisation de projets.



Association SAUVA
3, Place Général Leclerc - 30100 Alès
Tél. : 06.01.99.76.35 - www.sauva.org

SOFIA
NÉGOCE INTERNATIONAL



Import/Export
Produits alimentaires ultra frais, frais, secs, surgelés
Service maritime et aérien



+33 (0)6 07 86 60 62

51 rue Mignet - BP 10002 - 13381 Marseille 13 CCT1 France

Tél. : +33 (0)4 91 87 61 30 - Fax : +33 (0)4 91 87 61 36

jl.andre@safia-foods.com - www.safia-foods.com

LE MAGAZINE DE MARSEILLE, DE SES QUARTIERS ET DE SA RÉGION
#11 - NUMÉRO SPÉCIAL
JANVIER - FÉVRIER - MARS 2018

Marseille
PROVENCE

Portrait
Sérina Zouaghi,
une élue dynamique
au sein de la Municipalité

Comet de soirée
Retour sur les Trophées
des Serveurs de l'Etat

ÉQUIPES D'URGENCE
DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE,
LES HOMMES ET FEMMES
AU SERVICE DE LA POPULATION P. 18

L'hommage de Marseille Plus à celles et ceux qui veillent
sur nos vies au péril des leurs



LE DRAPEAU FLOTTE SUR LA BALEINE

Avec l'ouverture du cinéma La Baleine et ses 89 fauteuils mi-septembre 2018 sur le Cours Julien, Marseille dispose désormais d'une nouvelle salle art et essai, renforçant ainsi l'offre de ce type de cinéma dans la deuxième ville de France. Explications.



Après le Gyptis à la Belle de Mai, ou encore le Vidéodrome 2 sur le Cours Julien, la Baleine est une nouvelle salle de cinéma art et essai qui ravit incontestablement depuis quelques semaines le public marseillais. En dehors de ces salles mais aussi de l'Alhambra à l'Estaque, du cinéma Variétés sur la Canebière fermé actuellement pour travaux, et du cinéma César, place Castellane, les cinéphiles du centre-ville de la cité phocéenne attendaient ce nouveau lieu avec une vive impatience. Après quatre années de gestion, le projet porté par quatre complices, Thomas Ordonneau, Cyril Zimmermann, Nicolas Grasset et Juliette Grimont, a enfin vu le jour cet automne. «Nous gérons depuis quatre ans la programmation du Gyptis à travers la société Shellac. Nous désirions disposer de notre propre salle», a précisé la programmatrice. Aménagé par la Maison Honoré, dans l'ancienne salle de contes de La Baleine qui dit

EN DÉPIT DE L'OUVERTURE DE CETTE NOUVELLE SALLE, MARSEILLE SOUFFRE VÉRITABLEMENT D'UN DÉFICIT DE SALLES ART ET ESSAI AVEC SEULEMENT DIX CINÉMAS POUR QUARANTE SIX ÉCRANS

vagues, ce ciné-bistrot dispose d'une salle unique de 89 fauteuils modernes et d'un écran de sept mètres de haut. Dès sa première année d'exploitation, le cinéma a souhaité pouvoir offrir un large panel de propositions au public grâce à l'obtention des ses trois labels à savoir jeune public, patrimoine et répertoire et recherche et découverte. De

plus, l'équipe qui continue d'assurer la programmation du Gyptis offre fort intelligemment un développement complémentaire entre les deux salles ainsi qu'avec le Vidéodrome 2, le café-cinéma situé à proximité. Le public pourra également boire un verre ou se restaurer dans «Le Ventre de la Baleine», l'espace restauration qui accueille quarante couverts à l'intérieur et trente en terrasse. En dépit de l'ouverture de cette nouvelle salle, Marseille souffre véritablement d'un déficit de salles art et essai avec seulement dix cinémas pour quarante six écrans, à peine plus que des villes comme Nice ou Strasbourg et beaucoup moins que Lyon avec 99 écrans selon les données du CNC. L'offre devrait se développer avec tout d'abord l'ouverture d'un complexe de 14 salles à la Joliette à la fin de l'année puis celle d'un complexe de sept salles à la Canebière fin 2019. ■

A.B

A close-up portrait of a woman with short, dark, wavy hair, smiling warmly. She is wearing a light-colored, textured jacket and a thin gold necklace with a small square pendant. The background is a soft, out-of-focus light color.

EUROMÉDITERRANÉE

**LAURE-AGNÈS CARADEC,
AU CŒUR DES ENJEUX MÉTROPOLITAINS**

Adjointe au maire de Marseille déléguée à l'urbanisme, au projet métropolitain, au patrimoine municipal et foncier et au droit des sols, et conseillère départementale, Laure-Agnès Caradec porte de nombreuses casquettes qui la placent au centre des problématiques d'urbanisme à Marseille. Elle est présidente de l'agAM (Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) et a été élue il y a trois ans à la tête de l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

Il y a trois ans, Laure Agnès Caradec avait accédé, à l'âge de 48 ans, en tant que conseillère départementale des Bouches-du-Rhône, au poste de présidente de l'EPA Euroméditerranée. Cette élue adjointe à la ville de Marseille en charge de l'urbanisation et au projet métropolitain, présidente de l'Agam, l'agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine, vice-présidente du conseil de territoire, conseillère départementale, est désormais depuis cette date, à la tête de cet établissement destiné à placer Marseille au rang des grandes métropoles européennes. «J'y vois au fil du temps une véritable marque de confiance et de reconnaissance de mon action dans le domaine du développement économique et urbain de la métropole», a-t-elle confié.

Née d'une initiative de l'État et des collectivités territoriales en 1995, cette opération d'intérêt national qui s'étend sur 480 hectares, est considérée comme la plus grande opération de Rénovation Urbaine d'Europe. «C'est une réussite pour Marseille, notamment avec les transformations dans les secteurs de la Joliette», a-t-elle confié fièrement. En 1995, personne n'allait pourtant sur la Joliette qui se résu-rait à un nœud autoroutier autour de la cathédrale de la Major.

«L'objectif a été de faire de cet arrière portuaire, un atout pour le dynamisme économique et la transformation de Marseille», a-t-elle souligné. Créateur de développement économique, social et culturel, Euroméditerranée est plus encore un véritable accélérateur de l'attractivité et du rayonnement de la métropole marseillaise. Mais elle a tenu à rappeler : «Ce projet s'adresse aussi et surtout aux Marseillais qui attendent un projet d'aménagement, une réponse à leurs besoins en matière de transport, de logement, d'emplois et de qualité urbaine retrouvée.»

UN ENGAGEMENT MILITANT

Ingénieure de formation, cette femme femme brillante, titulaire d'un DESS de droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement du territoire, Laure-Agnès Caradec a travaillé pendant dix ans à la mairie de Salon-de Provence, tout d'abord au service urbanisme puis comme cheffe de cabinet. A 26 ans, elle a été élue conseillère d'arrondissement dans les quartiers des 6e et 8e arrondissements. A 32 ans, elle entre au conseil municipal en charge des espaces verts. Elle est ensuite réélue en 2008 jusqu'en 2014 pour la gestion des parcs, des jardins et des espaces naturels,

de la piétonisation et des pistes cyclables, la voirie, la circulation et le stationnement. Depuis 2014, elle est adjointe au maire, déléguée à l'urbanisme, au projet métropolitain. En juin 2014, elle a été élue présidente de l'Agam, l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise qu'elle préside toujours. Elle est d'ailleurs vice-présidente de la Fédération nationale des agences d'urbanisme et elle s'est rendue à ce titre les 7, 8 et 9 novembre 2018 à Lille pour la 39e Rencontre des agences d'urbanisme portant sur le thème «De l'audace pour nos territoires». Elle nourrit de profondes ambitions pour la ville. «L'achèvement de la transformation de la façade portuaire et le traitement de la relation ville-port doivent être intégrés pleinement à la réflexion métropolitaine tant au plan économique qu'au plan spatial et urbain.» Aujourd'hui, des chantiers de grande ampleur se présentent et en particulier celui de finaliser l'opération autour de la Porte d'Aix. «Nous nous attelons à la réalisation d'un parc urbain avec un campus universitaire qui prendra place en 2020 avec l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires et l'Ecole de Commerce et de Management». ■

A.B



BOUGAINVILLE-LES CROTTES, UN SITE PILOTE EN MATIÈRE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

L'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée et l'Avitem, lauréat de l'appel à projet européen H2020 avec le projet Happen, vont mener, en collaboration avec leurs partenaires européens, une expérimentation d'envergure internationale sur le site pilote du quartier Bougainville-Les Crottes. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une action visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments en Méditerranée.



LE NOYAU VILLAGEOIS BOUGAINVILLE-LES CROTTES EST AU CŒUR DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L' EXTENSION D'EUROMÉDITERRANÉE

Le noyau villageois Bougainville-Les Crottes est au cœur du projet de renouvellement urbain de l' extension d'Euroméditerranée. «Le choix d'inscrire le projet de requalification globale du village dans la démarche d'écoquartier traduit notre volonté d'en faire une opération exemplaire tant en termes de performances énergétiques qu'en matière de concertation avec les habitants qui seront étroitement associés à la démarche», a confié Laure-Agnès Caradec, sa présidente.

RÉNOVATION DES BÂTIMENTS

Dans le cadre du projet européen Happen visant à développer le marché de la rénovation énergétique des bâtiments, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée va mener une expérimentation d'envergure internationale sur le site pilote de ce quartier. A ses

côtés, l'Avitem, agence publique spécialisée dans le développement urbain et l'aménagement territorial durable dans la région méditerranéenne, va mener à bien cette action. Ce projet européen appelé H 2020 (programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne pour la période 2014-2020) vise en fait à développer le marché de la rénovation énergétique des bâtiments dans une logique d'efficacité énergétique en prenant en compte les spécificités, notamment climatiques, de la zone méditerranéenne. Par son caractère pragmatique et innovant, le projet permet le partage d'expérience avec des partenaires européens, la construction d'un référentiel commun et l'implication active d'habitants, d'experts et de décideurs politiques dans le cadre des living lab qui seront organisées cette année et l'an prochain. Le living lab constitue une méthodologie qui permet de regrouper les acteurs publics, des entreprises, des associations, des individus dans l'objectif de faire émerger et tester des solutions, services outils innovants dans des conditions réelles.

UN CONSORTIUM EUROPÉEN

Le projet européen Happen est en fait un consortium qui compte treize parte-

naires dont des instituts de recherche, des agences de développement local, des organismes certificateurs et des experts techniques et financiers. Ils se sont tous engagés à partager leurs réseaux, leur expérience et leur expertise dans ce projet qui allie sensibilité écologique et rentabilité économique avec un objectif partagé à savoir construire une stratégie ad hoc pour investir et booster le marché de la rénovation des bâtiments du pourtour méditerranéen. C'est un marché qui reste encore trop confidentiel et segmenté alors qu'il présente un fort potentiel : seulement en France plus de 20 millions de logements à rénover d'ici 2050, soit un marché de 14 milliards d'euros de travaux par an ! Des solutions à la fois techniques et financières seront élaborées à partir des études existantes, des réglementations en vigueur et surtout d'expérimentations qui seront menées tout au long du projet dans neuf sites pilotes dont celui de Bougainville Les Crottes sur l'opération d'intérêt national. Ces solutions seront ensuite proposées dans une plateforme en ligne qui permettra la rencontre entre l'offre et la demande dans le but de fluidifier le marché dans la région méditerranéenne. ■

A.B

AMS, ACTEUR ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE

Bonjour, pouvez-vous présenter AMS à ceux qui ne connaissent pas votre structure ?

Eric Palmiéri : Notre association fête, cette année, ces 17 ans d'existence. Elle intervient depuis 2002, sur des missions de prolongement des politiques publiques de prévention de la délinquance et de cohésion sociale par la mise en place, le conseil et l'ingénierie d'action de prévention sociale. Ainsi, nous avons développé une expertise qui nous permet aujourd'hui de disposer de véritables compétences.

Nous sommes présents sur le territoire de Marseille avec une centaine de salariés.

A travers nos actions nous maintenons le lien social entre les différentes populations de Marseille qui se côtoient et cohabitent sans parfois parvenir à communiquer les unes avec les autres. L'association soutient aussi de multiples actions en direction de la jeunesse et des populations des quartiers de Marseille.

Rester une Association ou devenir une Entreprise, et Vous ?

Eric Palmiéri : l'association est aussi un acteur économique qui produit des services et des richesses.

De fonctionnement avec subvention, nous passons à la production de services par des appels d'offres.

Une contribution économique qui se mesure en termes d'emploi comme en termes d'intervention sociale.

Responsable d'une structure associative aujourd'hui c'est aussi être un entrepreneur qui doit avoir de multiples compétences managériales et stratégiques identiques à celles d'un chef d'entreprise.

Nous avons dû nous même nous adapter tout en conservant notre ADN et nos valeurs car le lien social n'est pas une marchandise.

Et vos perspectives ?

Le monde se transforme à grande vitesse avec des outils numériques qui nous demande nous aussi de nous adapter et de réfléchir à notre organisation et nos manières de travailler.

Le métier de médiateur change aussi puisqu'il s'est professionnalisé, diplômé et que des structures comme les nôtres embauchent des professionnels de la médiation sociale.

La réalité de notre activité c'est aussi travailler avec d'autres opérateurs pour partager les compétences et les moyens afin de favoriser notre objectif principal que de contribuer à améliorer le vivre ensemble.



43, Avenue de la Viste
13015 Marseille

Tél. : 04.91.09.82.48

mail : ams.direction@yahoo.fr

Site Web : www.ams-association.com

A.M.S
ASSOCIATION MEDIATION SOCIALE

UN GRAND BOND EN AVANT POUR LE PROJET QUECHEN

Weidong Que, président fondateur de Quechen, a signé, le 18 octobre 2018, une promesse de bail avec le port de Marseille-Fos après deux années de suspense. Le groupe Chinois va investir, sur une parcelle de 12 ha, 105 M€ dans la construction d'une usine de silice et d'un centre de R&D qui seront opérationnels en 2021. Explications.



«Etre un entrepreneur, c'est courir un marathon sans ligne d'arrivée», a évoqué Weidong Que, président fondateur de Quechen Silicon Chemical, juste avant de signer la promesse de bail avec Christine Cabau-Woehrel, présidente du directoire du GPPM. Son marathon professionnel a en fait débuté en 2003, lorsqu'il se lance dans la fabrication de la silice, matériau entrant dans la composition des pneus verts. La silice est un matériau utilisé dans la production de pneus pour augmenter sa résistance et sa longévité, tout en réduisant la consommation de carburant, de 20% environ. A la tête de trois usines en Chine (à Wuxi, Fujian et Anhui), il inaugurera au premier trimestre 2019 son premier centre de production à Rayong en Thaïlande. Deux ans plus tard, ce sera Quechen Fos qui s'installera au sein de la plateforme industrielle et d'innovation appelée PIICTO inclus dans l'appel à manifestation d'intérêt Industry'Nov lancé en avril 2018. Christine Cabau Woehrel a rappelé l'enjeu : L'investissement de Quechen Silicon Chemical nécessitera des ressources abondantes en matière de foncier, d'énergies, d'eau industrielle et de connectivité internationale. Notre port, le premier de France, présente aujourd'hui des atouts majeurs à l'échelle européenne pour accueillir les projets d'investisseurs internationaux susceptibles de rayonner en Europe mais aussi vers l'Afrique et le Moyen-Orient.» L'usine sera vouée à devenir la tête de pont du groupe Chinois en Europe avec une capacité de production de 90 000 tonnes. «Nous exportons 45 000 tonnes chaque année vers le marché européen mais nous ne sommes pas suffisamment compétitifs en raison des coûts de transport terrestre et maritime. Nous sommes également pénalisés par les barrières commerciales et les risques de taux de change. Avec une usine en Europe, nous amortissons ces risques», a expliqué Weidong Que.

UN JEU COLLECTIF

Vingt huit sites européens étaient en lice. Marseille-Fos a finalement remporté ce marché devant Rotterdam. «La PME chinoise, n°3 mondial de la silice pour les «pneus verts», va implanter son usine européenne sur le péri-

mètre du port de Marseille Fos. C'est la première fois qu'une entreprise chinoise s'installe en partant de zéro sur le territoire. C'est une première qui sera suivie par d'autres implantations», a souligné Jean-Luc Chauvin, président de la CCIMP. Cette future usine devrait drainer 400 000 tonnes de fret supplémentaire pour le port



Louis Aloccio, Weidong Que, président fondateur de Quechen Silicon Chemical a signé une promesse de bail avec **Christine Cabau-Woehrel**, présidente du directoire du GPPM de Marseille-Fos avec à ses côtés Martine Vassal, présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence.

de Marseille-Fos. L'investissement de la PME chinoise permettra la création de 130 emplois directs, pour la plupart français. Il témoigne de l'attractivité française pour les investisseurs internationaux, et en particulier chinois, et illustre les atouts en termes de localisation, de coûts d'implantation et de potentiel de R&D. Le GPM, le Conseil régional, la Métropole, la préfecture ou la CCIMP, se sont réjouis de l'implantation future de cette usine. Le groupe chinois qui réalisera en 2018 un chiffre d'affaires de 180 M€, s'est montré intéressé par la possibilité d'acheter de la vapeur d'eau et autres utilités produites sur place par Kem One et Air Liquide. «Nous avons encore beaucoup de démarches à accomplir», a précisé Weidong Que. De son côté, Renaud Muselier, président de la Région Sud a souligné: «C'est une véritable bataille de gagnée pour la croissance et l'emploi. La région accompagnera Quechen dans son projet aux côtés de la Métropole Aix-Marseille Provence, de Provence Promotion et de l'Etat. Jouer collectif, acteurs industriels et institutionnels, c'est ce qui nous a permis de convaincre Quechen.» ■

A.B



«NOUS SOMMES DES CLIENTS PRIVILÉGIÉS DU PORT DE MARSEILLE»

Dès l'année 2013, le défi était de piloter le projet de lancement de l'activité consignation maritime des Car-ferries de l'ENTMV à Marseille. Le commandant Kamal Issad, délégué régional de l'ENTMV, estime l'avoir relevé. Il évoque dans cet entretien les relations privilégiées avec le port de la cité phocéenne et les activités de la délégation, «en constante hausse.»

M+ : La délégation régionale de l'ENTMV que vous pilotez, a une activité intense au port de Marseille. Comment êtes-vous arrivés à ce résultat ?

Kamal Issad : Durant le premier semestre 2015, nous avons défendu les intérêts de notre entreprise et apuré tous les comptes liés à notre ex agent la SNCM. Par la suite j'ai été confirmé au poste de Délégué Régional de Marseille. Le 1er avril 2015, nous avons traité dans sa globalité, notre première escale commerciale du navire TARIQ IBN ZIYAD au port de Marseille. Aujourd'hui, nous avons atteint le nombre de 135 agences en France et en Europe. Beaucoup de personnes ne croyaient pas à notre projet. Mais aujourd'hui les chiffres sont là pour démontrer le contraire. A titre d'exemple, la gestion des ventes des agences de voyages agréées en France en 2016 a permis

d'augmenter les recettes de +9,73% soit 3 788 501,75 € par rapport aux recettes de l'année 2015 et en 2017 d'augmenter les recettes de +1,84 % soit +729 328,24 € par rapport aux recettes de l'année 2016. Comme Pour l'année 2017, nous avons effectué 389 traversées et transporté 204 398 passagers et 99 179 véhicules. Le cumul des résultats pour l'année 2017 par rapport à l'année 2016 sur les lignes France/Algérie/France fait ressortir pour plus de 76 traversées, une augmentation du nombre de passagers de plus de 13 378 soit plus de 6,54% et autos-passagers plus de 9 885 soit une augmentation de 9,96 %. L'ENTMV a une place prépondérante au port de Marseille, nous avons de très bonnes relations avec les dirigeants de cette infrastructure pour qui nous faisons partie des clients privilégiés.

M+ : Comment évaluez-vous votre présence au sein de l'infrastructure portuaire ?

Kamal Issad : Actuellement nous sommes parfaitement implantés au port de Marseille et nous participons à ses activités à travers le mouvement de nos navires et le flux des passagers à prendre en charge. La création de notre propre service consignation et contrôle, enregistrement au port nous a permis de créer de l'emploi avec quatre personnels qui sont en CDI et le reste du personnel est intérimaire. Aujourd'hui on a un contrat de service avec Manpower, une entreprise d'intérim. En moyenne il s'agit d'une vingtaine d'agents par escale. Après, il reste tous les contrats de prestations de service au niveau du port de Marseille qui génèrent des emplois indirects et ce grâce à notre activité diver-



QUAND VOUS AVEZ 3100 PASSAGERS ET 1050 VÉHICULES À TRAITER POUR L'EMBARQUEMENT (DEUX DÉPARTS DE NAVIRES EN SIMULTANÉE), IL FAUT GÉRER SANS INTERRUPTION POUR ÉVITER TOUT RETARD DE DÉPART

sifiée. Nous réglons aussi nos droits de port et de prestations relatives aux déchets solides et liquides des navires et les soutes des navires ainsi que les taxes de péage du GPMM. Aussi, il y a la partie technique des navires à ne pas négliger, notamment les différents fournisseurs des équipements des navires et les travaux d'escales. Le flux important de passagers qui passent par la ville, génère aussi des apports pour la ville, pour le port...tout cela pour dire que notre entreprise contribue considérablement à l'accroissement au port de Marseille, nous avons de très bonnes relations avec les dirigeants de cette infrastructure pour qui nous faisons parties des clients privilégiés.

M+ : Comment se présente le projet de transfert des activités de l'ENTMV vers la nouvelle gare internationale ?

Kamal Issad : Effectivement nous devons déplacer nos activités vers la nouvelle gare internationale du cap Janet pour le Maghreb. Toute la partie sud du port, la joliette, sera dédiée à la petite et moyenne croisière pour ouvrir le port sur la ville. C'est le projet de restructuration du terminal international aux passagers. Je crois que nous serons satisfaits de la nouvelle gare internationale. Demeure la problématique de la partie ville, le transport des flux de passagers de la ville vers le cap Janet. Il ne faut pas que les passagers soient livrés à eux-mêmes. Actuellement les conditions d'activités y sont difficiles en raison du manque d'aménagements. Nous avons toujours demandé à rester au sud, le temps que toutes les conditions soient réunies au nord, au Cap Janet. Nous sommes d'ailleurs actuellement la seule compagnie qui active au sud, à la joliette. Et on y restera jusqu'à 2021, période à laquelle se fera concrètement le trans-

fert vers le nouveau terminal international à passagers.

M+ : L'entreprise prévoit-elle un renouvellement de sa flotte ?

Kamal Issad : Actuellement nous avons trois navires en propriété, la Tarik Ibn Ziad qui date de 1995, Le Tassili qui date de 2004 et El Djazair livré en 2005. Sans compter bien sûr le nouveau navire qui sera livré entre 2020 et 2021 et qui est actuellement en construction en Chine, d'une longueur de 200 mètres. Nous avons toutefois des contraintes en matière de rejet de soufre par les gaz d'échappement des navires. Comme toutes les compagnies maritimes d'ailleurs, nous serons obligés de nous conformer aux nouvelles dispositions réglementaires. A partir de 2020 nous serons dans l'obligation de mettre en place des Scrubbers. Il s'agit d'un système de nettoyage des gaz d'échappement pour une diminution très importante de rejets à teneur en soufre. Cela a toutefois un coût mais nous comptons mettre en place le système sur nos deux navires, le Tassili II et El Djazair II. Pour ce qui est du Tarik Ibn Ziad et compte tenu de l'âge de ce navire, sommes en train d'étudier la meilleure solution à adopter. Cela dépendra, bien sûr, de la politique de la compagnie sur cette question. Il va y avoir des expertises qui seront réalisées à cet effet. Par ailleurs, en saison haute (été) nous affrétons un navire, de juin à septembre. Il s'agit du navire de l'armateur grec ANEK « Elyros » qui vient renforcer la flotte et absorber le flux important de passagers pour cette période.

M+ : Qu'en est-il de la prise en charge des besoins des passagers de la communauté algérienne et des relations avec la représentation diplomatique ?

Kamal Issad : Pour ce qui est de la prise

en charge des doléances des passagers, nous nous efforçons d'être continuellement sur le terrain pour veiller notamment au bon déroulement de l'embarquement des personnes et des véhicules. Nous avons par ailleurs au sein de la délégation à Marseille, un service de suivi et prise en charge des réclamations des passagers. Nous traitons les réclamations de la clientèle et nous répondons conformément à la réglementation. Dans la prise en charge des déplacements des membres de notre communauté, nous devons aussi être en contact direct avec notre Consulat Général à Marseille. A ce propos, nous avons de très bons rapports et relations avec Mr Boudjemaa Rouibah le Consul Général qui est constamment à notre écoute et à nos côtés quand des difficultés se présentent au port concernant les retards, les reports ou annulations de voyages. Mr le Consul Général s'est même déplacé sur le terrain au port pour régler certains problèmes qui nécessitaient une attention particulière. Pour ma part, de par ma fonction d'ancien Commandant de bord, je passe plus de temps sur le terrain qu'à mon bureau.

Quand vous avez 3100 passagers et 1050 véhicules à traiter pour l'embarquement (deux départs de navires en simultanée), il faut gérer sans interruption pour éviter tout retard de départ qui influencerait sur la suite du programme commerciale. Par ailleurs, nos équipes au port, quand elles nous voient sur le terrain sont plus rassurées et d'avantages motivées pour mener à bien les missions qui leur sont dévouées. ■

Propos recueillis par
Zora Boukhalfa.

L'AÉROPORT MARSEILLE-PROVENCE, UN FORMIDABLE OUTIL D'ATTRACTIVITÉ

Plus grand, plus beau et surtout mieux adapté aux contraintes actuelles, l'aéroport Marseille-Provence devrait avoir effectué sa transformation dans dix ans. Le projet de 250 M€ a été dévoilé mi-octobre 2018 par Cely Bigando et Josepha Russe, les architectes du cabinet Foster et Partners, lors d'une présentation organisée par le Club de l'Immobilier Marseille Provence. Explications.

«Transformer l'aéroport aujourd'hui, c'est se projeter dans ce que sera l'aéroport de demain, anticiper les nouveaux services, les attentes et les besoins des passagers et prévoir le trafic en 2025», a déclaré Pierre Régis, président du directoire de l'Aéroport Marseille-Provence. En dix ans, de 2006 à 2016, l'aéroport est passé de 58 à 100 destinations en vol direct et de 6 à 8,5 millions de passagers. Afin d'anticiper la croissance du trafic aérien poussée par le développement des grands vols internationaux, l'aéroport prévoit d'accueillir plus de 11 millions de passagers à l'horizon 2025. L'un des grands défis consiste à adapter, à moderniser les infrastructures et à optimiser les grandes fonctions dans le circuit de traitement des passagers. Aussi, un plan d'investissement sur dix ans de 500 M€ a été lancé avec le développement d'infrastructures. «Notre objectif est de faire de l'aéroport, une référence en Europe en matière de qualité de service et d'efficacité opérationnelle», a souligné Pierre Régis. La modernisation de cet équipement se traduit par un projet d'extension du terminal 1 à savoir le cœur d'aéroport. Ce projet conçu par le cabinet d'architecte Foster et Partners associé au cabinet marseillais Tangram répond certes aux besoins capacitifs et opérationnels mais également aux ambitions de développement et de rayonnement international de l'aéroport Marseille-Provence et du territoire métropolitain dans son ensemble.



LA PREMIÈRE ÉTAPE CONSISTE À RÉALISER LE CŒUR D'AÉROPORT, D'UNE SURFACE DE 20 000 M2 QUI OPTIMISERA LES OPÉRATIONS ET RENOUVELLERA L'EXPÉRIENCE DES PASSAGERS.



UNE HALLE DE 23 MÈTRES DE HAUTEUR

Différentes constructions sont ainsi prévues dans les années à venir. La première étape consiste à réaliser le cœur d'aéroport, d'une surface de 20 000 m2 qui optimisera les opérations et renouvellera l'expérience des passagers. Il reliera la halle A et la halle B du terminal 1 et permettra de centraliser de nombreuses fonctions opérationnelles telles que les contrôles de sûreté avec des équipements de nouvelle génération. «Le véritable défi était de combler la dent creuse qui sépare l'aérogare historique dessiné par Fernand Pouillon en 1961 de celui créé dans les années 90 par Richard Rogers», a expliqué l'architecte Josepha Russe. Ce seront davantage de

commerces et de restaurants qui seront proposés grâce à la création d'un nouvel espace en zone côté piste. Située au 3e étage de la future halle centrale, le restaurant panoramique offrira une vue imprenable sur les pistes et sur l'activité aéroportuaire, renouant avec la pratique des années en vogue dans les années 70. «Cette halle s'inscrira dans le prolongement des ouvrages existants, en ne dénaturant pas le bâtiment d'origine afin de lui garder sa valeur patrimoniale», a confié l'architecte Cely Bigando. Cette partie-là doit être livrée fin 2022 et pourrait être inaugurée début 2023. La seconde étape consiste à réaliser une jetée d'embarquement internationale d'une surface de 13 500 m2 qui sera construite à l'horizon 2027

dans le prolongement du cœur. Elle permettra de créer des postes avions supplémentaires portant ainsi la capacité globale du terminal 1 de 8 à 12 millions de passagers. Ces deux projets qui représentent un investissement global estimé à 250 millions d'euros, incluant tous les travaux connexes constituent l'élément phare du grand plan d'investissement. La réalisation de ce projet d'extension des installations du terminal 1 permettra de répondre aux projections croissance du trafic en augmentant la capacité du terminal 1, de 8 à 12 millions de passagers. Au global, la capacité de l'aéroport incluant le terminal 2 passera dès lors de 12 à 16 millions de passagers. ■

A.B



UN PRIX MÉRITÉ POUR LA CIGALE DORÉE

Créée en 1964, la PME La Cigale Dorée, spécialisée dans la fabrication de biscuits, a lancé cette année une nouvelle collection de biscuits et de confiseries premium made in France, sous la marque La Cigale Biscuitier Créateur. Elle a remporté, cet été, la médaille de bronze aux Trophées des Epicures de l'Épicerie fine.

En 2004, Michel Bohé rachète la Cigale Dorée, une entreprise qui fabriquait des biscuits depuis sa création, il y a quarante ans. Très entreprenant, il développe au fil des ans cette PME qui dispose à présent d'un effectif de 30 salariés et réalise 2,7 M€ de chiffre d'affaires. Il décide alors de développer une large collection nouveaux produits. «Nous avons proposé à nos clients, professionnels de la pâtisserie, de compléter la gamme prêt à garnir d'un assortiment de babas au rhum, de coques de macaron, de savarins qui sont devenus des produits incontournables.» Le succès est immédiat pour ce chef d'entreprise d'origine lyonnaise et amoureux de la Provence qui réalise ainsi son rêve en créant sa propre marque. Michel Bohé créé sous l'intitulé «La Cigale Dorée, Biscuitier Créateur» de délicieux petits biscuits originaux composé d'ingrédients simples aux arômes naturels savamment associés. Il dote ainsi la Provence de son premier sablé en lui donnant la forme stylisée d'une cigale. Sa fabrication respecte le goût savoureux du «fait maison» en utilisant que de bons ingrédients à savoir de la farine, du sucre et une pointe de beurre mais pas de conservateur, ni de colorant ou d'arôme artificiels et encore moins d'huile de palme ou d'OGM. Toutes les recettes sont réalisées dans un atelier dédié au cour même du site de production afin d'être au plus près des approvisionnements en matière première et du personnel qualifié. Après avoir surveillé les temps et les températures de cuisson, les biscuits sont sortis du four et ensachés individuellement avant d'être conditionnés en bonbonnières et étiquetés.



UNE RÉCOMPENSE MÉRITÉE

En Février, la Cigale Dorée a lancé sa collection de biscuits et confiseries sous la marque La Cigale Biscuitier Créateur, destinée à être distribuée en épiceries fines et CHR (cafés, hôtels restaurants) en format bonbonnière ou en vrac puis dans les grands magasins d'alimentation en format sachet et avec des parfums différents. Sur 120 produits présélectionnés par le magazine professionnel, le Monde de l'épicerie fine, les petits sablés de Provence (herbes de Provence/ Parmesan AOP en forme de cigale), a séduit le jury présidé par Michel Dutournier (2* Michelin au Carré des Feuillants) et rassemblant la crème de la profession aux prix Epicures de l'épicerie fine. «Nous avons remporté la médaille de bronze dans la catégorie Aides culinaires et mélanges d'épices», a confié très enthousiaste Michel Bohé. Les critères de sélection ne se limitant pas à la seule notion de goût, il fallait pour être l'heureux élu que les produits en lice fassent preuve à la fois de créativité, d'authenticité et puissent avoir à la fois une histoire à raconter et un packaging singulier. C'est indéniablement un véritable label de qualité dans le secteur gourmet. «Nous avons vraisemblablement été plébiscités grâce à la forme et la texture des biscuits à la fois sableuse et onctueuse en bouche mais aussi par leur double utilisation possible en version salée en apéritif mais aussi en aides culinaires», a-t-il souligné. Avec cette gamme intelligemment pensée, la Cigale Dorée réconcilie judicieusement tous les gourmands avec «l'art de vivre à la française». ■

A.B

LE PALAIS LUMIÈRE, UN JOYAU PATRIMONIAL

Construit en 1893, le Palais Lumière, également appelé Villa Lumière ou château du Clos des plages à La Ciotat, inscrit à l'inventaire des Monuments historiques comme lieu de mémoire et témoin de la présence des frères Lumière et des débuts du cinéma, fait partie des 270 projets retenus sur les 2000 présentés dans le cadre de la mission Stéphane Bern consacré aux monuments en danger.
Explications.

L'histoire de la famille Lumière, le père Antoine, et les deux fils Auguste et Louis, industriels et inventeurs de génie, qui ont révolutionné la photographie et le cinéma à la fin du XIX^{ème} siècle, est un fabuleux conte de fées. Le grand salon du château Lumière, aujourd'hui appelé Palais Lumière, fut le haut lieu des tous premiers moments du cinéma. La première projection publique non payante, devant un parterre de 150 personnes, eut lieu le 21 septembre 1895 dans le grand salon. Lors de cette séance de «démonstration du cinématographe», plusieurs films tournés à La Ciotat pendant l'été 1895, y furent projetés. «L'arrivée d'un train en gare de La Ciotat» dont la chronique écrivait que ce film faisait si peur aux spectateurs que certains sortaient des salles en courant, effrayés par le réalisme du mouvement du train vers eux, y fut également tourné en 1895. Incontestablement berceau du cinéma avec l'Eden, l'un des premiers cinéma du monde, La Ciotat l'est de façon plus originelle, grâce aux frères Lumière, inventeurs du cinématographe en 1895 et aux toutes premières réalisations de films et de leurs projections privées ou publiques. Cette histoire exemplaire a valu au «Palais Lumière», qui est propriété privée, d'être inscrit à l'inventaire

des «Monuments Historiques» comme lieu de mémoire, témoin de la présence des frères Lumière et des débuts du cinéma.

ETAT DES LIEUX ET RESTAURATION

La « villa Lumière » fut construite en 1893 par Antoine Lumière, industriel, photographe même peintre amateur. Le « Domaine du Clos des Plages » dans lequel fut édifiée la villa, s'étendait sur près de 90 ha et le château proprement dit comportait 36 pièces. Ce grand salon, aux dimensions « grandioses » (11mx11m sur 10 m de haut), son lustre grand luxe et ses motifs héraldiques de têtes de lion, fait toujours rêver le visiteur. Or, ce superbe édifice est en danger. Pour l'association pour la restauration du grand salon lumière, l'année 2018 a l'année de la consécration. Leur persévérance a été récompensée puisque le Palais Lumière avec son Grand Salon a été sélectionné par la mission Stéphane Bern consacrée aux monuments en danger. Le projet destiné à sauvegarder ce lieu de mémoire fait partie des 270 projets sur les 2000 présentés. L'étude architecturale du diagnostic d'état des lieux et les évaluations du projet de restauration du grand salon et de sa façade

ont été confiées à Claire Florenzano, architecte du patrimoine. Les grandes lignes du projet de restauration se déclinent en trois phases : la mise en sécurité, la mise à niveau conservatoire avec la restauration des carreaux de terre-cuite et la restitution. La 3^{ème} phase de restitution présente une option «scénographique» de projection de photographies du Grand Salon avec les membres de la famille et les meubles de l'époque des Lumières. Les travaux de restauration devraient débuter en 2019 avec le concours de la DRAC, le Département et la Fondation du Patrimoine pour aboutir à une mise en lumière du Grand Salon pour les journées du Patrimoine 2020. ■

A.B





CAMAS, LEADER MONDIAL DE LA FORMATION AÉROPORTUAIRE



Créé en 2001, Camas est un groupe français spécialisé dans l'enseignement et la formation professionnelle des particuliers et des entreprises. Avec trente centres dans le monde (18 en France et 12 à l'international). Camas forme chaque année plus de 30 000 personnes dans plus de 300 formations. Leader mondial reconnu de la formation aéroportuaire, Camas a su mettre son expertise au service de publics variés comme les jeunes, les apprentis, les étudiants, ou les personnes en reconversion professionnelle. Aujourd'hui, notre groupe propose une gamme complète de formations diplômantes et professionnelles, disponibles en alternance et en initial, pour tous les publics.



Il est présent sur l'aéroport de Marseille Provence depuis 2011 et avons ouvert notre école sur l'avenue du Prado depuis décembre 2016. Il forme en premier lieu les particuliers aux métiers aéroportuaires principalement, avec des formations allant du niveau CAP au Master. Il établit pour le compte de ses partenaires en moyenne 200 contrats de professionnalisation par an sur notre territoire. Elle collabore avec plus de 450 entreprises sur le territoire provençal et accompagnons de grands groupes dans leur développement, tels que DHL, UPS, AIR France, ONET, AIRBUS, CHRONOPOST, LIDL, CITYONE, SECURITAS, BRINKS, GSF.

141 avenue du Prado
Bâtiment B - 6^{ème} étage - 13008 MARSEILLE

Horaires d'ouverture

Du lundi au vendredi : 9H00-17H00

Téléphone

Tél. : 04 42 09 31 02 / 04 95 08 77 39

<https://camasformation.fr/a-propos/>



«NOTRE OBJECTIF EST DE DÉVELOPPER UNE IDENTITÉ DE TERRITOIRE»

Elu en 2014 à la tête de la ville d'Aubagne, cinquième ville du département des Bouches-du-Rhône avec 47000 habitants, Gérard Gazay assume la délégation de l'économie à la métropole Aix-Marseille Provence et au département. Il nourrit l'ambition de faire revivre le cœur historique de la cité de Pagnol, de donner une nouvelle impulsion aux commerces du centre-ville et de donner une identité forte aux zones d'activité. Entretien exclusif.

M+ : Un changement s'est opéré à la métropole. Qu'est ce que cela va impliquer ?

Gérard Gazay : Je tiens avant à tout à saluer l'implication de Jean-Claude Gaudin dans la difficile gestion de la Métropole, sur les plans juridique, financier et politique. Il était l'homme de la situation. Martine Vassal, la nouvelle présidente, a annoncé vouloir remettre les communes au cœur du dispositif et c'est à mon sens une priorité. La Métropole va travailler sur les projets transversaux (mobilité, innovation et développement économique).

M+ : Pour la ville, l'une de vos priorités n'est telle pas la revitalisation du centre-ville ?

Gérard Gazay : En effet, nous nous attelons en premier lieu à la réhabilitation du centre ancien. Ce volet a démarré tout d'abord par le réaménagement des artères commerçantes historiques. Les travaux s'accompagneront de l'élaboration de règlements relatif à l'occupation du domaine public, notamment pour l'harmonisation des devantures commerciales et des terrasses afin de redonner aux périmètres réaménagés une esthétique forte et porteuse de l'identité d'Aubagne.

M+ : Cette revitalisation du centre ville est t-elle compatible avec le développement des zones commerciales ?

Gérard Gazay : Le groupe de travail métropolitain a effectué un important travail de recherche pour l'élaboration du nouveau SDUC (Schéma directeur d'urbanisme commercial). A l'issue de cela, nous avons pu constater que la métropole compte plus de m2 de surface commerciale que toutes les autres. Nous sommes donc suréquipés et a fortiori vigilants quant à d'éventuelles extensions.

M+ : Et pour les zones d'activité qu'en est-il ?

Gérard Gazay : C'est par contre le cas inverse. La Métropole est en retard. Il faudrait créer 200 000 m2 de bureaux par an.

Aubagne compte trois zones d'activité sur son territoire (Les Paluds, Alpha et Napollon). Dès 2014, avec le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, nous avons engagé une politique volontariste qui outre la redynamisation du centre ville prévoit le développement du foncier et la requalification des zones existantes. Les résultats sont déjà là avec 200 entreprises créées en 2015 et 230 en 2016.

M+ : En ce qui vous concerne, aux côtés de la ville, vos priorités, ce sont vos délégations à l'économie au sein des deux instances. Quels en sont les axes ?

Gérard Gazay : Effectivement je mène de front mon travail à la ville et au sein des deux instances avec une large délégation au développement économique. Nous avons beaucoup avancé sur le projet Camp de Sarlier où 17 600 m2 d'activité tertiaire vont générer 500 à 600 emplois. Ce projet appelé Alta Rocca sera inauguré à la mi 2019. Nous travaillons parallèlement à la réhabilitation de la zone des Paluds qui a soufflé ses cinquante bougies ainsi que sur la transformation de la zone Napollon.

M+ : Votre souhait n'est t-il pas de développer une spécialisation d'une zone d'activité ?

Gérard Gazay : Nous réfléchissons avec la métropole à développer une filière Med Tech avec des entreprises innovantes de la santé. Nous avons déjà de belles entreprises dans ce secteur avec en particulier Sartorius, Stedim ou encore Soluscope. Notre objectif est de développer une identité de territoire, sur la zone Napollon, autour de cette filière et en créant notamment un incubateur d'entreprises. ■



Un nouveau centre d'affaires est en cours de réalisation à proximité de la zone des Paluds à Aubagne. Le site est implanté sur l'emplacement de l'ancienne boîte de nuit l'Alta Rocca sur le camp de Sarlier. Ce projet qui s'étend sur 17 600 m² comprendra une large offre d'activités tertiaires qui ne sera pas en concurrence avec l'activité commerciale sur le centre-ville.

UN CENTRE D'AFFAIRES SUR LE CAMP DE SARLIER

C'est début janvier 2018 qu'a été posée la première pierre du futur centre d'affaires Alta Rocca à Aubagne. Ce projet implanté en partie sur l'emplacement de l'ancienne boîte de nuit éponyme au camp de Sarlier, se situe en fait à proximité de la zone industrielle et commerciale des Paluds et à l'intersection des autoroutes A50 et A52 et de la route de Gémenos. «L'opération confiée à l'architecte Franck Gracian est pilotée par la société Foncière GM en partenariat avec la métropole et la SEM Façonéo pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage», explique Gérard Gazay, maire d'Aubagne et vice-président de la métropole délégué au développement des entreprises, des zones d'activités, au commerce et à l'artisanat. Il s'agit au départ du premier chantier expérimental élaboré en BIM par Bâti Services, une PME de dix salariés spécialisée dans le gros œuvre et installée à Athélia I à La Ciotat avec Patrick Baudy, son directeur, ses fils Nicolas, conducteur de travaux, Thomas, responsable des menuiseries extérieures et sa fille Laurine, responsable administrative. Au terme des travaux, sept immeubles de deux étages seront érigés avec au total 17 600 m² de surface dédiée essentiellement à des activités

tertiaires et de services. Sont ainsi prévues une banque, une agence immobilière, des professions juridiques (notaire, avocat, comptable), médicales et paramédicales, des bureaux pour des entreprises, une pharmacie du centre-ville délocalisée, deux restaurants et



un hôtel trois étoiles Campanile B'n'B. Conformément aux vœux de l'édile, le centre n'accueillera pas de commerces susceptibles de concurrencer ceux du centre-ville. De plus, le site sera doté de 450 places de parking dont 260 en sous-sol et 190 en surface.

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ

L'ensemble des bâtiments qui seront en accès aux personnes à mobilité réduite répondront à la norme RT 2012, avec une vocation d'être à basse consommation énergétique. Ce site sera desservi par un transport en commun de grande qualité le BHNS

qui aura un arrêt devant le centre d'affaires. «L'objectif de ce projet est d'améliorer le niveau d'équipement et de service mais aussi de renforcer l'attractivité de la zone des Paluds en permettant la création d'emplois», a précisé Philippe Barrau, directeur général de Façonéo. La commercialisation des locaux n'est pas encore totalement achevée. «Néanmoins, nous avons pu constater qu'il existe un vrai besoin de satisfaire les demandes des entreprises afin d'étendre leurs activités ou les installer», a estimé Pierre Meguetounif, PDG de Foncière GM. Le projet qui s'insère dans la zone industrielle dite des Nouveaux Paluds s'inscrit dans une volonté de la ville de renforcer l'activité de cette zone, d'améliorer le niveau d'équipements et de services, de satisfaire les demandes d'extension et de développement et d'atteindre une densité de 65 salariés par hectare, soit une progression de 800 à 900 emplois nouveaux. Pour le premier magistrat, «cette réalisation constitue les prémices d'opérations à venir sur ce secteur de 7 à 8 hectares dont la vocation dédiée au développement économique a été inscrite au PLU.» ■

A.B

LA ZONE DES PALUDS SOUFFLE SES CINQUANTE BOUGIES



La zone des Paluds, la principale zone d'activité d'Aubagne et l'une des plus importante du département, a fêté ses cinquante ans cette année. Avec 700 entreprises représentant quelque 7000 salariés sur 117 ha, elle constitue, forte de son vivier d'entreprises performantes, un véritable fleuron de l'activité économique du département.

«La jeunesse n'est pas une étape de la vie, c'est un état d'esprit» a déclaré Michel Souchon, président de l'ASLP (Association syndicale libre des propriétaires) des Paluds, lors de la soirée anniversaire de cette zone emblématique organisée le 14 Juin 2018 au Centre Agora. «Cinquante ans, cela peut paraître long à l'échelle d'une vie mais pour la zone ce n'est que le début», a-t-il estimé. Pour célébrer cet événement exceptionnel, l'ASLP avait organisé une soirée de gala destinée aux adhérents et aux entreprises de cette zone d'activité. «C'est une œuvre collective riche d'expérience, de rencontres et de réalisations qui a fédéré les efforts et la bienveillance de tous les acteurs depuis un demi-siècle», a-t-il confié lors de son allocution. Plus de quatre cent cinquante chefs d'entreprises et propriétaires fonciers avaient tenu à participer à cette belle soirée festive, ponctuée par la projection d'un film retraçant l'histoire de la zone de sa création à nos jours. De nombreuses personnalités étaient présentes, lors des tables rondes et du dîner, à commencer par Renaud Muselier, président de la Région Sud et député européen, Bernard Deflesselles, Conseiller régio-

nal et député de la 9 circonscription, Gérard Gazay, Maire d'Aubagne, vice président de la Métropole Aix-Marseille Provence et du département avec la délégation à l'économie, Sylvia Barthélémy, présidente du Conseil de territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, Jérôme Orgeas, maire de Roquefort-la-Bédoule ou encore Jean-Luc Chauvin, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence.

UN LONG CHEMIN PARCOURU

Le 24 décembre 1968, un arrêté préfectoral a officialisé la création d'une zone d'aménagement concerté de 37 hectares sur la Plaine des Paluds entre Aubagne et Gémenos. La zone industrielle voyait alors le jour sur une initiative commune de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et de la ville d'Aubagne. A l'origine, il y avait un secteur de marécages. C'est sur cette parcelle qui s'étend aujourd'hui sur près de 120 hectares que sont implantées 700 entreprises avec un effectif global de 7 000 salariés, majoritairement dans les secteurs industriel et commercial. C'est le récit de cette histoire singulière qu'a relaté Gilbert Orsi qui fut président de cette

zone en 1988 avec la présentation de son ouvrage très didactique appelé «La grande aventure de la plaine des Paluds d'Aubagne et de Gémenos: de la culture maraîchère à la culture d'entreprises». Aujourd'hui, cette zone florissante recèle de nombreuses pépites parmi lesquelles Sartorius Stedim Biotech, fournisseur des laboratoires pharmaceutiques qui a en dix ans triplé son effectif passant ainsi de 300 à 900 salariés. Pour Alain Doussé, président de l'UPE 13 Aubagne Gémenos La Ciotat, cette zone est marquée par sa très forte diversité qu'il s'agisse de la taille des entreprises ou des secteurs d'activités. L'éventail est très large avec de l'activité commerciale avec Auchan, Cultura, de l'agroalimentaire avec notamment Sibell mais aussi de la métallurgie, des biotechs, de la santé, des cosmétiques, de l'électronique. Cette zone mais également les deux autres Alpha et Napollon font l'objet d'une attention particulière de la part des collectivités publiques. «Un plan pluriannuel a été établi pour requalifier cette zone et rénover sa pépinière d'entreprises», a confié Gérard Gazay, maire d'Aubagne, lors de la soirée. ■

A.B

MARTINE VASSAL À LA TÊTE DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE



Avec 181 voix contre 22 pour l' élu communiste Marc Poggiale, adjoint d'arrondissement et président du groupe La métropole à gauche, sur 220 présents, Martine Vassal, la présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a été élue à la présidence de la métropole Aix Marseille Provence.

Suite au départ de Jean-Claude Gaudin, Martine Vassal, présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, a été largement élue, le 20 septembre 2018, à la présidence de la métropole Aix-Marseille Provence. La grande surprise de cette élection a porté sur l'éviction de Jean-Pierre Serrus, le maire de La Roque d'Anthéron qui avait géré le dossier stratégique des transports.

«Je veillerai à rassembler le plus largement possible avec la volonté de construire une majorité de projet et cela, par-delà les clivages partisans», avait-elle déclaré à l'issue de la séance présidée par Georges Rosso, maire du Rove et doyen de l'assemblée. David

Ytier, adjoint au maire de Salon-de-Provence avait été désigné quant à lui, secrétaire de séance en vertu de son statut de benjamin du conseil métropolitain. Martine Vassal succède ainsi à Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille qui avait démissionné du perchoir métropolitain estimant que Martine Vassal apparaissait comme la mieux placée pour préparer la fusion entre le département et la métropole. Chargé d'engager la concertation avec les élus locaux sur ce projet de rapprochement, le Préfet du département rendra son rapport dans les semaines à venir. «La composition, la vocation, le périmètre, les moyens financiers, les compétences de cette nouvelle institution devront être définies avec les représentants des territoires», a expliqué Martine Vassal. Puis elle a rajouté «Il importe désormais de fixer le curseur entre ce qui doit être à l'échelle métropolitaine et ce qui doit être rendu aux communes.» La nouvelle

présidente a tendu la main aux 29 maires des communes du Pays d'Arles, hostiles au projet de fusion. «Je comprends leur inquiétude. L'intégration métropolitaine est allée trop vite et trop loin. Mais le territoire est un et indivisible.»

AUCUN BOULEVERSEMENT

La nouvelle mandature n'a pas donné lieu à de grands changements, si ce n'est la nomination de Roland Blum, proche de Jean-Claude Gaudin au poste de premier vice-président en charge du dossier stratégique des transports. «Son expérience, ses compétences et sa parfaite connaissance des rouages institutionnels seront des atouts pour nous permettre d'avancer sur cette priorité», a évoqué Martine Vassal. Il remplace à cette délégalation Jean-Pierre Serrus, le maire LREM de la Roque d'Anthéron évincé par ses pairs lors du vote des vices-présidents et battu par Christian Burle, maire de Peynier. «Je remercie Jean-Pierre Serrus pour le travail accompli au service de cette compétence essentielle et je lui proposerai prochainement d'assumer d'autres responsabilités.»

Autre fait notable, le retour en grâce de Gérard Bra-moullé, le premier adjoint au maire d'Aix-en-Provence qui s'était vu retirer sa délégalation au numérique par Jean-Claude Gaudin en 2017 suite à son refus de voter le budget et qui assume désormais la 5e vice-présidence. Enfin, il convient de mentionner les anciennes attributions de Martine Vassal à savoir la stratégie et l'activité économique n'ont pas été attribuées. Au total, ce sont vingt six noms, vingt vice-présidents et six conseillers au bureau de cette métropole. «Cette équipe est représentative des sensibilités et de la diversité des territoires de notre Métropole», a affirmé celle qui est également présidente du département des Bouches-du-Rhône. ■

A.B

MED VOYAGES

Agence de voyages & d'événementiels

D'UN SOLEIL À L'AUTRE



Marseille



Alger



www.medvoyages.net

+33 6 51 14 61 71

17, boulevard des Dames 13002 - Marseille

+213 779 53 10 64

Cité 618 logts Bt 34B N°03 - Mohammadia - Alger

b.metvoyages@yahoo.fr

SAS Méditerranée Events & Travels - RCS Marseille : 839 380 375 - IM : 013180019



LA LIGNE AIX-MARSEILLE PREND DE LA HAUTEUR

La Métropole Aix-Marseille Provence a présenté officiellement, le 12 septembre 2018, sur le Vieux-Port, son nouveau car à double étage pour la ligne 50 qui relie Marseille à Aix en Provence. Il doit permettre d'alléger les transports urbains entre les deux villes et éviter la saturation dans les gares routières. Explications.

Les transports sont au cœur du développement du territoire de la métropole Aix-Marseille Provence. En votant son agenda pour la mobilité en décembre 2016, elle a fait le choix intelligent de se doter d'un réseau de transport à la hauteur de ses ambitions en reliant d'une manière plus efficiente les communes afin d'accompagner le développement économique et de faciliter la vie quotidienne des habitants. Grâce à l'action conjointe de la métropole Aix-Marseille Provence et du département des Bouches-du Rhône qui finance à hauteur de 70 % ce projet soit 3,8M€, la ligne 50 se modernise avec la livraison de dix bus à double étage qui viendront compléter la flotte de 31 cars qui circulent déjà sur la ligne entre les deux grandes villes. Ces autobus orange et blanc estampillés «La Métropole mobilité» sont d'ores et déjà en service depuis le mois d'août. Les cars très modernes sont équipés de wi-fi, de

panneaux d'information en temps réel, de prise de recharge usb et sont mieux agencés avec des espaces individuels et collectifs. Ce renforcement sur la plus importante ligne interurbaine d'Europe s'inscrit dans une volonté de mettre un frein au «tout voiture». Tout nouveau et tout beau, ce nouveau car appelé «le car +» double presque la capacité d'embarquement, portant le nombre de passagers de 67 à 92. «Cela peut paraître anodin mais cela change tout aux heures de pointe, d'autant plus avec l'arrêt pendant quatre ans pour travaux de la ligne de train entre Aix et Marseille», a confié Martine Vassal, présidente de la métropole Aix-Marseille Provence et du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, lors de l'inauguration.

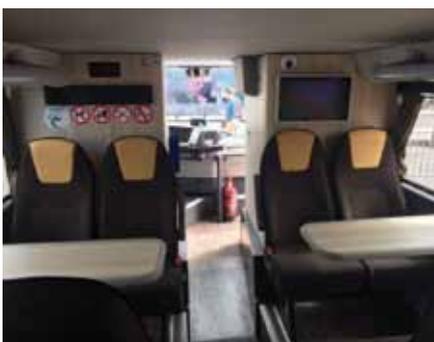
UNE OFFRE PERFORMANTE

Plus de monde à bord, pour le même trajet, cela devrait permettre d'aug-





LA NAVETTE AIX MARSEILLE EST LE PLUS IMPORTANTE LIGNE INTERURBAINE D'EUROPE DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES : AVEC PLUS DE 2,6 MILLIONS DE VOYAGEURS TRANSPORTÉS EN 2017



menter la capacité de transports sans surcharger l'occupation des voies sur l'autoroute et aux quais des gares routières. Cette volonté de performance repose également sur une forte amplitude horaire de 5h45 à 00h50, le vendredi, une fréquence de 5 minutes aux heures de pointe.

Depuis 2012, la ligne 50 s'est vu renforcer d'une offre complémentaire passant de 227 trajets quotidiens à 284. Cette ligne qui effectue la liaison entre Aix et Marseille est l'incarnation de cette offre plus performante. La navette Aix Marseille est le plus importante ligne interurbaine d'Europe depuis de nombreuses années: avec plus de 2,6 millions de voyageurs transportés en 2017, cette ligne représente à elle seule 25% de la fréquentation totale du réseau interurbain métropolitain (ex cartreize). La modernisation de cette ligne de car qui circulera en site

propre sur l'autoroute dès 2025 préfigure le développement et la réussite du futur réseau express métropolitain. «Cette ligne 50 est en fait la première ligne du futur réseau express qui permettra de relier entre eux tous les habitants de la métropole et de leur donner un meilleur accès aux grands centres urbains et surtout aux bassins d'emploi», a souligné Martine Vassal, présidente des deux collectivités publiques.

D'ici à 2021, la métropole entend développer 40 km en plus de voies dédiées au car sur l'autoroute. Actuellement, 6 km de voies réservées au bus existent sur l'axe Aix-Marseille et principalement sur l'A51 soit environ un tiers des voies réservées aménagées en France ! D'autres projets sont ainsi à l'étude comme la liaison avec Aubagne ou avec l'aéroport Marseille-Provence. ■

A.B

L'AVENIR DES HLM S'EST ÉCRIT DANS LA CITÉ PHOCÉENNE

Le 79e congrès HLM organisé par l'Union Sociale de l'Habitat s'est tenu du 9 au 11 octobre 2018 au Parc Chânot à Marseille. Avec 340 exposants (acteurs institutionnels, entreprises, associations), ce congrès qui a enregistré quelque 13 000 visiteurs, représente indéniablement le plus grand congrès de France. Ce fut l'occasion pour un secteur qui gère 4,5 millions de logements et loge dix millions de personnes de réfléchir à ses évolutions autour d'un thème «*Demain les HLM.*»



Aujourd'hui, les HLM logent en France dix millions de personnes. Le logement social concerne ainsi la société française dans son ensemble puisqu'une personne sur deux vit ou a vécu en HLM. Le congrès qui s'est tenu du 9 au 11 octobre 2018 à Marseille a témoigné, si besoin est, de la nécessité de réfléchir sur l'évolution de ce secteur dans un contexte pourtant très particulier. Un an après les mesures budgétaires décidées par le gouvernement et notamment la baisse des APL pour les locataires du parc social, il s'avérait

indispensable de faire un état de la situation des organismes HLM alors que la production de logements sociaux a enregistré un ralentissement notable dès la fin de l'année 2017.

Ce ralentissement constaté avec -5% de demandes d'agrèments doit être mis en parallèle avec l'augmentation du nombre de ménages demandeurs d'un logement social qui dépasse aujourd'hui les 2% et la paupérisation des locataires et des entrants dans le parc social.





UN RÔLE ESSENTIEL DES ORGANISMES

Une enquête réalisée par Kantar Public en juin 2018 pour l'Union Sociale de l'Habitat atteste sans ambiguïté de l'attachement des Français au logement social et de la bonne image des organismes HLM. 88% des sondés estiment d'ailleurs que le logement social joue un rôle important dans la société française. Ce sont 57% qui se déclarent attachés au logement social ou HLM tel qu'il existe en France aujourd'hui et à ses principes et même 70% chez les locataires HLM. Plus généralement, 59 % ont une bonne opinion des organismes HLM (70% des locataires HLM). Plus précisément, une grande majorité des Français estiment que les organismes HLM remplissent un rôle essentiel dans les quartiers difficiles pour 67%, qu'ils construisent des logements de qualité pour 60%, qu'ils rendent un

service de qualité aux locataires, qu'ils rénovent beaucoup de logements, qu'ils sont investis dans la transition énergétique et environnementale ou qu'ils développent et soutiennent de nombreuses actions sociales pour les locataires. Les résultats très satisfaisants de ce sondage sont avant à porter au crédit des organismes HLM pour Jean Louis Dumont, président de l'Union Sociale pour l'habitat. «Ces opérateurs qui sont tous les jours sur le terrain font un travail indispensable à la cohésion nationale».

Puis il a rajouté: «Cela montre que les critiques portées de manière parfois démagogiques à l'égard du logement social par certains responsables politiques pour justifier telle mesure au fond strictement budgétaire se heurte à la réalité des perceptions de nos concitoyens».

SI DEMAIN, LE DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE ET LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE DEVAIENT FUSIONNER, IL CONVIENT POUR LUI DE RÉFLÉCHIR À UN RAPPROCHEMENT DES TROIS OPH, HABITAT MARSEILLE PROVENCE, 13 HABITAT ET PAYS D'AIX HABITAT MÉTROPOLE.

UN REGROUPEMENT DES ORGANISMES

Ce congrès a ainsi été l'occasion d'un rassemblement à la fois social et économique des acteurs de ce secteur qui avec ses 82 000 salariés et ses 12 000 administrateurs bénévoles représentent un pan majeur de l'économie. Aujourd'hui ce sont 750 organismes qui sont recensés dans le pays. En Paca et en Corse, l'ARHLM rassemble 44 organismes auxquels il convient également d'ajouter les treize entreprises publiques locales spécialisées dans la gestion immobilière. Au total, ces soixante opérateurs emploient plus de 6 000 collaborateurs et sont à la tête d'un parc de près de 300 000 logements dans la région. Face à la volonté des pouvoirs publics de réduire le nombre d'opérateurs, Bernard Oliver, président de l'ARHLM PACA-Corse, donne son sentiment: «Réfléchir à une meilleure organisation est indéniable. Mais supprimer d'un trait de plume des organismes qui ont un ancrage territorial historique n'est pas facile, surtout dans un contexte institutionnel mouvant».

Si demain, le département des Bouches du Rhône et la métropole Aix-Marseille Provence devaient fusionner, il convient pour lui de réfléchir à un rapprochement des trois OPH, Habitat Marseille Provence, 13 Habitat et Pays d'Aix Habitat Métropole. Seuls



les deux premiers disposent d'un parc de plus de 15 000 logements. «Avec 6 000 logements, PAHM se situe en dessous du seuil fixé par le gouvernement. Il lui faudra nouer un partenariat avec 2021, échéance fixée par la loi Elan», a-t-il confié.

UNE PRODUCTION EN LÉGÈRE RÉCESSION

Selon les chiffres présentés lors du dernier comité régional de l'habitat, le 12 octobre 2018, la production régionale de logements sociaux devrait marquer le pas cette année. Le nombre de logements locatifs sociaux agréés dans la région Paca devrait être de 1436 selon les chiffres de la DREAL. Ce résultat représente 11,7% de l'objectif de production fixé au début de l'année 2018 (12 660 logements dont 4035 PLAI, 6053 PLUS et 2572 PLS). La production HLM régionale 2018 devrait se situer dans une fourchette de 9400 à 10300 logements avec une hausse des parts PLAI, les logements les plus sociaux 34% à comparer avec les 26% de 2017 et 25% de 2016. le haut de la fourchette se situe proche de la du résultat de 2017 même s'il reste en dessous de l'objectif adopté lors du comité régional de l'habitat de février 2018. Le pas-

sage sous la barre symbolique des 10 000 logements marquerait un réel repli. Si la production plafonnait à hauteur de 9400 logements LLS, elle serait en baisse de 10% par rapport à 2017, de 26% par rapport aux 12 602 logements agréés en 2016, année record.

UNE POLITIQUE VOLONTARISTE

L'ARHLM PACA Corse qui a accueilli les congressistes sur son stand au sein de son agora, a souhaité lors de ce congrès, mettre en exergue sa fierté: «Cela fait vingt ans que nous n'avions pas reçu à Marseille le congrès national. Il faut se mobiliser car le monde du logement social n'est pas figé. Nous portons une volonté farouche de développement», a déclaré Bernard Oliver, son président, en présence de Jean-Louis Dumont, le président de l'USH. Et Bernard Oliver a ainsi égrainé ses messages: «Nous devons avoir une politique volontariste de construction, encourager

la rénovation énergétique, miser sur les échanges avec les territoires et développer le travail collectif entre bailleurs.» Ces thèmes rejoignent dès lors les préoccupations nationales. «Nous avons besoin de moyens pour que le logement social locatif soit peu énergivore. Nous avons de l'ambition, plus qu'hier car nous sommes sûrs de nos valeurs et assumons nos missions», a confié Jean-Louis Dumont. ■

A.B

«NOUS DEVONS AVOIR UNE POLITIQUE VOLONTARISTE DE CONSTRUCTION, ENCOURAGER LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE, MISER SUR LES ÉCHANGES AVEC LES TERRITOIRES ET DÉVELOPPER LE TRAVAIL COLLECTIF ENTRE BAILLEURS.»

L'ARGO, UNE RÉALISATION SURPRENANTE

Un projet étonnant, appelé l'Argo, un immeuble de revêtant la forme d'un paquebot, a pris place, à l'angle des rues Fauchier et Maraval, dans le 2e arrondissement de Marseille. Début 2019, cette résidence à l'esthétique singulière, signée Rudy Ricciotti, l'architecte du Mucem, accueillera 74 logements sociaux. Explications.

Après de nombreux recours qui ont retardé, de deux années, le lancement des travaux, la première pierre de l'Argo a été posée en juillet 2017. Conçu par Ametis, le bâtiment d'une emprise de 2000 m², à l'emplacement d'immeubles à l'abandon doit en fait son nom au navire qui guida les argonautes dans leur quête de la toison d'or. Un an plus tard, l'immeuble et sa forme de paquebot signée Rudy Ricciotti, était sur le point d'afficher fièrement ses courbes blanches dans le quartier de la Joliette. «L'idée que je me fais du HLM, c'est celle de la générosité. J'ai voulu une architecture qui soit porteuse d'imaginaire. J'ai voulu introduire la narration du voyage dans un quartier de transit, avec le port tout proche», a confié l'architecte du Mucem et du Pavillon noir à Aix-en-Provence. Aujourd'hui, cette belle réalisation avec sa forme caractéristique est loin de passer inaperçue dans les rues du quartier Saint-Charles. Le projet détone, loin s'en faut ! Son design aux formes épurées s'étoffera de revêtement en bois sur les balcons, matériau symbolique de l'architecture navale et inédit dans de tels logements. L'Argo abritera 74 logements sociaux du

T2 au T5 ainsi que des bureaux du service administratif du Conseil départemental sur 520 m² en rez-de-chaussée et intégrera de surcroît la mosquée de la rue Maraval. L'édifice sera équipé d'un parking sous-terrain de 79 places, avec ainsi une place par appartement et cinq pour les locaux administratifs. A l'intérieur comme à l'extérieur de cet édifice, les travaux sont réalisés sur une parcelle de 2169 m² avec 6 397 m² de surface plancher autorisée. Certains appartements sont offrent même une vue imprenable sur la Bonne Mère et sur la Major.

QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Gérés par Logirem Marseille qui est à la fois le propriétaire et le bailleur, ces appartements locatifs aidés compenseront les destructions d'immeubles programmés dans le cadre du plan de rénovation urbaine. Le groupe est l'investisseur du projet et finance à hauteur de 9,53 M€. L'ANRU (agence nationale pour la rénovation urbaine) participe, quant à elle, à hauteur de 1,275 M€, la ville de Marseille pour 0,955 M€ et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône à 0,47M€. La construction de l'Argo s'inscrit dans

le cadre de la reconversion de la ZAC Saint-Charles menée par l'Etablissement public Euroméditerranée et s'intègre dans le dispositif de reconstitution de l'offre de logements sociaux marseillais piloté par l'ANRU. Le projet s'engage dans une démarche environnementale avec le label Qualitel BBC Habitat et Environnement Profil A Millésime 2012. L'équipe de construction a privilégié les matériaux respectueux de l'environnement dans une architecture bioclimatique adaptée au climat méditerranéen.

Les bâtiments sont également dotés d'une isolation thermique renforcée et d'un dispositif d'eau chaude sanitaire solaire dans un souci d'économie d'énergie. Des espaces de tri des déchets seront mis à disposition dans les locaux à ordures ménagères. La verdure prendra place au rez-de-chaussée là où les concepteurs ont souhaité réserver 30% de l'emprise au sol aux espaces verts. Un jardin privatif bordera la rue Fauchier et mènera à un plus grand jardin au cœur de l'îlot, où les habitants pourront se promener au milieu de plantes et d'arbustes méditerranéens. ■

A.B





COMMENT ACTION LOGEMENT SE REPENSE DANS L'INNOVATION

La première convention régionale d'Action Logement a permis de mesurer, le 15 novembre dernier au Pharo, comment ce groupe a su adapter ses aides en suivant le fil d'une société en mutation. Seul à proposer un dispositif global répondant à la problématique du lien emploi-logement, il dispose aujourd'hui d'une palette d'outils dédié à ses deux cibles : entreprises et collectivités.

«Le monde change», a rappelé le sociologue Jean Viard lors de la première convention régionale d'Action logement. Et pour permettre à chacun d'avoir un toit digne de ce nom, il est impératif de suivre le fil de ces mutations. C'est ce que s'emploie à faire le groupe et association, seul acteur en France proposant un dispositif global répondant à la problématique du lien emploi-logement. Ce que ses membres ont illustré lors de l'événement, organisé au Pharo le 15 novembre dernier. Ainsi Philippe Honoré, président du Comité régional Action Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse est-il revenu sur « le profond mouvement de

réorganisation impulsé au sein de l'association. Il s'agit de mobiliser davantage de moyens et d'accroître l'offre locative. Cette année nous avons logé plus de 5000 familles. Plus de 40 millions d'euros ont également été investis pour le logement des salariés des entreprises».

A l'échelle régionale, Action Logement, c'est aussi 10 agences, 160 collaborateurs, 25000 aides dispensées. «Mais c'est encore insuffisant, compte tenu de l'institution de la réduction du loyer de solidarité (RLS) et de la hausse de la TVA. Il nous faut trouver de nouvelles ressources et de nouveaux effets leviers», observe-t-il.

A L'ÉCHELLE RÉGIONALE, ACTION LOGEMENT, C'EST AUSSI 10 AGENCES, 160 COLLABORATEURS, 25000 AIDES DISPENSÉES.

UN GROUPE POUSSÉ À L'INNOVATION

Ce d'autant que le groupe est mis à contribution à plus d'un titre: il gère paritairement la Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) afin de conduire ses missions. Il accompagne en effet les salariés dans leur mobilité résidentielle et professionnelle, il construit et finance aussi des logements sociaux et intermédiaires. Par ailleurs, il est un financeur majeur de la mise en œuvre de la politique publique, du renouvellement urbain et des politiques locales de l'habitat en lien avec les collectivités territoriales. «Et ces dernières nous poussent à être innovants», souligne Vanina Mercury, directrice stratégique Action Logement. Puisqu'«accroître l'offre, c'est produire, réhabiliter, mais aussi faire évoluer le patrimoine et l'adapter aux nouveaux usages». C'est primordial, compte tenu des profonds bouleversements à l'œuvre sur le plan sociologique: «Cinq chiffres à retenir. Tout d'abord, 67% de bébés sont conçus hors mariage, la société est donc sortie de ses codes anthropologiques. On fait 50 à 60 km par jour en moyenne. On compte un mois

travaillons aussi sur des axes différenciants. Par exemple, sur la possibilité de moduler les logements pour suivre l'évolution des familles. Autre illustration, dans le 5^{ème} arrondissement, une résidence de logements temporaires nous a été livrée. Il s'agit de 130 meublés permettant à des populations d'accéder à l'emploi», explique à son tour Corinne Jean, directrice de la clientèle chez Action Logement. Ce n'est pas tout: le groupe finance aussi des foyers pour jeunes travailleurs, du logement social pour les jeunes ou adaptés au vieillissement.

Il a enfin mis en œuvre la caution Action Logement, un fond pour garantir les loyers impayés dans le parc privé, explique Lucie Cahn, Directrice Générale de l'APAGL (1): «le dispositif cible ceux qui entrent en emploi, notamment par le biais de contrats CDD ou saisonniers. Il s'agit souvent de jeunes. Parallèlement, nous œuvrons à faire changer les mentalités des propriétaires. Puisque ce n'est pas parce qu'on est en CDD que l'on cessera de payer son loyer. Nous tentons de leur expliquer que la précarisation deviendra de plus en plus monnaie courante»...

compter sur Action Logement pour des solutions sur mesure». Mais le groupe œuvre aussi en direction des entreprises, comme le démontre Yan Pataki, DRH chez ST Microelectronics, qui emploie 3000 personnes à Rousset et embauche chaque année près d'une centaine de collaborateurs. «L'emploi se joue sur le plan d'une centralité: on se préoccupe de ce dernier, puis de son logement, puis de la facilité à se rendre au travail. Ces questions-là, nos candidats, qui viennent parfois de l'international avec leur famille, nous les posent. Action logement se pose comme un partenaire de choix pour trouver des solutions à nos problématiques».

QUELLES VILLES POUR DEMAIN ?

Bref, des actions comme autant de pierres à un édifice: celui de la construction des villes de demain. Le Sraddet (2) devrait y contribuer, explique Michel Henry, 1^{er} vice-président du Ceser (3). Notamment «en remettant de l'habitat au centre-ville et en rendant accessible le secteur privé», détaille-t-il. Des projections lourdes de sens ce 15 novembre, quelques jours après l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne, qui a forcément été évoqué. «Ce drame nous rappelle l'urgence à trouver des solutions de fonds dans la durée», observe Philippe Honoré. Le programme Action Cœur de Ville, dans lequel le groupe est engagé, offre un début de réponse. «13 villes de la région sont concernées par ce dispositif, décliné sur cinq ans», rappelle enfin Martine Corso, vice-présidente régionale d'Action Logement, qui revient elle aussi sur les tragiques événements de Marseille: «le groupe en prendra sa part en mobilisant son parc immobilier et des aides financières. Il prodiguera de l'accompagnement à ceux qui sont éligibles à nos dispositifs». ■

Enora Le Guell



dans le décalage des vendanges, c'est l'impact du dérèglement climatique. Nous sommes 4 milliards de gens sur internet. Et enfin, on ne travaille plus que 10% de sa vie», égrène alors Jean Viard.

DES AXES DIFFÉRENCIANTS

Des glissements générateurs de nouveaux modes de vie, qu'il convient de considérer. «Nous disposons d'un parc de 2800 logements en Paca, mais nous

PARTENAIRE DES COLLECTIVITÉS ET DES ENTREPRISES

Ces initiatives innovantes, Action Logement les met en place pour deux types de partenaires : les collectivités tout d'abord, comme l'explique Jean-Michel Arnaud, maire de Tallard (05). «Nous devons satisfaire la demande de logements des étudiants en alternance venant intégrer les entreprises basées sur Polyæro, notre pôle d'activités aéronautiques. Je sais pouvoir

1 - Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives

2 - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

3 - Conseil économique, social et environnemental régional



LA CAISSE DES DÉPÔTS, UN ACTEUR ENGAGÉ

Eric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts, qui participait pour la première fois au congrès de l'Union Sociale de l'Habitat a rencontré des représentants du logement social de la région et a visité des opérations emblématiques et innovantes dans les quartiers marseillais. Il partage l'engagement des différents acteurs de ce secteur au service de la cohésion sociale du pays. Entretien exclusif.

AVEC PRÈS DE 9 MILLIONS DE PAUVRES DONT PLUS DE LA MOITIÉ DOIVENT RECOURIR À L'AIDE ALIMENTAIRE, 4 MILLIONS DE MAL LOGÉS ET DES COPROPRIÉTÉS EN SITUATION DE GRANDES DIFFICULTÉS, NOUS DEVONS CONTINUER ET APPROFONDIR NOTRE ACTION.

A.B : Vous menez un combat avec tous les acteurs de ce secteur qui consiste à faire face à l'urgence sociale. Pour quelles raisons ?

Eric Lombard : Avec près de 9 millions de pauvres dont plus de la moitié doivent recourir à l'aide alimentaire, 4 millions de mal logés et des copropriétés en situation de grandes difficultés, nous devons continuer et approfondir notre action. Oui, les HLM sont une chance pour la France. C'est le thème du congrès et c'est que je pense. Un Français sur deux vit ou a vécu dans un logement social, le secteur constitue à la fois une protection et un vrai tremplin pour nos concitoyens.

A.B : Vous avez lancé la Banque des Territoires. Il s'agit là d'une action forte. Comment allez vous procéder ?

Eric Lombard : La Caisse des Dépôts est aux côtés des acteurs du logement social. Nous avons lancé, cette année, la Banque des Territoires qui nous permettra d'être plus efficaces dans nos missions d'intérêt général, de faire plus et plus vite. Nous sommes fiers d'accompagner le logement social depuis plus de cinquante ans. L'année dernière, 80 % de nos prêts ont été délivrés aux organismes de logement social soit près de 15Md€. Nous contribuons ainsi à financer la construction d'un logement sur quatre en France soit près de 110 000 logements mais aussi 309 000 réhabilitations.

A.B : Vous êtes profondément attachés au modèle de financement

par l'épargne règlementée qui unique en Europe. Quelles sont les grands axes de vos actions ?

Eric Lombard : Nous transformons l'épargne populaire en financements de long terme accompagnons la production de logements sociaux partout en France. Ce modèle a permis de traverser les crises financières, en particulier celle de 2008. Vous avez sans doute observé que les agences de notation considèrent notre rôle pivot dans le financement du logement social et la mise à disposition prioritaire des ressources d'épargne du livret A comme un élément clé de la soutenabilité financière du secteur HLM. C'est donc notre rôle de garantir le financement du logement social.

A.B : vous avez élaboré des propositions de soutien à l'investissement qui sont inédites. Pourriez vous nous les évoquer ?

Eric Lombard : Notre attachement au modèle de l'épargne règlementée nous a poussé à proposer une offre adaptée et diversifiée pour accompagner les acteurs dans les réformes décidées ou votées. Ainsi, en six mois, nous avons mis à disposition de nouveaux dispositifs de soutien pour un montant de 10Md€. Le Plan logement est par son ampleur sans précédent. Nous avons proposé un mécanisme d'allègement de la dette: plus de 300 dossiers pour un montant de 16Md€ de demandes initiales, soit une économie totale de 353 M€ pour les organismes de logement social. Nous avons mis une enveloppe de 4Md€ de prêts à taux fixe

à la disposition du secteur à des taux compétitifs et pour des durées longues afin de faciliter les réaménagements de dette et de soutenir l'investissement.

A.B : Quels sont les autres éléments du Plan logement ?

Eric Lombard : En partenariat avec Action logement, nous proposons 2Md€ d'enveloppe de prêts de haut de bilan, délivrés à taux zéro sur les 20 premières années. Cela équivaut à de l'argent gratuit pendant 20 ans pour répondre aux besoins de production. De plus, une enveloppe de 3Md€ de trésorerie est également destinée au préfinancement d'opérations. Enfin, dernière brique de notre plan, le véhicule d'investissement innovant Tonus qui propose des montages en démembrement de propriété.

Cet outil a une capacité d'investissement d'1Md€ pour permettre de continuer à construire dans le secteur où le foncier est plus cher sans consommer les fonds propres.

A.B : Quelles sont vos propositions en faveur des copropriétés dégradées ?

Eric Lombard : Ces lieux de vie qui peuvent devenir des lieux d'insécurité ne peuvent être laissés en déshérence. La transformation des copropriétés qui s'inscrit dans un temps très long entre totalement dans les missions de la Caisse des Dépôts. Nous allons nous impliquer en complicité avec Action Logement. ■

Propos recueillis par A.B

LA BANQUE DES TERRITOIRES SUR LES FONDS BAPTISMAUX

La direction régionale de la Banque des Territoires Provence-Alpes-Côte d'Azur a été inaugurée le 18 octobre 2018 au Hangar J1 à Marseille par Olivier Sichel, directeur de la Banque des Territoires et directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts, en présence de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille et vice-président honoraire du Sénat. L'objectif de cette nouvelle entité unique est de moderniser les territoires, de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales.

Créée en 2018, la Banque des Territoires est l'un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts. Elle rassemble au sein d'une même structure les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée client unique, elle propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales ou des professions juridiques. Elle s'adresse à tous sur tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles avec l'ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales.

UN FORT ANCRAGE LOCAL

La Banque des Territoires est particulièrement déployée dans les seize directions régionales et les trente cinq implantations de la Caisse des Dépôts afin d'être mieux identifiée auprès de ses clients et au plus près d'eux. L'inauguration de la banque à Marseille a été l'opportunité pour Olivier Sichel, son directeur de revenir sur la volonté de cet établissement d'être toujours plus impliqué dans l'élaboration et le déploiement de projets d'avenir innovants, audacieux et ambitieux. «Le cœur de notre mission est d'apporter des réponses sur mesure à tous ses clients en tenant compte de leurs spécificités et de la diversité de leurs en-

jeux». A Marseille, ce sont douze projets majeurs sur lesquels la banque a apporté son soutien actif par des prêts parmi lesquels le Castel, La tour La Marseillaise, la résidence de tourisme de la Belle de Mai, Smartseille, Totem Mobi. Il a également rajouté: «Notre volonté est également d'avoir une attention toute particulière aux petites et moyennes collectivités pour accompagner la transformation territoriale», a-t-il confié, lors de cette soirée, en présence de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, des élus, Roland Blum, Didier Parakian, Laure-Agnès Caradec, Arlette Fructus, Solange Biaggi, de Gérard Gazay, maire d'Aubagne et vice-président du Conseil départemental délégué à l'économie, aux représen-





tants de l'Etat et aux nombreux clients. De son côté, Thierry Queffelec, Secrétaire général aux Affaires régionales, a rappelé que la création de cette entité est une réponse à la préoccupation des collectivités et des divers opérateurs pour la croissance des territoires. «Elle s'inscrit en amont de la future agence de Cohésion des territoire qui saura mettre en œuvre les différents projets.»

LE SENS DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Partenaire de tous les territoires, cette banque unique manifeste sa proximité envers les clients via ses implantations territoriales afin de leurs proposer en fonction de leurs besoins et de leurs spécificités la plus large palette d'offres et de services. Avec ses soixante quatre collaborateurs, la direction régionale, a octroyé en 2017 près de 1,6 Md€ de prêts dont 1,3 Md€ pour le logement social, 199 M€ aux collectivités locales et 48 M€ au secteur de l'habitat spécifique,

général ainsi la construction de plus de 10 900 logements sociaux et plus de 52 800 logements sociaux réhabilités. «Nous entendons à présent mieux accompagner l'émergence de projets et leur impact en termes de développement territorial. Cela ne peut s'effectuer qu'en étroite relation avec les acteurs locaux», a souligné Richard Curnier, directeur régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Au niveau national, cette structure a investi 18M€ de fonds propres dans des projets structurants sur l'ensemble du territoire régional qui ont généré 120M€ d'investissements. Avec la CDC et la Scet, ce sont au total plus de 373 personnes qui proposent les offres de la Banque du Territoire. «Cela nous permet dès lors d'apporter à nos clients, métropoles, villes moyennes et zones rurales, une offre de financements et d'ingénierie adaptée à leurs besoins», a précisé Olivier Sichel. ■

M.D

FOCUS

Action Cœur de ville

Avec le plan Action Cœur de Ville, ce sont 13 villes moyennes qui bénéficient de ce dispositif dans la région Provence Alpes Côte d'Azur pour répondre aux besoins de redynamisation de leurs centres villes dont Digne et Manosque dans les Alpes de Haute-Provence, Briançon et Gap dans les Haute Alpes, Arles et Tarascon dans les Bouches-du-Rhône, Brignoles et Draguignan dans le Var, Carpentras et Cavaillon dans le Vaucluse, et Grasse et Valauris dans les Alpes-Maritimes.

Plan Logement

Avec le Plan Logement, ce sont 31 bailleurs sociaux de la région qui ont bénéficié d'un allongement de leur dette, pour un montant global de 92 M€. ce dispositif doit leur permettre de poursuivre leur dynamique d'investissement en logement social. D'autres dispositifs ont également été engagés pendant l'été 2018, notamment le véhicule d'investissement Tonus, lancé mi-octobre, ou la nouvelle campagne de prêt de haut de Bilan Bonifié Action Logement en vue de soutenir l'investissement des bailleurs sociaux. Ce prêt permet d'améliorer le financement de 10 700 intentions d'agrément de logement pour 2018. Cette opération a fortement été plébiscitée par les bailleurs de la région lors du lancement de la souscription. Son orientation vers le soutien des opérations de constructions neuves est particulièrement appréciée sur le territoire. Aussi, l'opération sera reconduite ne 2019 et en 2020.

Un soutien financier à la ville de Marseille

La Caisse des Dépôts prête environ 20 millions d'euros par an à la ville de Marseille pour financer ses projets. Le montant 2018 pourrait même atteindre 25 millions d'euros. Les projets éligibles sont en cours d'identification et concernent des secteurs d'activité tels que les écoles, les complexes sportifs, la réhabilitation des quartiers inscrits en politique de la ville et la réhabilitation des bâtiments publics. En 2017, elle a financé plusieurs investissements majeurs comme le complexe sportif Charpentier, la réhabilitation du stade Ganay, la mairie du 1er secteur, la création du groupe scolaire Chanterelle ou encore la restructuration des groupes scolaires Batarelle, Sainte Marguerite et Félix Piat.



UNE VUE PLONGEANTE SUR LES CALANQUES

La résidence La Crique avec ses 145 logements et avec 154 places de parking en sous-sol, réalisée par Eiffage et Constructa, a été inaugurée, le 21 septembre 2018, par Marc Pietri, le président de Constructa, Alain Argillier, directeur immobilier d'Eiffage Sud-Est, et Lionel Royer Perreaut, le maire des 9e et 10 arrondissements de Marseille. Ce superbe projet conçu par l'architecte Jean-Baptiste Pietri fait preuve d'une audace inédite dans sa personnalité marquée par ses matériaux et ses couleurs.

Située au cœur du Roy d'Espagne, à l'angle du boulevard du Roy d'Espagne et du boulevard Louis Pierotti, dans le 9e arrondissement de Marseille, la résidence La Crique est un programme neuf de 145 logements du T1 au T5 répartis sur deux édifices qui dialoguent entre eux. Ce magnifique projet réalisé conjointement par les deux promoteurs Constructa et Eiffage, en partenariat avec la Caisse d'Epargne-Provence-Alpes-Corse, s'intègre parfaitement aux autres projets d'aménagement urbain visant à faciliter la quotidienne des habitants de ce secteur à l'instar du boulevard Urbain Sud ou du prolongement du tramway jusqu'à La Rouvière. Imaginée par Jean Baptiste Petri comme deux criques tournées l'une vers l'autre et renfermant un cœur végétal, la Crique s'intègre judicieusement au Parc National des Calanques avec notamment une dominante de blanc qui rappelle intelligemment le calcaire présent dans le paysage méditerranéen. «Les strates minérales



de terrasses, les lignes organiques, les percées végétales s'inspirent directement de la roche calcaire des calanques et de la flore atypique des garrigues», a confié l'architecte Jean-Baptiste Pietri. Au-delà du parc de 3000 hectares dans lequel cette résidence s'intègre, des jardins suspendus habillent les terrasses et extérieurs privatifs, véritables prolongements de la nature voisine.

UNE HISTOIRE D'AMITIÉ

La Crique est avant tout une belle histoire, une histoire tout d'abord entre deux personnes M. Du Peyrat et Marc Pietri qui ont souhaité trouver une solution généreuse, efficace et porteuse d'avenir pour ce secteur. C'est aussi le fruit d'une histoire d'amitié entre les deux groupes Eiffage, l'un des trois majors français de la promotion immobilière, et Constructa qui entretiennent des liens professionnels étroits. «Je préside le groupe Constructa depuis quarante ans. Je peux vous dire que nous sommes particulièrement fiers de cette réalisation dont la qualité architecturale est exemplaire», a confié Marc Pietri. Le constructeur a tenu également à mettre en exergue l'humanisme, les capacités relationnelles et le respect des promoteurs dont fait preuve le maire Lionel Royer Perreaut. Marc Pietri a rajouté : «Je suis heureux que Constructa se soit associé avec Eiffage. Cela représente quarante ans de fidélité, d'amitié et de fraternité. Luc Bouvet, directeur régional ne peut être là ce soir mais le groupe Eiffage représente un des fleurons de l'économie française. C'est pour nous, société familiale, une grande fierté d'être à vos côtés», a-t-il souligné. C'est également une histoire de fidélité puisque depuis quarante ans, la CEPAC est un partenaire privilégié dans la mise en œuvre de différentes opérations. Puis, Philippe Dega, directeur général de

Constructa, a rappelé l'engagement du groupe: «Nous avons l'habitude d'être aux côtés des habitants. Nous étions présents pour la pose de la première pierre et nous sommes là pour l'inauguration car nous avons la volonté de partager avec vous ce projet à dimension humaine.»

UNE RELATION DE CONFIANCE

En l'absence de Luc Bouvet, directeur régional Sud Est, Alain Argillier, directeur de la promotion immobilière, a mis en avant la qualité architecturale de ce projet et la confiance inscrite depuis une dizaine d'années entre les deux promoteurs. «Cette belle réalisation est le fruit d'un travail mené avec pugnacité depuis cinq à six ans, d'une résilience et d'une audace manifeste.» De son côté, Lionel Royer Perreaut, maire de secteur, s'est réjoui de l'aboutissement de ce projet à taille humaine qui respecte l'esprit du lieu et la dynamique résidentielle. «Je suis heureux d'être là pour l'inauguration de cet objet architectural qui traverse le temps. C'est une belle réussite, fruit de la qualité du travail de Jean-Baptiste Pietri qui est à mon sens un des meilleurs architectes de son temps». C'est un long cheminement puisque le projet d'une surface totale développée de 8 472 m² et de 7 872 m² de surface totale habitable a débuté il y a cinq ans. Le chantier qui a débuté en juillet 2016 a été en fait livré en avril 2018. Ce projet s'intègre dans un quartier en pleine mutation. «Des aménagements paysagers vont être réalisés le long de la voie, des pistes cyclables seront installés ainsi que des places de stationnement», a stipulé Lionel Royer-Perreaut. Après des équipements publics et médicaux, ainsi que des crèches, un nouveau parc sera créé dans les mois à venir afin de mieux vivre sur ce territoire. ■

A.B

LE PROJET D'UNE SURFACE TOTALE DÉVELOPPÉE DE 8 472 M² ET DE 7 872 M² DE SURFACE TOTALE HABITABLE A DÉBUTÉ ILY A CINQ ANS.



LE REMARQUABLE PARI DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI

La construction de la tour La Marseillaise a donné lieu à une convention emploi signée entre Constructa et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône. Le bilan a été largement positif puisque les objectifs initiaux, soit 900 emplois créés ou maintenus sur les phases de chantier et d'exploitation en matière d'emploi et d'insertion, ont été atteints. Explications.

La tour La Marseillaise, une tour unique en Europe de 135 mètres de hauteur conçue par l'architecte Jean Nouvel, a été inaugurée le 25 octobre 2018. C'est un véritable tour de force qui a été effectué puisque la première pierre a été posée le 17 décembre 2014. «Notre pari, fin 2013, était inédit!», a confié Marc Pietri, président du groupe Constructa. Afin de réaliser cette tour de 31 niveaux pour 35 000 m² de bureaux, une politique audacieuse a été mise en œuvre en matière d'emploi et d'insertion. «Pour la première fois, nous avons fédéré vingt organisations économiques, entreprises, institutions, structures d'accompagnement à l'emploi, autour d'objectifs ambitieux en termes d'emploi et d'insertion: la création ou le maintien de 900 emplois pendant la phase de construction et d'exploitation de la tour», a-t-il souligné. Le résultat est largement positif. «D'ores et déjà nous pouvons être fiers du bilan accompli. L'objectif de 770 emplois en phase de construction a été atteint et dépassé et, à quelques semaines de la mise en service de la tour, nous comptabilisons déjà 104 emplois créés ou maintenus pour l'exploitation sur l'engagement de 125 pris en 2013», a-t-il précisé.

290 EMPLOIS DIRECTS

Au final, la tour a permis de générer 290 emplois directs et d'avoir 380 emplois induits. Ce sont 51 342 heures d'insertion (soit 590% de l'objectif initial) qui ont été comptabilisées sur la période de construction (2015-2018) dont 956 heures de formation. Dans ce sens, rajoutons que 71 personnes ont travaillé sur le chantier via le dispositif insertion dont 15 bénéficiaires du RSA qui ont assuré 10 % du volume horaire insertion (soit 5387 heures). Notons par ailleurs que 42 personnes ont été embauchées dans le cadre d'une création d'emploi dont 18 disposant d'un agrément insertion. 13 jeunes de moins de 26 ans sont intervenus, dont 5 dans le cadre de contrat de professionnalisation en tant qu'aide-coffreur et assistant conducteur de travaux. En outre, 110 emplois en 2015, 35 équivalents temps plein en 2016 et 23 équivalents temps plein en 2017 ont été mobilisés par la mise en œuvre de la boucle d'eau de mer. Pour la phase d'exploitation, d'ores et déjà 104 nouveaux emplois sont prévus sur un objectif de 125 emplois mainte-

nus ou créés, et parmi eux, 20 postes seront réservés à des publics en insertion ou en situation de handicap. «En tant que Présidente du Conseil Départemental, je réjouis de voir des entrepreneurs qui font le choix de l'emploi, de l'insertion et de l'aide aux publics fragiles. Je félicite Constructa et l'ensemble de ses partenaires car c'est seulement si les acteurs de l'emploi travaillent main dans la main que nous ferons, ensemble, baisser le nombre de bénéficiaires du RSA en aidant ces personnes à retrouver un emploi. Nous devons tous avancer vers ce même objectif, celui du zéro chômage!», a déclaré Martine Vassal. ■

A.B

CONVENTION EMPLOI «900 EMPLOIS POUR LE TERRITOIRE»

Fruit d'une démarche totalement volontaire, la Convention Emploi signée en novembre 2013 était fondée sur six grands engagements sur l'emploi, l'insertion et la formation, visant à faire converger les besoins et l'offre de recrutement tout au long de la vie du chantier.

Les engagements pour la phase de construction :

290 emplois directs sur le chantier dont 10 % de nouveaux emplois créés (coffreurs-bancheurs, maçons de finition, charpentiers-façadiers, plombiers, climatiseurs, menuisiers, peintres) en privilégiant les emplois d'avenir, les emplois francs et les contrats en alternance en vue de parcours qualifiants.

5% des heures travaillées destinées à des emplois d'insertion.

380 emplois induits par la construction de la tour (sous-traitance, services aux entreprises, hôtellerie, restauration...)

100 emplois générés par la mise en œuvre de la boucle d'eau de mer Thassalia, système innovant de chauffage et climatisation.

Les engagements en phase d'exploitation :

50 emplois pour la maintenance technique et les services

60 emplois pour l'entretien, le nettoyage, la sûreté et la sécurité

15 emplois pour le pilotage de la boucle d'eau de mer

Les signataires de la Convention en 2013: Constructa, la Caisse d'Épargne CEPAC, Vinci Construction France, Engie, Orange // Pôle emploi, Cap emploi, Emergences, Entreprises 13 pour l'emploi, GEIQ, FBTP 13, mission locale Marseille, PLIE MPM // L'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille, l'Upe 13, la CCI Marseille Provence, Euroméditerranée



..... **LA MARSEILLAISE, C'EST :**

135 m de hauteur
 200 millions d'euros d'investissements
 Une des tours les plus performantes de France (certifiée NF HQE EXCELLENT et LEED GOLD) avec notamment une boucle de géothermie
 3 ans et ½ de travaux
 35 000 m² de bureaux aux normes internationales sur 31 niveaux
 3 000 postes de travail





GALERIES LAFAYETTE PRADO : RÉIMPLANTATION RÉUSSIE

De la rue Saint Ferréol au boulevard Michelet, la greffe a pris pour les Galeries Lafayette, établies aujourd'hui sous la canopée du centre commercial du Prado. Et l'équipe dirigeante de ce magasin a visiblement toutes les raisons de sourire, puisque les résultats sont conformes à ses attentes.



Si les Galeries Lafayette de la rue Saint Ferréol ont quitté l'hyper-centre pour migrer vers le nouveau centre du Prado, cela n'est pas le fruit du hasard. Mais pour le comprendre, il faut faire un peu d'histoire... «A l'origine, dans cette artère commerçante et piétonnière du premier arrondissement, il y avait Les Dames de France, puis les Nouvelles Galeries. Le magasin a finalement été racheté par les Galeries Lafayette... Mais le souci, c'est que l'on comptait presque côte à côte deux fois la même enseigne, puisque non loin, elle est aussi présente au Centre Bourse», décrypte Olivier Klein, directeur du magasin du Prado. Un doublon pas forcément intéressant, voire même un non sens sur le plan marketing : c'est un gâteau à se partager en termes de parts de marché. «Il était donc important de redistribuer les cartes pour un maillage plus optimum», explique encore le directeur. D'où la volonté de se rapprocher du 8ème arrondissement et de planter le camp avec ses quelque 200 collaborateurs sur 6500 m², au sein du nouveau centre Prado. Qui pour le dirigeant, cumule des avantages non négligeables: «nous sommes dans un fabuleux écrin, avec un bâtiment qui a été primé à Cannes lors du dernier Mapiç. C'est aussi un centre commercial à taille humaine, ouvert sur l'extérieur »... Bref, pour Olivier Klein, c'est peu dire que la greffe a pris.

60% DES MARQUES FEMME RENOUVELÉES

D'autant que la stratégie marketing opérée sur le magasin semble avoir trouvé son public. «Entre ceux du Centre Bourse et du Prado, nous avons développé deux positionnements complémentaires permettant au final d'avoir une offre large, de l'accessible au premium, voire même ici au luxe, puisque nous avons des marques telles que Gucci, Yves Saint Laurent, Valentino... In situ, 60% des marques femme ont été renouvelées. On compte même des exclusivités, à l'instar d'Iro ou de Jo Malone. C'est donc une offre différenciante de l'hyper-centre et notre clientèle adhère: au bout de sept mois d'activité, nos résultats sont parfaitement conformes au prévisionnel établi». Et visiblement, la rue Paradis, plutôt sur le même créneau, ne fait pas d'ombre aux Galeries Lafayette Prado, puisqu'il «s'agit sur ce secteur de petits magasins positionnés multimarques», analyse Olivier Klein. Pour couronner le tout, le magasin du Prado est aussi entré de plain-pied dans la digitalisation, faisant figure de laboratoire pour toute l'enseigne. Vendeurs équipés de tablettes, développement de l'e-réservation, livraison des articles in situ ou chez le client: bienvenue dans l'ère du «phygital», ce pour satisfaire des consommateurs «de plus en plus férus d'omni-canal». Enfin, l'équipe se projette aussi, en termes de positionnement. L'avenir, ce sera l'enfant, puisque pour l'heure, l'offre des Galeries Lafayette Prado est essentiellement dirigée vers la femme et l'homme. Un espace pour les plus jeunes qui devrait donc voir le jour courant 2019, voire 2020. ■

Enora Le Guell



L'offre commerciale de Grand Littoral, le centre commercial des quartiers Nord de Marseille s'est enrichi avec de nouvelles enseignes, ces dernières semaines. Dans des registres totalement distincts, ont couvert la boutique dédiée au tissu Toto d'une superficie de 574 m² mais aussi Camaïeu, Stokomani avec 4015 m², spécialiste multi marque du discount, mode, beauté, déco et jouets, le géant espagnol de la décoration Muy Mucho (300 m²) sans oublier le retour très attendu d'Histoire d'Or. Par ailleurs, d'autres enseignes se sont greffées par la suite comme Bread&Burger (17m²) Biotech USA, une boutique de compléments alimentaires, Courir Outlet (1200 m²) ou encore Beauty Queen, un institut qui met en exergue les secrets de beauté des femmes indiennes. Le centre Grand Littoral va accueillir également le Comptoir de Mathilde 72m², une marque artisanale de produits sucrés et salés ainsi qu'un pôle médical sur le site. Le pôle médical Cara Santé, qui a ouvert en 2016 dans le centre-ville de Marseille, va prochainement inaugurer une deuxième antenne située au niveau 0, porte 5 à Grand Littoral, où les visiteurs pourront prendre rendez-vous rapidement avec des professionnels de la santé tels que des dentistes, des médecins généralistes et des spécialistes. Avec cette arrivée le centre propose aux marseillais un véritable pôle de santé de proximité de 360,70 m², avec du matériel performant et un accès aux soins pour tous. Cette offre très éclectique devrait manifester susciter la curiosité et l'engouement des consommateurs de Marseille et des villes environnantes. ■

A.B

GRAND LITTORAL S'ÉTOFFE AVEC DE NOUVELLES ENSEIGNES

Cet été, une dizaine de nouvelles boutiques se sont installées à Grand Littoral, le centre commercial des quartiers de Nord de Marseille, venant ainsi diversifier et enrichir l'offre. Détail des enseignes à découvrir.





«1000 SENIORS EN EMPLOI», LE PARI RÉUSSI DE L'ADIE ET D'AG2R LA MONDIALE

Bilan on ne peut plus positif pour le programme «1000 seniors en emploi», mis en œuvre par les deux partenaires que sont l'Adie et AG2R la Mondiale. Le contrat est en effet rempli, puisque cet objectif quantitatif et qualitatif a été atteint dans le temps imparti, à savoir trois ans.

Ils s'étaient fixé un objectif en 2016: permettre à près de 1000 seniors de retrouver une activité professionnelle, qu'elle soit créée de leur fait ou salariée. Un pari ambitieux pour l'Adie et AG2R La Mondiale, groupe spécialiste de prévoyance très investi socialement auprès des publics en difficulté. Il faut dire que les deux partenaires œuvrent ensemble depuis plusieurs années, explique Malika Idri, responsable régionale engagement social au sein d'AG2R la Mondiale: «nous avons déjà travaillé sur des modules, des campagnes de communication sous le slogan «il n'y a pas d'âge pour créer sa

**EN 2016, 241
PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DE
MICROCRÉDIT ET
50 ONT OPÉRÉ UN
RETOUR À L'EMPLOI**

boîte»... AG2R axe notamment son action sur le retour à l'emploi des personnes fragiles, travaille sur l'entreprise et la femme. C'est ce qui nous a rapproché... puis nous a incité à poser des fondations solides pour un projet plus ambitieux». Et la réussite est donc au rendez-vous, comme l'illustre Sébastien Chaze, directeur régional de l'Adie, dévoilant les chiffres du bilan le 6 novembre dernier dans les locaux marseillais d'AG2R la Mondiale. En 2016, 241 personnes ont bénéficié de microcrédit et 50 ont opéré un retour à l'emploi. En 2017, elles étaient 277 et 64... puis en 2018, 312 et 64. On



«POUR UN EURO MIS SUR LA TABLE PAR AG2R LA MONDIALE (QUI A APPORTÉ UN SOUTIEN DE 20%, SOIT 300 000 EUROS SUR 3 ANS, AU PROGRAMME «1000 SENIORS EN EMPLOI» AU TITRE DE L'ACTION SOCIALE DE SES RESSORTISSANTS, NDLR), L'ADIE ARRIVE À EN LEVER 5...



est donc tenté de dire que le compte est bon... quantitativement. Mais l'opération s'avère aussi un succès sur un plan plus qualitatif. Car à en juger par le profil des seniors créateurs d'activité, elle a bien permis de leur chance à des publics identifiés comme éloignés de l'emploi : «25% résident dans un quartier prioritaire de la ville, 44% sont des femmes, 34% étaient bénéficiaires du RSA. Par ailleurs, les plus nombreux à entreprendre ont des niveaux VI et V », détaille encore le directeur régional de l'Adie.

FAIRE ÉVOLUER LES MENTALITÉS

L'aide prend la forme d'un accompagnement, mais aussi d'un outil financier, le microcrédit, attribué par l'Adie. De quoi «créer sa boîte ou financer un besoin lié à la mobilité».

Et Malika Idri de soulever la capacité de l'association à mobiliser les financements: «pour un euro mis sur la table par AG2R La Mondiale (qui a apporté un soutien de 20%, soit 300 000 euros sur 3 ans, au programme «1000 seniors en emploi», au titre de l'action sociale de ses ressortissants, NDLR), l'Adie arrive à en lever 5...» Sachant que «le coût d'un emploi créé ou maintenu dans le programme est en moyenne de 1500 euros. L'ADIE grâce à la marge nette a autofinancé 30% des coûts et les partenaires publics de l'ADIE, à savoir la Région, le Département et la Métropole, le reste», reprend Sébastien Chaze. Mais outre le fait de mettre le pied à l'étrier de ces quelque 1000 seniors, c'est bel et bien un combat qui s'est amorcé pour faire évoluer les mentalités des entrepreneurs.

«On entend souvent que les 45 ans et plus coûtent cher, qu'ils sont difficiles à manager, qu'ils ne sont pas geeks, pas connectés, pas motivés. Or dans la vraie vie, on s'aperçoit que ce sont des personnes qui ont beaucoup d'expérience, de la richesse de vie et qu'elles pourraient traiter toutes sortes de choses au quotidien», conclut Malika Idri. ■

Enora Le Guell



ALAIN GARGANI, PRÉSIDENT DE LA CPME13, REÇOIT DE L'ORDRE DU MÉRITE

Alain Gargani, président de la CPME13, a, le 16 novembre 2018, été nommé de l'Ordre du Mérite au grade de Chevalier par le Ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Lemaire, pour honorer son implication en faveur de l'économie du territoire. C'est une belle récompense qui couronne vingt quatre ans d'engagement en faveur du dynamisme des Bouches-du-Rhône.

De puis plus de vingt ans, Alain Gargani joue un rôle actif sur la cité phocéenne. Dès 1997, il est nommé président de la Jeune Chambre Economique de Marseille, instance dont il deviendra Vice-Président national en 2000. C'est également en 1997 qu'il devient membre associé de la CCI Marseille Provence. Jusqu'en 2004, il y occupa le poste de président de la commission des zones d'activité. C'est à la suite de ce mandat que cet entrepreneur très charismatique lance un mouvement de chefs d'entreprise, «Sud Entreprendre», qui réunit jusqu'à trois cent dirigeants de 2001 à 2004. Depuis 2013, cet infatigable porte-parole des chefs d'entreprise est président de la CPME13, vice-président de la CPME Paca et membre du comité directeur confédéral de la CPME nationale. A côté de son implication en faveur de l'entrepreneuriat, cet chef dirigeant passionné par son métier, sa ville et sa région s'investit également dans la création de synergies sur le territoire des Bouches-du-Rhône, condition indispensable de son dynamisme économique. Il a ainsi mis au service de ses mandats son expérience de la mise en relation acquise dans son métier d'organisa-

tion de congrès, une vocation apparue en 1992 avec la «Nuit des étoiles», qu'il organisa avec Hubert Reeves, le célèbre astrophysicien franco-canadien. Si un doctorat l'a mené jusqu'à cet événement, c'est dans l'événementiel qu'il continue son parcours avec la création en 1996 d'Atout Organisation Science (AOS), une agence événementielle qui organisa, notamment, le G8 environnement en 2003. En 2014, Alain Gargani se lance dans la production d'émissions sur la santé, aujourd'hui diffusées sur 22 chaînes locales en France et en Belgique avec plus de 300 000 téléspectateurs.

TANDEM POUR L'EMPLOI

Parallèlement, Alain Gargani s'est toujours engagé avec ferveur en faveur des jeunes, de l'emploi et de la formation. Outre la défense des intérêts des entreprises locales et l'animation de réseaux, le président de la CPME13 aime transmettre son savoir. C'est à ce titre qu'il occupa le poste d'enseignant-chercheur dès 1994-1995 à l'Institut national des sciences appliquées de Lyon. Il enseigne également à l'EJCAM et à Kedge Business School Marseille depuis 2003. Par ailleurs,

son programme « Tandem pour l'emploi » en faveur de l'employabilité des jeunes lancé en 1995 dans le cadre son mandat à la Jeune Chambre Economique connut un véritable succès. Aujourd'hui, le chef d'entreprise et président de la CPME13 est récompensé logiquement des efforts et de son travail nommé de l'Ordre du Mérite au grade de Chevalier par le Ministre de l'Economie et des finances, Bruno Lemaire, pour honorer son implication en faveur de l'économie du territoire. Elle s'ajoute à un premier titre de Chevalier des Palmes Académiques obtenu en janvier 2011.

Aujourd'hui, c'est tout un territoire qui s'honore de cette distinction. Rappelons que l'Ordre du Mérite a pour but de récompenser les personnes qui se sont distinguées par leur mérite, civil ou militaire. Elle ne peut être demandée que par proposition ministérielle ou initiative citoyenne en faveur du bénéficiaire. C'est l'un des quatre titres honorifiques décernés par la République française pour honorer un service rendu à la nation. Alain Gargani est à présent l'un de ses plus dignes représentants. ■

A.B



JOHAN BENCIVENGA, PRÉSIDENT DE L'UPE 13 : « JE ME BATS POUR FAIRE AVANCER LE TERRITOIRE »

Le « capitaine » de l'UPE 13 et du Medef 13 (il a été élu président des deux structures en septembre 2015) ne cache pas la satisfaction que lui procure cet engagement. « Je suis dans le collectif de l'UPE 13, à fond avec les équipes et les services, mais notre action globale est aussi celle qui permet de faire avancer un autre collectif, le territoire tout entier. » Pour ce territoire, Johan Bencivenga ne tarit pas d'éloges. « Les gens ne se rendent pas compte du potentiel stratosphérique de cette ville et de cette métropole. C'est un territoire béni des Dieux. » Sa mission, il la considère comme celle d'un catalyseur. « Je suis là pour fédérer les énergies, faire en sorte que tout le monde prenne conscience de ce fabuleux potentiel et travaille ensemble pour le faire fructifier. » Insuffler du collectif là où il estime qu'il n'y en a pas assez. « Nous sommes encore trop baignés dans une culture clanique méditerranéenne qui nous empêche de travailler collectivement à un but commun. C'est contre cette inaptitude que je me bats. »

« LA JEUNESSE DES QUARTIERS A UNE ÉNERGIE DE DINGUE »

Après des études d'ingénieurs à l'Esim, Johan Bencivenga a repris les rênes de l'entreprise familiale, une entreprise du BTP (génie climatique, génie électrique, énergie) qui compte aujourd'hui 120 collaborateurs sur la région Sud et réalise 25 millions d'euros de chiffre d'affaires. Cinq générations successives d'entrepreneurs se sont succédé à sa tête depuis

1901. « Je connais très bien le monde de l'entreprise et je respecte profondément les entrepreneurs. J'ai vu des gens travailler d'arrache-pied, nuit et jour, pour faire vivre leur entreprise. En France, on n'a pas la culture de la réussite, l'image qu'on a du chef d'entreprise est souvent injuste. » Président de l'entreprise familiale, le groupe Kiping, en 2000, après avoir affûté ses armes d'ingénieur chez Dal-
kia, Johan Bencivenga n'a pas pu abandonner le goût du collectif. « Je me suis très vite investi dans la fédération du BTP. » Et là encore, il finit par être capitaine de l'équipe en étant élu président de la FBTP

13 en 2011. Il le restera jusqu'en 2014. Membre du comité exécutif de la FFB (fédération française du bâtiment), il devient président du groupe « Jeunes » en 2014. « En 2020, quand mon mandat à l'UPE 13 prendra fin, j'irais vers d'autres aventures, peut-être plus personnelles. Il ne faut pas s'accrocher. Je déteste ces gens qui se croient élus à vie. » Il gardera quoi de ce mandat? « Avoir travaillé au rayonnement de ce territoire est déjà une grande fierté. Et avoir mis en place « Make the choice », cette opération qui a permis à 100 jeunes issus des quartiers nord de Marseille, qui n'ont pas de culture entrepreneuriale, de se lancer dans la création d'entreprise, est aussi une grande fierté. Je suis heureux que l'UPE 13 ait permis à ces jeunes de dépasser les freins et les blocages. Cette jeunesse a une énergie de dingue. Il faut la canaliser et leur permettre de s'épanouir. » ■

Jacques Vermont

A 43 ans, Johan Bencivenga est un homme comblé. « J'ai toujours eu le besoin de m'investir dans le collectif. Très petit, j'ai pratiqué intensivement les sports collectifs, et souvent même comme capitaine. »



JEAN-LUC CHAUVIN : « IL FAUT RÊVER GRAND! »

«Quand on n'est pas né avec une cuillère en argent dans la bouche, il faut travailler beaucoup plus que les autres». La grand-mère maternelle de Jean-Luc Chauvin avait le bon sens chevillé au corps. «Elle avait le mérite de dire des choses simples, mais tellement vraies!» Et le futur président de la CCI Marseille-Provence a

suivi dès son plus jeune âge le conseil et l'exemple de sa grand-mère. Elle était syndicaliste, salariée dans une entreprise, a voué sa vie à se battre pour ses collègues et a transmis au petit Jean-Luc le gène de l'engagement. «J'avais beaucoup d'amour pour elle, elle m'a donné le goût des autres, l'envie de

faire du bien, de s'occuper de l'intérêt général.»

Contaminé très tôt, Jean-Luc Chauvin a donc été dès le lycée, non seulement délégué de classe, mais aussi délégué des délégués. Et puis délégué étudiant quand il passait son DES d'économie de la promotion immobilière.

S'ENGAGER AVEC LES AUTRES POUR S'ÉPANOUIR SOI-MÊME

«Je crois que l'immobilier, c'est aussi une façon de s'engager pour les autres. Le logement, le toit sur la tête, c'est quand même la première chose, essentielle, qu'on doit avoir pour exister dans la vie. Et m'occuper de procurer ce toit aux gens, c'était encore une façon pour moi de m'engager.» Passionné par le droit de l'urbanisme, les réglementations, le Plan d'occupation des sols, le jeune étudiant se fait débaucher par un de ses professeurs, Jean-François Gabilla, directeur à l'époque de Bouygues Immobilier Provence. «C'est là que j'ai fait mes premières armes professionnelles. D'abord à Aix et à Toulon, comme vendeur, et ensuite responsable de programmes à Montpellier et directeur commercial à Nice.» Trois ans d'apprentissage, entre 23 et 26 ans, avant de commencer une carrière qui s'annonçait prometteuse avec une proposition de poste à responsabilité... à Madrid. Mais le jeune homme ne veut pas quitter sa région natale («Je suis un obsédé de ce territoire»), attend d'avoir signé le gros programme qu'il avait monté face à l'aéroport

Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence se définit lui-même comme un développeur, un acharné de travail qui se shoote à l'intérêt général. Dans son entreprise, comme dans ses nombreux mandats électifs, il a toujours cherché à aller plus loin, plus haut, plus grand. Juste pour être plus efficace.



Déambulation de Jean-Luc Chauvin et d'une délégation d'élus CCIMP à la rencontre des commerçants du centre-ville d'Auriol.

Crédit : François Moura

de Nice, et quitte Bouygues en 1996 pour racheter Otim, une agence marseillaise, en association avec un «co-pain de fac», Christophe Gauché. Pendant dix ans, le tandem va développer considérablement la société, notamment dans les activités de syndic, que Jean-Luc Chauvin va prendre en main, et le nombre de salariés passe de 4 à 22. Mais l'engagement pour l'intérêt général le rattrape vite et dès 1997, dans la Fnaim «Jeunes» dont il devient président en 1998, il s'investit pour sa profession. Il devient président de la Fnaim des Bouches-du-Rhône en 2003 et y exerce pendant deux mandats, jusqu'en 2007... date à laquelle le bureau lui demande de rester pour les élections municipales de 2008, ce qu'il fait en organisant sa succession avec son vice-président Jean-Pierre Rouas. «Evidemment, il faut consacrer du temps à ces mandats, mais j'y ai puisé une vraie satisfaction personnelle et un vrai épanouissement, forcément bénéfiques pour mon entreprise. Et puis, cela m'a permis de rompre avec l'isolement du chef d'entreprise, j'ai fait des rencontres passionnantes et j'ai appris, au contact des autres, mon

métier de dirigeant. En collectif, on est toujours meilleur que seul.»

GRANDIR POUR ÊTRE MEILLEUR

En 2006, Christophe Gauché désire vendre l'entreprise pour pouvoir se consacrer à des projets personnels. Jean-Luc Chauvin préfère lui racheter ses parts et gère Otim «avec un directeur général hors pair, un vrai numéro 2, un fidèle», François Coquand. Alors qu'il est membre du conseil exécutif du Medef depuis 2003, Stéphane Brousse, le président, lui demande en 2008 de piloter le collectif «Mon entreprise, ma ville». Cela lui donne l'occasion de s'investir un peu plus dans le syndicat patronal et il est élu président de l'UPE 13 en 2010 pour un mandat qu'il exerce jusqu'en 2015.

«Quatre ans, cinq ans... je pense que c'est le bon timing. Il ne faut pas vouloir des mandats à vie. Les choses doivent se renouveler.» Et en 2015, retour opérationnel chez Otim pour développer l'activité dans les Alpes, à Vars, Risoul et Embrun. Mais le naturel revient au galop. En mars 2016, Jean-Luc Chauvin présente sa candidature à la présidence de la Chambre de Commerce. Il gagne la «primaire» pour l'investiture de l'UPE 13 face à Patrick Siri et se retrouve en lice contre Stéphane Soto (CGPME). Il est élu en novembre 2016. Sans forfanterie, mais avec une petite fierté quand même, il note qu'il n'a jamais eu d'élection assurée. «Depuis toujours, depuis la Fnaim, j'ai toujours eu un adversaire face à moi dans toutes les élections. Et je l'ai

JE CONTINUE À TRAVAILLER BEAUCOUP, MAIS J'AI APPRIS À M'ENTOURER. ON NE RÉUSSIT QU'AVEC UNE ÉQUIPE.

emporté à chaque fois.» Chez Otim, il s'associe en 2014 à Antoine Baquey, qui était son concurrent chez Foncia dans le neuf. «A l'UPE, au contact d'autres chefs d'entreprise, j'ai appris qu'il fallait savoir ouvrir son capital à d'autres. Donner pour pouvoir grandir.» Il ne cache pas, en effet, que son ambition pour Otim, c'est le sommet. «Devenir le leader référent. Il ne peut pas y avoir d'autre but». Pour l'heure, Otim va réaliser 5 millions de chiffre d'affaires dans l'année et emploie 55 personnes en équivalent temps plein. «Grandir n'est pas une fin en soi. C'est tout simplement le meilleur moyen d'offrir la meilleure qualité de services à nos clients. Il y a une taille critique pour ça.»

«IL FAUT ALLER COMMERCER AVEC L'AFRIQUE»

Entre mandats électifs et développement de son entreprise, et encore plus

à la CCIMP, Jean-Luc Chauvin s'est peu à peu retiré de l'opérationnel. «Je donne la vision, j'anticipe. Je continue à travailler beaucoup, mais j'ai appris à m'entourer. On ne réussit qu'avec une équipe. Et puis, de toute façon, ce sont les collaborateurs qui créent l'image de l'entreprise, le tempo, la qualité du travail.» Il reconnaît être «un développeur, un défricheur, celui qui essaie d'avoir un coup d'avance. Ça fait partie de mon ADN.» A la CCIMP, ce côté défricheur peut s'épanouir à souhait. Sa vision s'appuie sur trois piliers, l'international et la Méditerranée, le développement des PME locales, et l'innovation. «La Méditerranée, c'est l'ADN de la Chambre. Première Chambre de Commerce du monde, elle a été créée en 1598 par les marseillais pour pouvoir commercer avec la Méditerranée. C'est notre marché naturel avec l'Afrique. Il faut absolument aller commercer avec l'Afrique, il faut développer

l'Afrique. Ce n'est pas avec des murs ou des barbelés que nous allons arrêter les migrants africains. Marseille a une position géographique idéale pour être l'interface entre Europe et Afrique. Servons-nous-en.» Pour cela, il faut aider les PME à se muscler. «Soyons clair, je suis là pour aider les entreprises à faire plus de business.»

Et l'innovation commence par soi-même. « Nous allons ouvrir ce magnifique Palais de la Bourse. C'est la Maison des entreprises, mais les Marseillais le connaissent mal.» Dans les cartons pour 2019, Innovation Room, CCI Lab, et la mise en place de grands événements internationaux, encore confidentiels, à part le Congrès mondial de la nature programmé en 2020. «Il faut rêver grand!» ■

Jacques Vermont



Visite en immersion de la Team CCIMP au sein de la société de maintenance industrielle ATEM

Crédit : François Moura



COMMENT LA FBTP 13 ACCOMPAGNE LA MUTATION DU BÂTIMENT

Innovations techniques, nouvelles réglementations, gestion des chantiers, recrutement et formation... les professionnels du Bâtiment et des Travaux Publics font face à une multitude de défis. Rencontre avec Philippe Deveau, président de la Fédération BTP 13 qui multiplie les initiatives.

Avec plus de 45 000 personnes, le BTP représente la profession la plus importante des Bouches du Rhône en termes de salariés. Le poids économique est majeur : 7,5 milliards d'euros d'activité, dont 3,5 Md€ sur Marseille, réalisées par des entreprises de toutes tailles : de l'artisan à la multinationale telle Bouygues, Vinci ou Eiffage. « Pour accompagner cette grande diversité de profils, nous avons mis en place un ensemble de services dédiés. Cela va des formations pour suivre les évolutions réglementaires et techniques, jusqu'au service juridique les assistant au quotidien. Nous avons, également, des réunions et des moments de convivialité pour se rencontrer et échanger les bonnes pratiques. »

DES INITIATIVES PIONNIÈRES

A ce noyau dur d'animations, somme toute classique pour une organisation professionnelle, se rajoute des démarches plus spécifiques. La première, qui tient particulièrement à cœur à Philippe Deveau, concerne l'environnement sécuritaire du chantier. « Pour lutter contre les vols, les pressions, les agressions ou encore les chantages à l'embauche, nous avons mis en place, depuis 15 ans, le dispositif "Ras le vol", avec l'appui des forces de l'ordre. Son efficacité s'est renforcée par la création de commissions sûreté chantier avec des bailleurs sociaux et nous avons organisé, en avril 2018, les 1ères Assises de la Sécurité du BTP en présence du préfet de police et de nombreux maîtres d'ouvrages. » Autres outils efficaces : la création en 2016, d'une journée "Galaxy BTP" qui réunit, chaque année, les partenaires de la profession - assureur, banquier, organisme de prévention... -, dans un même lieu pour un accompagnement individualisé des adhérents ou encore des matinales économiques pour découvrir des grands maîtres d'ouvrages comme l'aéroport, le Port de Marseille ou encore La Poste, Lidl et Erilia. Côté recrutement, deux structures sont à la manœuvre : BTP Emploi pour l'intérim et l'insertion et le GEC BTP 13 pour la qualification et la formation continue. « Elles ramènent chaque année de 550

à 600 personnes dans le monde du travail et c'est une très grande fierté pour nous. Les maîtres d'ouvrage ne doivent surtout pas hésiter à mettre des clauses d'insertion dans leurs appels d'offres car cela marche. » Enfin la FBTP 13 se mobilise pour promouvoir ses métiers. Les Coulisses du Bâtiment ont permis, les 11 et 12 octobre dernier, à 600 collégiens et lycéens de visiter des chantiers et de rencontrer des professionnels l'opération Génération Bâtisseurs qui visent, au niveau national, à ramener 15 000 jeunes dans l'univers du BTP avec l'appui de Pôle Emploi, se déploie dans les grandes villes et le 26 avril 2019, la FBTP 13 innove à nouveau avec la première édition des "Mains des Bâtisseurs", pour valoriser le savoir-faire de ses entreprises en association avec le CAUE. ■

Cyrille Maury

2019 : Ce que souhaite Philippe Deveau

« Nous sommes pour la fusion de la Métropole avec le Département, en dehors de quelques craintes au niveau du territoire d'Arles qui nécessitent des ajustements et sur la mise en place des outils décisionnels qui doit être très rapide pour éviter un ralentissement des commandes. Mon deuxième souhait concerne la dématérialisation des marchés publics depuis octobre 2018. Les entrepreneurs doivent s'y adapter et il faut que les plateformes numériques qui réceptionnent leurs remises de prix soient

suffisamment ouvertes avec une plus grande écoute des décideurs publics pour que tout le monde puisse vraiment concourir. »

15 permanents

La FBTP 13 s'appuie sur un pool de 15 personnes, basé à Marseille et Aix-en-Provence. Dirigé par Florence Magnan, il assure les services - communication, juridique, formation, insertion... - et assiste les syndicats métiers et les commissions au quotidien. A noter que la FFB est le seul organisme professionnel patronal capable de vivre de ses adhérents, sans aucune aide de l'Etat.



LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION, UN ENJEU MAJEUR POUR LE BTP

Une session de formation a été organisée le 10 octobre 2018 à la Maison du BTP par Olivier de Mazières, préfet de police, en présence de Philippe Deveau, président de la Fédération du BTP 13. L'enjeu est d'avoir une action de sensibilisation en mettant en exergue les actions de prévention en direction des partenaires de la sécurité. Explications.

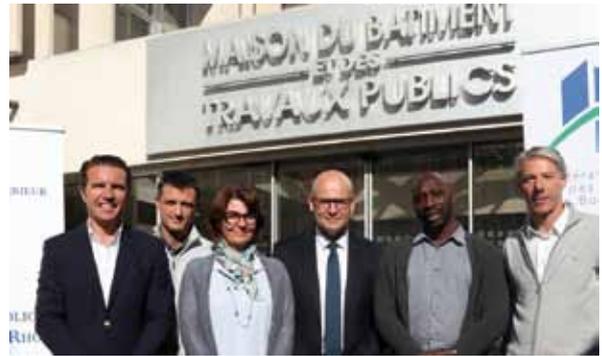
Les actions préventives contre la radicalisation s'avèrent indispensables afin de repérer le plus en amont possible les individus potentiellement violents et d'empêcher leur évolution vers des formes de menaces plus graves. C'est le sens d'une série d'actions de sensibilisation que le préfet de police conduit au profit des partenaires de la sécurité. C'est notamment le cas auprès de la Fédération du BTP13 qui informe les entreprises sur le territoire.

REPÉRAGE DES SIGNES

Une session de formation sur la radicalisation a été organisée par Olivier de Mazières, préfet de police qui avant d'être muté à Marseille assumait la fonction de chef d'état major de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste. Lors de cette



CETTE LUTTE CONTRE LA RADICALISATION S'INSCRIT DANS LE CADRE D'UN DISPOSITIF PLUS LARGE CONTRE LA DÉLINQUANCE



matinée, le préfet a rappelé l'importance de détecter les signaux faibles de radicalisation pour permettre une prise en charge adaptée et prévenir le basculement vers l'idéologie radicale. «J'ai mis en place le nouveau dispositif de repérage de signes de radicalisation violente avec comme chef de file les préfets», a-t-il d'emblée précisé. Les signes forts d'une radicalisation violente sont le prosélytisme, les discours complotistes sur le lieu de travail. Les signes faibles, la difficulté de relation avec l'autre sexe, les changements de tenue vestimentaire. Cette rencontre a été également l'opportunité de faire le point sur les différents dispositifs et outils mis à disposition des entreprises. «En cas de doute, il existe un numéro vert gratuit ou encore un site Internet», a-t-il souligné. «Les signalements qui peuvent être anonymes sont analysés et les cas sont traités. 20% des signalements proviennent du site et du numéro vert, 40% des agents sur le terrain et 40% des services de renseignement», a-t-il précisé. Suivant la distinction entre les cas à signes forts et à signes faibles, des réunions sont organisées à la préfecture. «On traite la seconde catégorie sous un angle social car il s'agit de personnes désœuvrées».

UNE MULTIPLICATION DES ACTIONS

Cette session est en fait la onzième réalisée en 2018 au profit de référents de la préfecture de police en matière de lutte contre la radicalisation, après les secteurs économiques, du

transport, du logement social, des services de secours, de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille, de l'université Aix-Marseille, des associations de défense des droits des femmes et des fédérations sportives. D'autres interventions sont également programmées avec diverses structures comme le Bataillon des marins pompiers, la Caisse d'allocation familiale et les ligues sportives.

Cette lutte contre la radicalisation s'inscrit dans le cadre d'un dispositif plus large contre la délinquance. Le renforcement de la sécurité sur les chantiers est l'une des onze mesures socles de la police de sécurité du quotidien dans le département. «Nous avons mis en place avec la préfecture de police un dispositif unique de lutte contre la délinquance sur les chantiers appelé «Ras le vol» qui permet aux entreprises de signaler en amont leurs chantiers en zones sensibles aux forces de l'ordre afin d'en assurer la sécurité», a souligné Florence Magnan, directrice générale de la Fédération du BTP 13. Il s'agit là de vols, de menaces, de rackets ou encore chantage à l'embauche. Après l'organisation des premières assises de la sécurité dans le BTP le 28 mars 2018, cette session de sensibilisation représente une nouvelle illustration de la volonté conjointe ces deux instances de renforcer leur coopération en matière de sécurité. Elle s'est traduite par la signature d'une charte responsables à l'initiative de la commission sûreté de la Fédération du BTP 13. ■

A.B



INTERNATIONAL

BOUDJEMAA ROUIBAH CONSUL D'ALGÉRIE À MARSEILLE : « LA COMMUNAUTÉ EST AU CENTRE DE NOS PRÉOCCUPATIONS »

En poste à Marseille depuis deux ans, Boudjemaa Rouibah, s'engage sur tous les fronts. Il évoque dans cet entretien les efforts consentis dans plusieurs domaines en vue de répondre aux préoccupations de l'importante communauté Algérienne établie dans la région.

Vous êtes consul d'Algérie à Marseille depuis plus de deux années, comment se présentent les relations du consulat avec la communauté algérienne ?

Boudjemaa Rouibah : Le Consulat Général d'Algérie à Marseille gère actuellement une communauté de plus de 300.000 personnes dont environ 67 % de binationaux. Par ailleurs nous accordons une attention particulière aux aménagements du temps de réception des visiteurs et à la prise en charge de leurs doléances. Nos ressortissants sont reçus les jours du Mardi et Samedi. Ils sont pris en charge de 8h30 à 16h00, avec cependant une permanence le lundi pour les affaires urgentes. Cela est par exemple le cas pour les décès, les transferts de corps, les visas et les passeports d'urgence. Nous avons ainsi accentué la cadence de travail et durant l'année 2018, les services du Consulat ont établi plus de 85.000 actes consulaires soit environ de 450 actes par jour entre passeports, carte nationale, procuration, état civil, changement de permis de conduire, social, l'égalisation des documents et les visas. Il faut aussi rappeler que nous les accueillons dans un nouveau siège, plus spacieux, moderne et qui dispose de toutes les commodités.

Le consulat d'Algérie à Marseille a connu au cours de l'année une intense activité de coopération. Quelles ont été vos priorités ?

Boudjemaa Rouibah : Effectivement, au cours des derniers mois nous avons engagé une activité intense, notamment concernant les volets coopération et économique. Nous avons eu la visite de l'Ambassadeur d'Algérie à Marseille qui a eu des entretiens avec les autorités locales. Le ministre de l'habitat et des responsables d'institutions étatiques ont programmé une visite à Marseille. Il s'agit notamment de l'ANSEJ, la CNEP le CPA, ENPI, . . .). Il y'a également eu la visite du Directeur Général des douanes, du Directeur Général d'Air Algérie ainsi que le déplacement d'une délégation du Conseil Régional à Oran. Nous avons par ailleurs organisé une rencontre unique en son genre entre la préfecture et la communauté Algérienne établie dans les Bouches du Rhône. Elle a regroupé

plus de 400 personnes, et permis d'établir des échanges fructueux et constructifs. Nous avons à cours de l'année reçu la visite des stagiaires de l'école Nationale d'Administration à Marseille, ainsi que celle d'un groupe de journalistes algériens. Mr l'Ambassadeur de France à Alger, nous a fait

LE CONSULAT GÉNÉRAL D'ALGÉRIE À MARSEILLE GÈRE ACTUELLEMENT UNE COMMUNAUTÉ DE PLUS DE 300.000 PERSONNES DONT ENVIRON 67 % DE BINATIONAUX.

pour sa part, une visite de courtoisie. Je tiens en outre à mettre en évidence une coopération intense entre la ville d'Arles et le Ministère de la culture et la signature d'un accord de coopération entre le Rectorat de Marseille et le ministère de l'Education, après échange de plusieurs délégations. Il y'a également eu une rencontre dans le cadre du projet « SATTELITE » de l'université d'Aix Marseille et l'université d'Alger. Cette année, une délégation algérienne a participé à la conférence sur la méditerranée du futur, conduite par le Chef de Cabinet du Wali d'Oran. Elle était composée de cadres et de représentants d'associations. Le volet économique a été aussi au cœur de nos priorités. C'est ainsi que dans le cadre de la coopération décentralisée, le Consulat d'Algérie a organisé une rencontre sur les opportunités d'investissement, coprésidée avec le Conseil Départemental et sa Présidente Mme Martine VASSAL. La rencontre a vu la participation de plus de 300 personnes. Je n'omettrai pas en outre de préciser que plusieurs délégations d'investisseurs ont visité l'Algérie comme des délégations venues d'Algérie ont été reçues à Marseille.

Vous avez aussi souvent évoqué la nécessité de la mise en valeur du volet des échanges économiques ?

Boudjemaa Rouibah : Sur le plan économique et après une absence de plusieurs années, s'est fait le retour graduel et progressif de la participation de l'Algérie à la foire de Marseille avec la SAFEX et la chambre de l'artisan de Tizi Ouzou et Bejaïa. Il y'a également eu l'organisation La 2^{ème} édition de la rencontre sur les opportunités de l'investissement en collaboration avec le conseil départemental. Je citerai aussi la tenue du salon de la production algérienne, ainsi que la visite de plusieurs groupes d'investisseurs algériens venus prospecter les opportunités d'investissement dans la région PACA.

Qu'en est-il des activités, notamment culturelles, spécifiques à la communauté Algérienne ?

Boudjemaa Rouibah : Dans le but de valoriser les festivités nationales et de rester au plus proche de notre communauté, nous avons organisé plusieurs manifestations. Ainsi l'année 2018 a été caractérisée par la pose d'une plaque commémorative à l'occasion du 45^{ème} anniversaire de l'attentat qui a ciblé le consulat d'Algérie à la rue Dieu-dé en 1973. Cette commémoration est la première, comme l'attentat a causé la mort de 4 personnes et en a blessé 20. L'événement a eu lieu en présence de l'Ambassadeur d'Algérie, des autorités locales des élus et des membres du mouvement associatif. Par ailleurs et suite à la décision de Son excellence le Président de la République Monsieur Abdelaziz BOUTEFLIKA, nous avons célébré pour la première fois la fête nationale de YENNAYER. L'an berbère, a été fêté avec un programme riche et une forte participation, notamment des membres de la communauté. Bien sûr nous avons particulièrement mis en évidence la réception de la fête de la jeunesse et de l'indépendance du 5 juillet. La communauté algérienne a aussi bénéficié de l'organisation de plusieurs conférences et projections de films. ■

Z.B.

LES SAVEURS DU MONDE AUX COULEURS DE L'AMOUR

L'Union des Chambres de Commerces et Clubs d'Affaires Bilatéraux (UCCAB) et son partenaire le World Trade Center Marseille Provence ont organisé le 26 novembre 2018 la 6e édition de «Saveurs du Monde».



La dernière édition de Saveurs du monde s'est tenue dans un World Trade Center transformé pour l'occasion sur le thème de l'Amour. Un avant goût d'interculturalité mais aussi de découverte a envahi ce lieu le temps d'une soirée. Olivier Van De Winkel, Président de l'UCCAB a donné le coup d'envoi de cette soirée festive sur les thèmes des produits du terroir, des saveurs et des curiosités d'ailleurs tout en rappelant aux invités l'importance des échanges. Cet événement, devenu en quelques années une institution permettant aux Consulats et aux Chambres de Commerces étrangères de faire la promotion de leur territoire et de leurs réseaux, n'a pas failli à sa réputation. Avec un public de responsables d'entreprise, d'adhérents de ces chambres, d'institutionnels, de membres des clubs exports et de clients du WTC, plus de 800 personnes ont pu échanger et parler affaires en goûtant les saveurs d'ailleurs. Ce sont plus de 32 pays qui étaient représentés tout au long de ce moment. On a pu y découvrir les traditions allemandes, la bière tchèque et

belge, la vodka russe et la tradition belge, la vodka russe et la tradition belarusse, mais également les produits du terroir venus d'Italie et d'Espagne ou encore d'Israël et de la Turquie. Pour la première fois, le Liban, la Suisse et les Comores se sont joints à cet événement de la plus belle façon qui soit. Les plats chypriotes n'ont pas laissé le public indifférent, tout comme les produits de République Dominicaine, de Slovaquie, d'Estonie, ou encore du Mexique. L'Afrique était quant à elle bien représentée avec la présence de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, mais aussi de l'Égypte, du Sénégal de Madagascar et des chocolats de Sao Tomé et Príncipe. La Thaïlande, l'Indonésie ou encore l'Inde nous ont également surpris par la qualité des mets présentés. Cette soirée fut donc comme à son habitude une réussite qui marque chaque année la curiosité et suscite l'empathie du public qui y est invité. Olivier Van de Winkel, nous donne d'ores et déjà rendez-vous l'an prochain pour la 7e édition qui est déjà très attendue. ■

N. S



FIGOREC ACTIONS SOLIDARITÉ S'ENGAGE POUR LES ENFANTS HOSPITALISÉS

Depuis sa création en 2014, le fonds de dotation «Ficorec Actions Solidarité» a pour vocation de mener des actions autour de la lutte contre la pauvreté et la faim, la protection de la femme et des enfants, l'aide aux personnes en situation de handicap. Sa dernière action a consisté à contribuer à la rénovation et à l'ameublement de la salle de soin du service de neurologie, pneumologie pédiatrique et des maladies héréditaires du métabolisme de la l'hôpital de la Timone Enfants.



«Bousculons les préjugés en étant différents mais unis dans nos engagements», tel est le crédo de Jean-Claude Capuono, président de Ficorec Action Solidarité, un fonds de dotation créé en 2014 par Ficorec, cabinet d'expertise comptable et d'audit. Ce fonds a pour objet d'organiser ou de soutenir toute action d'intérêt général dans le domaine social, philanthropique ou de la solidarité. Face aux difficultés rencontrées par certaines associations pour mobiliser les moyens humains et financiers, les dirigeants du cabinet, Jean-Claude et son fils Matthieu Capuono, ont souhaité s'impliquer d'une manière originale. Ficorec s'attache ainsi à valoriser l'humain en privilégiant les compétences et les motivations des salariés comme moteur de performance. Depuis plusieurs années, le cabinet est engagé dans diverses démarches, responsable avec la labellisation Emplitude, innovante au travers de la promotion de la marque French Tech, solidaire via le Pacte Mondial de l'ONU ou encore culturelle tant que membre de Mécènes du Sud. C'est pourquoi Ficorec a souhaité aller plus loin en créant ce fonds de dotation associant le cabinet, les collaborateurs

et les clients. Les missions de ce fonds consistent tout d'abord à repérer les initiatives des associations, fédérer les synergies et les compétences entre les collaborateurs, clients, associations au travers de nombreuses actions comme du mécénat de compétences et enfin, à financer des projets concrets portés par des acteurs locaux afin de démultiplier l'impact social.

AMÉLIORER LE CONFORT DES ENFANTS

Afin de permettre au fonds d'engager des actions exemplaires, des campagnes de collecte sont menées chaque année. Les trois zones d'action portent sur l'assistance à des associations locales humanitaires solidaires dans leurs démarches, le soutien à des associations axées sur le handicap et l'accompagnement à la réalisation de projets. Ainsi, en 2017, Ficorec Actions Solidarité s'est impliqué, notamment dans une collecte pour l'association «Lunettes sans frontières». Cette entité a distribué près de 300 classeurs à l'association «Un effort pour un sourire» qui aide les enfants hospitalisés. Cette année, l'action marquante a porté sur la rénovation et l'aménagement de

la salle de soins du service de neurologie, pneumologie pédiatrique et des maladies héréditaires du métabolisme de l'hôpital de la Timone. «Cette action est capitale. Ce service accueille des enfants atteints de maladies chroniques. Cette salle de soins ne remplissait pas les conditions d'accueil requises. Sa rénovation a été réalisée avec l'aide du fonds de dotation soutenu par Ficorec», a confié le Professeur Brigitte Chabrol, cheffe du service de médecine infantile. Un équipement audiovisuel a même été installé pour rendre plus agréable ces moments de soin souvent stressants et améliorer le confort des enfants. «Nous sommes attachés à leur bien-être. Notre objectif est de favoriser l'accès aux soins dans un environnement agréable», a stipulé Matthieu Capuono. Cette année, un procédé solidaire a été mis en place permettant d'associer les clients avec l'arrondi de la note d'honoraire afin de soutenir des associations. «Je suis ravi que les professions réglementées puissent proposer des actions de manière locale et plus directe», a-t-il rajouté. ■

A.B



LES ENTREPRISES UNISSENT LEURS EFFORTS POUR LUTTER CONTRE LE CANCER

Le GEFLUC Marseille Provence, groupement des entreprises dans la lutte contre le cancer, a organisé le 1er octobre 2018, sa soirée caritative bisannuelle au Fort Ganteaume. Cet événement sur le thème Nutrition et Cancer était placé sous le signe de la générosité et de convivialité.

Après l'Ecole de Management EMD en 2014, puis les Terrasses du Port en 2016, le GEFLUC (groupement des entreprises françaises pour la lutte contre le cancer) avait choisi le cadre superbe du Cercle du Fort Ganteaume pour tenir sa troisième soirée caritative. Près de deux cent personnes participaient à cet événement qui avait pour objectif de maintenir et développer le lien avec les partenaires habituels mais aussi pour se faire connaître auprès des milieux économiques.

Placé délibérément sous le sceau de la convivialité, cette soirée rythmée par les excellentes virgules musicales des chanteuses de Swingcockt'elles, a permis de mieux appréhender les causes de ce fléau avec l'intervention du docteur Pierre Senesse, médecin nutritionniste, coordinateur du rapport «Jeûne, régimes restrictifs et cancer».

LE RÔLE MAJEUR DE LA PRÉVENTION

Aux côtés de plusieurs représentants de plusieurs grandes entreprises de la région, des acteurs majeurs de Marseille à l'instar de Geneviève Maillat, bâtonnière des avocats de Marseille, avaient tenu à être présents ce soir-là. Les partenaires du GEFLUC comme AG2R La Mondiale, la CEPAC, La Méridionale et Frojo ont mis en exergue leur précieux concours. Bernard Niglo, président de la CEPAC, a rappelé à ce propos: «Ce sont plus de sept cent salariés qui participent à cette opération. A travers les sociétés locales d'épargne, il y a une adhésion spontanée». De son côté, Patrick Padovani adjoint au maire délégué à la santé, s'est félicité de l'adhésion des entreprises à cette démarche: «Je suis heureux que les entreprises relèvent le défi à la fois en termes humains et financiers pour

accompagner les chercheurs. L'enjeu est d'aider les personnes qui subissent une double peine en aidant également marginalisées, a précisé l'élu. La prévention représente pour lui une action marquante qui est au cœur de toute politique de santé et de toute politique publique.

UN PROJET ASSOCIATIF

Créé en 1964 à Marseille, le GEFLUC est une Fédération reconnue d'utilité publique composée d'associations régionales qui s'est donnée pour mission de lutter contre la maladie cancéreuse avec et dans les entreprises. Aux côtés de la prévention et de l'aide aux malades, la recherche apparaît comme un enjeu crucial. La fédération des GEFLUC a subventionné des travaux de recherche clinique et ou fondamentaux à hauteur de 26 millions d'euros. Ce sont en fait trois chefs d'entreprise soucieux



d'associer le monde du travail à la lutte contre le cancer qui en sont à l'origine. Le principe est simple et intelligent: Si tous les travailleurs acceptaient de donner un franc par mois contre le cancer, 20 millions de francs seraient disponibles chaque mois pour lutter contre ce fléau. Si toutes les entreprises acceptaient de donner en plus un franc par salarié et par mois, 40 millions deviendraient ainsi disponibles. 54 ans plus tard, le principe demeure similaire. Les Francs sont ainsi devenus les euros de l'Espoir. Ainsi, cette implication réciproque entre salarié et entreprise consiste à prélever chaque mois 1€ au salarié volontaire qui bénéficie d'une réduction fiscale de 66% sur le don et 1€ à l'entreprise qui bénéficie d'une réduction fiscale de 60%.

DES RÉSULTATS MARQUANTS

Depuis sa création, l'action du GEFLUC (six entités régionales et une à Monaco) repose dès lors au quotidien sur trois missions d'origine à savoir le financement, la recherche et la prévention. «De nombreuses actions avaient été initiées à Montpellier. Pourtant, à Marseille, les entreprises apparaissent quelque peu réticentes. Nous avons souhaité, dès lors, œuvrer pour le maintien et le retour à l'emploi des salariés ce qui permis de dynamiser la démarche», a confié Edmond Oliva président du GEFLUC Marseille Provence. Aujourd'hui, ce sont plus de 150 entreprises locales qui ont désiré s'associer dans ce projet. Depuis sa création le

GEFLUC a versé en Provence 5,3 millions dans la recherche, 1,38 millions dans l'aide aux malades et 129 906 euros dans la prévention. «Ce sont au total 6,53 millions d'euros grâce aux entreprises membres» a rappelé Edmond Oliva. Sur les sept premiers mois de l'année, le GEFLUC Marseille Provence a été amené à soutenir 105 familles touchées par la maladie pour un montant de 34 487 €.

NUTRITION ET CANCER

L'un des points forts de cette soirée a été l'intervention du docteur Pierre Senesse, gastroentérologue, médecin nutritionniste et coordinateur du rapport «Jeûne, régimes restrictifs et cancer». Pour lui, la réponse à la question comment prévenir peut s'effectuer à partir de choses simples à faire à la maison permettant de faire baisser la mortalité de manière significative. «L'Australie a mis en place une vaccination et les résultats ont perceptibles», a t-il souligné. Il est nécessaire d'observer une alimentation simple. Il existe pour lui de mauvaises compréhensions liées à la nutrition. Il a prôné plusieurs recommandations comme l'exercice physique, la viande blanche, les fruits et les légumes au moins cinq par jour et la limitation de l'alcool. «Il n'y a pas sur les laitages et le poisson», a t-il confié. Puis il a rajouté: «On peut réduire les risques par différentes actions. Mais le jeûne est une ânerie. Il n'y a aucune preuve et il y a même des effets néfastes».

CINQ PROJETS LAURÉATS

Fidèle à la tradition de l'association, cet événement a été l'opportunité in fine d'accorder une remise de chèques pour un montant de 150 000 euros aux scientifiques lauréats de l'appel à projet 2018 validé par le Cancéropôle PACA qui s'est clôturé le 22 mai 2018 avec 32 projets reçus. Le GEFLUC soutient ainsi la recherche en cancérologie en cofinçant avec le Cancéropôle dans le cadre de cet appel, certains projets portés par des équipes marseillaises. Ainsi, Ludovic Leloup de l'Institut de neurophysiopathologie, Remi Devillier de l'Institut Paoli Calmettes, Michael Sebbagh du Centre de Recherche en cancérologie de Marseille, Flavio Maina de l'IBDM et Philippe Pierre du Centre d'Immunologie de Marseille Luminy ont reçu respectivement une subvention de 30 000 euros afin de financer leurs travaux. En clôture de cette soirée, Didier Cupissol, président national du GEFLUC, a tenu à rappeler : «Notre association a toujours été en avance sur les prises en charges institutionnelles et n'a pas attendu les différents plans cancer pour être proches des victimes potentielles aussi bien en participant à la prévention qu'en leur venant directement en aide. Nous pouvons faire de la prévention en arrêtant les produits toxiques comme le tabac. L'enjeu est considérable. Nous pourrions faire baisser de 10 à 20% la maladie dans les dix années à venir.» ■

A.B



Né du regroupement de deux établissements de santé privés à but non lucratif, la fondation Hôpital Ambroise Paré et l'association Hôpital Paul Desbief, acteurs traditionnels du paysage hospitalier marseillais, l'Hôpital Européen, situé à proximité de la Joliette, contribue depuis quatre ans à réduire le déséquilibre hospitalier Nord/Sud et à accroître le taux d'équipements sanitaires sur le secteur. Explications.

L'HÔPITAL EUROPÉEN, UN ÉTABLISSEMENT DE PROXIMITÉ

Fondés respectivement en 1848 et en 1914, la Fondation Hôpital Ambroise Paré et l'association Hôpital Paul Desbief qui étaient deux structures partageant les mêmes valeurs et dont les compétences étaient complémentaires ont entamé un rapprochement en 2004. Désireux de mettre à la disposition du public un hôpital moderne, une offre de soin polyvalente, un plateau technique de pointe et des conditions d'hébergement de standing, les deux structures ont dès lors collaboré pour créer un nouvel établissement dans la cité phocéenne. Le projet écrit et porté par la direction, l'ensemble du personnel et le corps médical, validé par l'Agence Régionale de Santé et soutenu par le Ministère de la Santé, le chantier a démarré cinq ans plus tard, en octobre 2009. Après presque quatre ans de travaux, l'Hôpital Européen a ouvert ses portes à ses premiers patients le 19 août 2013. «Le total de l'investissement immobilier a été de 252M€, toutes dépenses confondues et 25M€ d'équipement», a précisé Jean-Luc Dalmas, directeur de l'hôpital. Afin de proposer une offre soins complète répondant aux attentes des patients, cet équipement regroupe sur un même site plusieurs établissements dont les activités sont complémentaires avec l'hôpital Ambroise Paré, l'hôpital Paul Desbief, le centre de rééducation UGE-

CAM, le centre de cardiologie interventionnelle et le laboratoire d'analyses médicales Alphabio. Ce nouveau pôle de santé est positionné à l'entrée Nord de Marseille dans le 3e arrondissement dans un quartier en pleine mutation urbaine.

UN HÔPITAL MODERNE ET PERFORMANT

Construit sur un terrain de 18150m², l'Hôpital Européen est un bâtiment d'une surface totale de 60 000 m². Il est équipé d'un parking de 630 places pour le public et le personnel ainsi que de 40 places réservées aux ambulances. Le bâtiment érigé en R+5 contraste avec les projets avoisinants d'immeubles de grande hauteur. «L'hôpital respecte les fondements du développement durable», confie Roland Carta, architecte, maître d'œuvre du projet avec également l'agence Rigal. Il porte à la fois sur l'aménagement des conditions de séjour des patients, des conditions de travail mais aussi sur la maîtrise des conditions énergétiques. Ainsi la conception des façades, la présence de nombreux patios, les panneaux solaires, la toiture végétalisée, les aménagements intérieurs, le choix des équipements et en particulier l'éclairage contribuent à cette politique. Enfin, l'intégration et la mutualisation de nombreuses fonctions logistiques lingerie,

cuisine, pharmacie) dans le bâtiment permet d'atteindre un niveau d'autonomie fonctionnelle et énergétique optimale. L'hôpital est l'un des premiers établissements de santé à s'être soumis à la nouvelle norme HQE bâtiment tertiaire établissement de santé. Au terme de l'audit, l'établissement a obtenu le certificat HQE. Cet hôpital est un acteur clé du développement urbain de la zone Euroméditerranée qui mixte des activités commerciales, un quartier d'affaires, la réhabilitation de nouveaux logements et l'amélioration d'équipements à l'usage de la population marseillaise. ■

A.B

Capacité d'accueil

L'hôpital Européen dispose de 588 lits en places. Ce sont 170 lits et places en médecine dont 140 lits de médecine et 30 places de médecine ambulatoire, 250 lits de chirurgie dont 186 de chirurgie et 64 places de chirurgie ambulatoire, 38 lits et places en soins critiques dont 15 en animation, 11 en surveillance médicale continue et 12 en soins intensifs cardiaques, 30 en long séjour pédiatrie ainsi que 100 lits et places de soins de suite et réadaptation (UGECAM).



 La fourchette d'Anna

06 50 69 31 63

lafourchetedanna@gmail.com



Valério Motoculture PRESENCE **STIHL**
Spécialiste de la motoculture

Spécialiste de la motoculture depuis 1989, Valério Motoculture vous propose la vente de matériel de motoculture à Plan de cuques : tondeuse, tronçonneuse, débroussailluse, motoculteur, broyeur, taille haie, aspirateur de feuille, nettoyeur haute pression, nous avons tout ce qu'il vous faut pour l'entretien de votre jardin !



Valério Motoculture
Spécialiste de la motoculture

27, Avenue Louis Enjolras - 13380 Plan de Cuques

Tél : 04 91 05 26 85 - Fax : 04 91 05 71 72

contact@valerio.ms - www.valerio.ms

MARSEILLE VILLE THERMALE



CULTURE

KARIM BAÏLA, PROFESSION GRAND REPORTER

Quand un garçon issu des quartiers Nord de Marseille reçoit le prix Falcone pour la Démocratie, c'est un honneur pour son pays, pour sa ville, et pour les citoyens que nous sommes. Karim Baïla qui est actuellement journaliste indépendant, attaché France Télévisions est distingué en 2013.

Le Prix Giovanni Falcone a pour vocation la sensibilisation du grand public dans une démarche citoyenne. Il ne peut y avoir de paix et de démocratie dans le monde sans une compréhension globale des rouages complexes des nouvelles formes de criminalité. En effet, les leviers financiers des réseaux criminels internationaux activent l'insécurité, le terrorisme et les crises économiques qui impactent le quotidien des populations. Journaliste Grand Reporter, membre fondateur du cercle K2, cercle d'experts internationaux du grand banditisme du terrorisme qui développe des espaces de rencontre et de dialogue, Karim Baïla sillonne la France et l'étranger. Il partage sa vie entre Marseille, sa ville qu'il adore et Paris. A la question: «Qu'espères-tu pour toi dans l'avenir?» Il répond «Ne plus couvrir de reportage de guerre». Tout est dit. Karim Baïla est un inconditionnel de la paix et de la fraternité entre les peuples.

FILS D'IMMIGRÉS

1949, Saïd Baïla débarque, plein d'espoir, dans le port de Marseille. Il est rejoint un an plus tard par sa femme Malika. Tous deux arrivent de



Bejaïa. Ils rejoignent une France en ruine. Dans un contexte de reconstruction intensive, le pays drague une main-d'œuvre venue de toute la Méditerranée. Des charpentiers, des menuisiers, des maçons, des peintres, s'entassent dans les cales surchauffées de paquebots venus du Maghreb. Cette dense toile de destins méditerranéens s'apprête à forger le futur de la France. Saïd Baïla, surnommé Hamanou, n'est qu'un illustre inconnu parmi tant d'autres dans une foule anonyme. Dans le navire, il se lie d'amitié avec le futur père d'un certain Zinédine Zidane, qui contribuera, lui aussi, à faire rayonner la France. Hamanou pourtant n'est pas venu bâtir. En Algérie, il était reconnu comme un expert du maniement des ciseaux. Il officiait rue Fatima, à Bejaïa, en petite Kabylie, dans cette ville qui a donné le nom à la bougie, belle, libre et accueillante, deux fois millénaire. Dans sa nouvelle vie marseillaise, le père de Karim est le coiffeur de toute une communauté fraîchement immigrée, déracinée et en quête de repères. A la naissance du petit dernier, la famille déménage dans les quartiers Nord de Marseille.

MALIKA

Ils achètent le bar du Liban que la mère de Karim, Malika rebaptise bar de la Poudrette et tiendra fièrement pendant plus de trente ans. C'est là, dans ce quartier, que le petit Karim commence sa vie. C'est là qu'il grandit, dans une rue dérobée, presque introuvable. Le bar est toujours plein. On vient chez Malika pour l'ambiance populaire qui règne et pour voir cette femme à la générosité infinie. Ici pas de carte, pas de menus à 15 francs, mais des marmites, d'immenses marmites de soupe au pistou. Cette grande dame immigrée d'Algérie, qui est devenue en un rien de temps la plus Marseillaise des Marseillaises, a appris à lire et à écrire dès son arrivée. Il règne ici un air de 'resto du cœur' avant l'heure. Pourtant, même dans ces conditions, lorsqu'arrive la fin de mois, certains ne peuvent pas se permettre un simple bol de soupe. A ceux-là, Malika offre le repas, purement et simplement. Observer

sa mère est l'activité favorite du petit Karim. Lorsque la sonnerie de l'école retentit, il s'empresse de ranger ses cahiers, dévale la rue qui le sépare de son foyer, et bondit sur le comptoir où il reste assis en tailleur pendant des heures. Les clients se livrent à Malika et se sentent écoutés. En réalité elle fait de véritables interviews dont l'angle est toujours le même : désamorcer les conflits et annihiler les rancœurs. Elle relève ses manches et explore, sans même qu'ils s'en rendent compte, les tréfonds de l'âme de ces travailleurs torturés par la vie. Puis, quand tout a été dit, que chaque pensée a été disséquée et qu'en a été drainée la peine, elle prêche l'apaisement. Lorsqu'il ira dans les pays en guerre, alors que lui-même a horreur de la violence, Baïla prolongera ce quelque chose unique de sa mère, l'humanité. Elle a contribué à développer la sensibilité du jeune Karim et à faire de lui le journaliste singulier qu'il est aujourd'hui. Sa générosité, sa patience autant que son entêtement, sa capacité d'écoute, son goût des belles choses sont les traits caractéristiques de sa personnalité.

GRAND REPORTER

Karim Baila poursuit sa carrière à RTL où il est l'envoyé spécial permanent en Algérie de 1994 à 1998, pendant les années noires. Fort de cette expérience en radio, et épris d'une volonté insatiable de montrer, Karim Baïla rejoint la rédaction de « Mediterraneo » à Marseille. Mediterraneo est une émission produite par le Pôle France 3 Marseille et la Rai Uno. Elle est aujourd'hui co-produite par plus de 15 chaînes issues du pourtour méditerranéen. Karim Baïla a réalisé pour cette émission emblématique plus de quinze films. (« Retour au bled », sélection au prix international du reportage méditerranéen à Palerme, « Les chrétiens d'Irak », « Les enfants de la guerre à Bagdad »..., « Le retour de Khaled à Oran », « sous la terreur du GIA » en 1996. En 2000 Karim Baila rejoint la première rédaction de Canal Plus, Dirigée par Eric Gilbert et Bernard Zekri qui deviennent ses mentors. Il traite en news magazine des sujets liés à l'actualité internatio-

nale et aux quartiers défavorisés en France, pour le journal de Canal Plus. Il est l'envoyé spécial permanent au moyen orient. Il réalise aussi de nombreux magazines de 5 minutes pour « Nulle part ailleurs ». A la fin de l'émission mythique, et lors de la suppression de la rédaction de Canal Plus, Karim Baila enchaîne à Itélé nouvelle version. Il est correspondant de guerre à Bagdad, et envoyé spécial dans le monde entier. Il couvre en duplex de nombreux événements, comme « La révolution orange » à Kiev, la guerre en Irak. Durant deux ans il est embauché au service magazine de TF1 pour réaliser une série de reportages sur les organisations criminelles et les trafics organisés des mafias de l'Est de l'Europe. Il mène alors ses grandes enquêtes qui le font connaître du grand public. En 2003, il réalise un reportage sur le trafic international de femme entre l'Europe et l'Albanie qui a un fort retentissement dans l'opinion publique. En 2005, il réalise un documentaire d'investigation exclusif sur le trafic international de drogue entre Paris et l'Afghanistan. En 2008 toujours pour Canal Plus, « Spécial Investigation » il réalise un film sur les escroqueries du Pèlerinage à la Mecque, c'est l'un des seuls journalistes au monde à avoir filmé le lieu Saint de l'Islam en Under Cover. En 2007, il rejoint l'équipe du Magazine d'Information Envoyé Spécial de France 2, pour réaliser de nombreux « carnets de route » sur des zones de conflit armé. France 3 Provence Alpes lui confie les reportages sur la violence à Marseille. Après avoir été grand reporter, reporter de guerre, journaliste d'immersion spécialisé dans les organisations criminelles et le trafic de drogue, il développe un troisième métier du journalisme : le fait diversier, dont il est aujourd'hui l'un des spécialistes en France. Toutes les enquêtes de Karim Baïla, qu'elles touchent à la guerre, au crime organisé ou aux faits divers ont en commun une approche originale du journalisme d'immersion au service de la liberté d'expression, où la dimension humaine tient une place centrale. ■

Danielle Dufour-Verna

A portrait of Maurice Xiberras, a man with glasses wearing a dark suit and a white shirt, sitting in a theater with rows of red seats. The background is slightly blurred, focusing on the subject.

MAURICE XIBERRAS, UN HOMME DE PASSION

C'est indéniablement un des fleurons de notre ville, il en est le cœur battant, il appartient aux Marseillais, mais le monde entier s'y retrouve : c'est l'Opéra Municipal de Marseille.

C'est l'un des plus anciens opéras de France car la présence lyrique à Marseille remonte à Lully. Cet opéra municipal a été construit sur l'ancien Grand-Théâtre dont la première pierre avait été posée le 14 juillet 1786. Créé au cœur de la cité, brûlé et reconstruit dans les années vingt dans un style Art déco unique au monde, le théâtre municipal a toujours été un lieu de rencontre des Marseillais : il est authentiquement populaire. Depuis novembre 2014, la Ville de Marseille a décidé d'associer une deuxième salle à l'Opéra de Marseille. Le Théâtre de l'Odéon, d'une capacité de 800 places, est dévolu à l'Opérette, au Théâtre de divertissement et aux spectacles «Jeune public». Maurice Xiberras est le Directeur Général de l'établissement depuis 2013 ; sous sa houlette, de nouveaux projets ambitieux sont nés à l'Opéra et à l'Odéon à la quête d'un nouveau public qui répond avec ferveur. Souriant, c'est un homme dynamique, généreux et passionné que nous avons rencontré.

DDV : Vous êtes un artiste et vous agissez en pédagogue. Vous facilitez l'accès des jeunes à l'opéra, à l'opérette. Est-ce une réussite ?

M. Xiberras : C'est une grande réussite ! A tel point que je me suis dit et si on essayait de faire aussi une saison jeune public à l'Odéon. La première année on était assez timide. On a programmé La petite fille aux allumettes qui est un musical et

ce n'était pas un spectacle au rabais. C'est un spectacle qui a été présenté à Paris, que j'ai acheté. L'Odéon était bourré, à tel point qu'il a fallu ajouter une représentation. Maintenant nous faisons au moins trois séries de spectacles chaque année à l'Odéon avec par exemple en décembre La malédiction du manoir etc. Le ballet d'Avignon a dansé des chorégraphies pour jeune public. Il y a une véritable demande.

DDV : Quel est le budget alloué à l'Opéra? Allez-vous pouvoir maintenir l'accès à des prix défiant toute concurrence par rapport aux autres opéras? Avez-vous peur d'une baisse des subventions dans le futur? Et la métropole ?

M. Xiberras : Nous sommes un opéra municipal, donc entièrement à la charge de la Mairie. Mais notre public vient de toute la métropole, à la fois de la ville intra-muros mais aussi de tout le département et même de la région, donc ce serait normal que la métropole apporte de l'argent, normal aussi que la région apporte sa contribution. Mais la région est très timide. Par contre, depuis 2013, on arrive à travailler avec le Département des Bouches du Rhône qui, effectivement, nous donne une subvention pour toutes nos activités et nos actions envers le jeune public, le public empêché, les maisons de retraite, les collèges. Nous jouons avec notre orchestre dans les collèges, je tiens beaucoup à cela -faire venir le public à l'opéra et à l'odéon- mais je tiens aussi à ce



que notre orchestre se déplace dans les collèges sur le territoire départemental. On est au cœur de la ville historiquement. C'est un opéra qui a toujours été authentiquement populaire et il faut qu'il le reste. Mais il faut en même temps rayonner dans le département et la région. Au niveau des subventions, le département nous a aidés pour toutes ces actions.

DDV : Des projets avec des théâtres, comme celui de l'opéra 'sortilèges' en collaboration avec le Théâtre Toursky qui a été un succès probant ?

M. Xiberras : c'est assez difficile de faire des co-productions à la fois à cause de notre statut de régie municipale qui est un statut assez lourd administrativement et à la fois parce qu'à l'opéra on travaille toujours trois, quatre ans à l'avance. Par exemple pour La Donna del lago, j'ai pensé à le monter il y a trois ans. Il faut commencer à trouver des chanteurs, faire les contrats, les signer etc. Pour les théâtres, c'est souvent une saison à l'avance. On a donc malheureusement très peu de temps, plus de plage libre pour travailler ensemble. C'est un peu à l'arrache. Quand on peut le faire comme justement avec le Toursky, c'est magnifique. J'adore travailler avec Richard Martin, c'est un être exceptionnel, c'est un pur, entre guillemets. La ville de Marseille lui doit beaucoup. Il a fait un travail formidable dans ce quartier. Il a su fidéliser un public, vraiment, une cheville ouvrière, dans ce quartier pauvre. C'est vraiment extraordinaire.

DDV : Comment vous définiriez-vous, artiste, manager, rêveur-poète ?

M. Xiberras : (Il rit) -Un peu de tout cela. Je rêve beaucoup. J'essaie d'avoir toujours les pieds sur terre car la réalité, c'est la réalité budgétaire qui vous rappelle à l'ordre.

DDV : Comment concilier les trois ?

M. Xiberras : J'ai la chance de dormir très peu. Il me faut trois, quatre heures de sommeil. C'est une force

DDV : Avez-vous une équipe soudée autour de vous ?

M. Xiberras : J'ai la chance d'avoir des gens qui partagent ma passion. Bien entendu j'aimerais étoffer l'équipe mais la raison budgétaire est là. Je

me sens parfois seul, parfois un peu abandonné. Il m'est arrivé une fois -j'étais sans-doute épuisé- d'ouvrir la fenêtre et de crier au-secours (il rit). Il faudrait aussi faire de grands travaux dans cette salle. Il y a d'énormes travaux qui ont été fait, pour la sécurité, dans la fosse d'orchestre, sur la scène, dans les cintres etc. Il faudrait passer maintenant à la phase historique, refaire la salle, les peintures, donner un peu de fraîcheur et nous ne pourrions le faire que si la ville est aidée par l'Etat. Jusqu'à présent, c'est la ville qui a supporté toutes les dépenses.

DDV : Qu'espérez-vous pour l'Opéra et pour Marseille en général ?

M. Xiberras : Pour Marseille j'espère qu'à l'échéance 2020, pour les Municipales, nous aurons un maire ou une mairesse qui portera autant d'intérêt à l'opéra de Marseille que ce qu'a pu le faire Jean-Claude Gaudin. J'espère qu'on continuera à être une maison de production avec ses décors, ses costumes etc. Et que nous pourrions continuer à présenter une saison digne de ce nom. Car nous n'avons pas à rougir, surtout quand je vois le programme des autres opéras qui, souvent, sont beaucoup plus dotés que nous financièrement. De plus, Monsieur Gaudin est très attaché à l'Opéra de Marseille. Il a toujours dit, c'est un opéra populaire, il faut qu'on puisse y venir. C'est pour cela que le prix des places est assez bas. Les moins de 28 ans peuvent venir à l'opéra pour dix euros. Cette volonté est un acte politique, que j'accompagne, mais la décision est prise en haut lieu.

DDV : Avec toute la charge qui vous incombe, la passion est toujours là ?

M. Xiberras : Oh oui ! (il s'exclame avec bonheur) Elle est toujours là ! Parfois elle s'émousse un peu quand il y a des problèmes. Il y a eu des périodes un peu douloureuses. Par exemple par rapport au drame qui se passe actuellement, à ce que vit la population marseillaise, les plus pauvres souvent. On se pose la question 'doit-on continuer à faire ce que l'on fait alors que tous ces gens souffrent' ? Mais il le faut, et la passion est là. ■

Propos recueillis par Danielle Dufour-Verna

« LA LAÏCITÉ, TOUT LE MONDE EN PARLE, PERSONNE NE L'EXPLIQUE »

DÉCEMBRE 2018 / 113ÈME ANNIVERSAIRE DE LA LOI DE 1905 SÉPARANT LES ÉGLISES DE L'ÉTAT

Jean-Michel Aupy et Odile Miribel avec leur équipe d'Hors Pistes Édition basée à Venelles, ont conçu un livre sur la laïcité mêlant histoire, droit et humour : « la laïcité tout le monde en parle, mais personne ne l'explique au grand public d'une manière ludique, actuelle et percutante ». La réponse créative viendra sous la forme d'un Livre Géant de la Laïcité.

Cet ouvrage mêlant l'histoire et définitions juridiques est illustré par des dessins d'humour, pour qu'en quelques traits de crayon, petits et grands comprennent que la laïcité est une valeur fondamentale soutenant le bien-vivre ensemble.

Le livre a reçu la validation de l'Observatoire de la laïcité présidé par Mr Jean-Louis Bianco. « On a amendé les textes pour qu'ils soient dans les clous juridiquement, explique Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité. Certains diront qu'il reste des formulations un peu trop simples, pas parfaitement scientifiques, mais ce n'est pas le but d'un tel outil pédagogique. » Cette première étape franchie, couplée à une présentation au Président de la République, une seconde séquence attendait l'équipe d'Hors Pistes Édition au printemps avec la soumission du Livre à l'Education Nationale. Cette commission a été nommée par Mr Beignier, Recteur de l'académie d'Aix-Marseille pour revoir certains textes ou dessins. « Il faut se mettre à la place du professeur ou de de quartiers sensibles, quand il va devoir utiliser le livre devant un public peu réceptif... ou au contraire très actif », explique Jean-Michel Aupy, précisant que les livres et expositions sont accompagnés d'un « dossier pédagogique » plus complet pour aider les

enseignants, les services RH et les animateurs à aborder ces thèmes en classe ou dans les entreprises et institutions. La déclinaison du livre en exposition démarre fin 2018 son itinérance à travers les 119 villes adhérentes de l'Union des Maires des Bouches du Rhône et l'ouvrage est maintenant diffusé de manière personnalisée dans six villes des Bouches du Rhône (Venelles, Meyreuil, Le Puy Sainte-Réparate, Saint-Cannat, La Barben, Istres ...), dans des entreprises (Groupe ESDAC, Groupe La Varappe, Connect RH) dans des fédérations (Comité Olympique et Sportif PACA) ou dans des associations (OLPA, Bibliothèque. P.Cézanne, Le Relais des Possibles, Appart'Study).

Sa diffusion nationale commence avec notamment la PJJ Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Nord (Lille, Amiens, Beauvais) et l' Office Public HLM des Hautes Alpes OPH05 (Gap, Briançon, Embrun) pour équiper l'ensemble de son personnel dont les gardiens d'immeuble. Le but de cet ouvrage est de favoriser le dialogue entre parents / enfants ou éducateurs / élèves et de mettre en lumière ce que notre société peut produire de meilleur en nous rappelant les règles et les principes de ce que représente le mot « laïcité » dans la république où nous évoluons. ■



De haut en bas / de gauche à droite:

- Arnaud MERCIER / Maire de Venelles
- Jean-pascal GOURNES / Maire de Meyreuil
- Christophe AMALRIC / Maire de La Barben
- Emmanuel MACRON / Président de la République
- Christophe BARBIER / Journaliste & éditorialiste
- Mohamed LAQHILA / Député de la 11ème Circonscription BdR
- François-michel LAMBERT / Député de la 10ème Circonscription BdR
- Alexandre GALLESE / Conseiller Territorial, Adjoint au maire d'Aix
- Jean-David CIOT / Maire du Puy sainte-Réparate
- Jacky GÉRARD / Maire de Saint-Cannat
- Marie LIMONGIE & son équipe / DG Appart Studies
- Baptiste GALLAND & Stéphane SALORD / DG Groupe ESDAC
- Fabienne RINGUED & Jean-pierre LANFREY / Pdt Bib. Paul Cézanne
- Jean-michel AUPY & Roland MOUREN, Maire de Châteauneuf les Martigues
- Jean-michel AUPY & Jean-louis BIANCO, Président de l'Observatoire de la Laïcité

Toutes les informations sur : www.livregeant-laicite.fr



UN INSTITUT CULTUREL ITALIEN DYNAMIQUE À FRÉQUENTER ASSIDÛMENT

Une salle de théâtre, une salle d'exposition, un piano Pleyel, quatre salles équipées pour les cours d'italien, une bibliothèque et une vidéothèque ouverte au public, dans un magnifique immeuble classé, l'Institut Culturel Italien de Marseille dispose d'installations adap-

tées aux événements et aux activités culturelles et accueille le public dans des locaux entièrement rénovés. Aux manettes de cette institution, le très souriant directeur, Francesco Neri, élabore avec son équipe un programme d'une richesse absolue et insuffle un dynamisme nouveau que la ferveur du public at-

Voir une exposition ? Un film de Fellini en présence de sa nièce, la belle Francesca ? Echanger avec Don Ciotti sur l'anti-mafia sociale ? Se laisser submerger par les notes sublimes du piano de Danilo Rea ? Parler chanson et opéra avec l'immense Mogol ? Cuisiner les truffes d'Alba ou goûter à la pancetta ? Direction l'Institut Culturel Italien de Marseille

teste: personnalités éminentes pour des conférences gratuites, ouvertes à tous, spectacles, films prestigieux, souvent en présence du réalisateur, artistes renommés pour les concerts d'artistes etc. Vitrine de l'Italie, l'institut est un lieu idéal de rencontre et de dialogue. Par leur implication et leur excellence, l'institut et son directeur, passeurs de culture et d'humanité, gommant les distances, éclairent les différences et créent des liens fraternels entre les hommes. Etablissement public dépendant du ministère italien des Affaires étrangères, l'Institut Culturel Italien est le seul organisme officiel de langue et de culture italiennes à Marseille depuis 1951. Sa mission principale est de diffuser la langue et la culture italiennes en France et plus particulièrement dans les régions Provence Alpes Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon,

Midi- Pyrénées et Aquitaine, à travers l'organisation d'événements culturels et de cours de langue en vue de promouvoir la circulation des idées, des arts et des sciences. Sont offerts au public les services suivants: Cours de langue et de culture italiennes. -Deux sessions d'examen par an -Une médiathèque à la disposition des membres de l'Institut, qui met à disposition des prêts, des livres, des CD, des DVD, des magazines et des journaux italiens.

Un service d'information et de documentation sur la scène culturelle italienne et sur les bourses éventuelles. Pour les concerts, les expositions et les grands événements, l'Institut collabore avec des institutions artistiques et des musées et les professionnels du livre et de l'édition ; avec des théâtres tels que le Théâtre de la Criée... avec des lieux de création et de diffusion de musique tels que le Dock des Sud... avec des cinémas et plus généralement avec une série d'institutions dépendant du ministère de la Culture, de la Région, du département et de la municipalité de Marseille. L'IIC collabore également avec des associations telles que Arcobaleno di Nîmes, la revue Radici à Toulouse et les associations Dante Alighieri présentes dans la circonscription; il participe régulièrement à de nombreux festival de musique, les Festivals de Rencontre du cinéma italien à Bastia, Toulouse, le Festival international du film à Aubagne... L'Institut participe également chaque année à la Foire Internationale de Marseille. ■

→ 6, rue Fernand Pauriol - 13005 Marseille
Tél : 04 91 48 51 94
Mail : iicmarsiglia@esteri.it

LA GUITARE ARRIMÉE AU CŒUR

Ecouter Juan Carmona, c'est entendre une des plus belles guitares de la scène internationale.

A la manière des villas mauresques, Juan Carmona est fait du stuc dans lequel sa main brode à l'infini des motifs raffinés avec ce caractère authentique de l'art arabe qui exclut toute possibilité d'imitation ou de reproduction. Il s'appelle Carmona, comme ses lointains cousins de la dynastie des Habichuelas de Grenade, tous guitaristes. Ses ancêtres étaient maîtres forgerons à Malaga, mais sa famille va émigrer en Afrique du Nord. Si Juan Carmona devait écrire le livre de sa vie, le titre pourrait être « La Belle Histoire », comme ce film de Claude Lelouch dont il interprétera la musique en 1992. La famille Carmona a dû émigrer de l'Afrique du Nord vers la France après l'exil du début des années 60. Juan, né à Lyon, a dix ans à peine quand son père lui offre sa première guitare. Sa passion pour cet instrument et ses aptitudes ne se démentiront pas au fil du temps. Sa virtuosité est vite repérée par les professionnels. Devenu guitariste confirmé, il fera le chemin en sens inverse, vers l'Espagne, éprouvant le besoin de rejoindre la terre de ses ancêtres pour renouer avec ses racines et s'abreuver à la source du flamenco, à Jerez de la Frontera. Son talent et l'originalité de son art seront rapidement reconnus dans cette ville considérée comme le berceau du flamenco.

ENTRE MODERNITÉ MUSICALE, TRADITION FLAMENCA, JAZZ ET MUSIQUE CLASSIQUE

Pendant 9 ans, s'imprégnant de leur savoir dans la pure tradition flamenca, il côtoiera et accompagnera les plus grands noms du flamenco tels que Joaquín Grilo, Agujetas, Duquende, Antonio Canales, Chano Domínguez et bien d'autres. Il enregistrera ses premiers albums et remportera les prix internationaux de guitare et de prestigieux concours : International de Jerez, la Union de Cordoba (finaliste) ou encore le grand prix Paco de Lucia. A son long palmarès de prix et de récompenses, il faut rajouter une particularité unique : un triomphe définitif en Espagne, une consécration pour ce gitan d'origine française. A son retour en France, il enchaîne les collaborations musicales : Sylvain Luc, Larry Coryell, Marcus Miller, Jan Garbarek, Trilok Gurtu, Subramanian, Baden Powell... Chaque nouvelle rencontre enrichit sa palette sonore.

VIRTUOSE AUTODIDACTE DE GÉNIE DISTINGUÉ PAR L'UNESCO

Créatif et curieux, sa soif d'apprendre semble inextinguible et l'amène à ce qu'il est aujourd'hui l'une des plus belles guitares de la scène internationale. Sa musique, il l'écrit avec sa mémoire, ses oreilles, son cœur et sa passion. Musicien autodidacte, il peut s'enorgueillir d'avoir composé ses œuvres : Sinfonia Flamenca et Orillas, aujourd'hui interprétées par de nombreux orchestres dans le monde comme le St Louis

Symphony Orchestra (USA), le Russian Philharmony (Russie), le National Taiwan Symphony Orchestra (Taïwan) ou encore l'Orchestre National de Lyon (France). En tournée avec ses musiciens à travers le monde (Etats-Unis, Chine, Canada...), ses albums Alchemya, Orillas, Sinfonia Flamenca et El Sentido del Aire ont été nominés aux Latin GRAMMY Awards catégorie « Meilleur Album Flamenco de l'année ». Lauréat du Grand Prix Charles Cros 2015, l'UNESCO lui décerne également le Grand Prix Zyriab des Virtuoses. Son nouvel opus Perla de Oriente (septembre 2016), enregistré à l'occasion de sa dernière tournée en Asie, fait revivre la magie de ses concerts. Plébiscité par les plus grandes figures du flamenco, Juan Carmona vagabonde sur les chemins aériens du duende. Au croisement entre modernité musicale et traditions flamenca les plus anciennes et les plus vivantes d'Andalousie, Juan Carmona est un novateur, un des maillons les plus vaillants de sa génération.

UN SON LUMINEUX, DES ATTAQUES PERCUTANTES, UN LYRISME LUMINEUX

Envoûtant! Les doigts de ce guitariste fabuleux volent, nerveux, élastiques, surnaturels. Ils accrochent les cordes, les pincent, les frôlent, les effleurent. C'est tendre comme la caresse du vent, fort comme le galop d'un cheval sauvage, rugueux comme la terre aride de Cordoba, brûlant comme les notes qui le transcendent. Bouillonnante, bouleversante, passionnée, la guitare de Juan Carmona ensorcelle, embrase, bouscule, émeut. Sa musique au lyrisme velouté, coloré, parle de lui. Fils de gitan, formé au flamenco, il parcourt le monde et en rassemble les sonorités dans une recherche musicale humaniste, mêlant avec bonheur l'orient et l'occident, la culture orale et écrite. En résulte un artiste multiforme aussi à l'aise avec un orchestre symphonique qu'en accompagnement improvisé ou en récital solo. Plébiscité par les plus grandes figures du flamenco avec certains desquels il a joué, Juan Carmona est un musicien investi de l'héritage des anciens, qu'il marie avec délice à la modernité musicale et au classique pur.

ARTISTE ET CITOYEN DU MONDE

Carmona se produit en France, à l'opéra de Marseille, dans celui d'Erevan, en Hongrie, à New York, en Suisse, à Moscou, en Italie, en Pologne, en Angleterre, en Chine, en Corée... Attaché à ses racines, Juan Carmona n'en est pas moins citoyen du monde. Cet homme tendre et sensible est un humaniste qui réussit ce rapprochement, cette fraternité des peuples fondus dans le moule de sa musique. ■

Danielle Dufour-Verna



LE THÉÂTRE NONO, UN FLORILÈGE D'AMIS

En 2008, la compagnie de Serge Noyelle, metteur en scène et plasticien s'implante à Marseille afin de constituer un nouveau lieu de création contemporaine. Dix ans plus tard, la nouvelle saison du théâtre NoNo, codirigé par Serge Noyelle et Marion Courtis, propose un large éventail de spectacles hors norme. Sa devise est à l'image de ses créateurs : il n'a pas d'abonnés mais des amis ou des amis à venir.

Depuis l'an dernier, le théâtre NoNo s'est installé dans un nouveau lieu, dans le quartier de Montredon. Codirigé par Marion Courtis et Serge Noyelle, ce théâtre singulier est dorénavant ancré dans la vie culturelle marseillaise où ses dernières productions connaissent un franc succès. A l'origine, Serge Noyelle, metteur en scène et plasticien, réalise, au début des années 80, plusieurs spectacles originaux. Sa marque de fabrique repose à la fois sur une empreinte visuelle très affirmée, une construction non narrative et un onirisme décalé. Marion Courtis, alors jeune comédienne dans la compagnie, développe, quant à elle, une recherche personnelle autour d'écritures poétiques contemporaines. Elle élabore à partir du théâtre de Serge Noyelle, les fondements d'une dramaturgie au croisement de plusieurs expressions textuelles, musicales et orales. Elle écrit les textes qui deviennent l'axe d'écriture de la compagnie. «Notre travail repose sur le principe d'un échange et d'un laboratoire d'écriture permanent mené par plusieurs artistes dont les champs d'investigation sont complémentaires» explique t-elle. Fondé sur une réflexion poétique, une expérience physique de l'espace, un surréalisme revendiqué, ce théâtre associe fort intelligemment des niveaux d'expression qui se juxtaposent. La scénographie, la composition musicale, le texte et la dramaturgie constituent ainsi le tissu d'une recherche théâtrale qui élabore sans cesse de nouvelles configurations d'univers plastiques empreints d'une radicalité picturale.

DU LAND ART AU CIRQUE

Dans le paysage théâtral français, le Théâtre NoNo est l'une des compagnies les plus actives en termes de



coproductions avec des structures européennes et internationales. Elles sont nombreuses fréquentes et significatives. En mai 2010, Labyrinthe, spectacle emblématique de la saison 2008, s'est joué à l'Opéra de Pékin en Chine en mai et juin 2010 avec une distribution franco chinois, dans un lieu emblématique de la création contemporaine internationale le 798 Da Shan Zi. De plus, une longue collaboration avec le Oerol International Festival de Terschelling conduit le théâtre à poursuivre de nombreux projets en Europe (Grande Bretagne, Pays Bas, Belgique Allemagne, Suède, Danemark) mais

aussi des partenariats artistiques en république Tchèque et en Roumanie. Du land art à l'opéra, de la chorégraphie au cirque, du théâtre de rue à des expériences intimistes, la compagnie recherche sans cesse de nouvelles passerelles esthétiques où le spectateur voyage, découvre et élabore une réflexion ouverte. Cette nouvelle saison dans ce nouveau lieu est encore un nouveau pari pour les deux responsables. «Nous devons le gagner ensemble car la jeune création devra son succès à la présence des spectateurs, à leur soutien, à leur regard attentif», confie Serge Noyelle. C'est une véritable troupe avec douze jeunes artistes et de nombreuses équipes associées à l'activité de création du lieu. Ce sont des projets menés main dans la main avec des associations, des écoles, des lycées, des entreprises. Après une ouverture festive le 8 octobre 2018, la saison a débuté en novembre par le mois de la jeune création avec des spectacles très singuliers comme Play Loud, La jeune fille et la mort ou Dirty Dancers et trouvera son point d'orgue avec le fameux cabaret No No, dîner-spectacle construit comme une lanterne magique. ■

E.L

FONDS DE DOTATION

Le théâtre NoNo a constitué un fonds de dotation lié à son activité originale de recherche et de soutien en matière de création, à son travail de formation de l'acteur et au développement de ses missions de transmission culturelle et d'éducation artistique. Ainsi, le fonds permettra de soutenir l'Ecole d'acteurs Le Cerisier, les Rencontres internationales Lily Pastré, et plus largement l'ensemble des activités culturelles, de création et de représentation exercées par l'association, et cela en vue de renforcer l'action publique existante par différentes actions d'intérêt général financées grâce à des fonds privés collectés dans le cadre défiscalisé prévu par la loi. (Chacun peut contribuer à ce soutien son don étant défiscalisé à hauteur de 66%.)

MICHEL NOUADER EN ACCORD AVEC LE QUAI DU RIRE PRÉSENTE

LE COMEDIE CLUB DE L'ESPACE

KEV ADAMS



LE 1^{ER} PLATEAU D'HUMORISTES DE MARSEILLE
TOUT PUBLIC

**TOUS LES VENDREDIS
A 20H**

**AU QUAI DU RIRE
16 QUAI DE RIVE NEUVE
METRO VIEUX-PORT**

SAISON **18**
19



J'♥ JE M'ABONNE

Théâtre

TOURSKY

FLAMENCO • THÉÂTRE • CLASSIQUE • HUMOUR • FESTIVAL RUSSE • DÉBATS
FESTI'FEMMES • CRÉATIONS • OPÉRETTE • SOIRÉES JAZZ • CINÉMA • CABARETS
ATELIERS THÉÂTRE • POÉSIE • LECTURES • CHANSON • CLOWNS • RENCONTRES
DÉBATS • SOIRÉES DE SOUTIEN • CONTE • LITTÉRATURE • OPÉRA • MUSIQUES
DANSE • FAITES DE LA FRATERNITÉ • UNIVERSITÉS POPULAIRES • EXPOSITIONS

... Tous les arts sont au Toursky !

TOUR SKY  **ESPECE LEO FERRE**

RÉSERVATIONS

04 91 02 54 54 | www.toursky.fr

